

Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

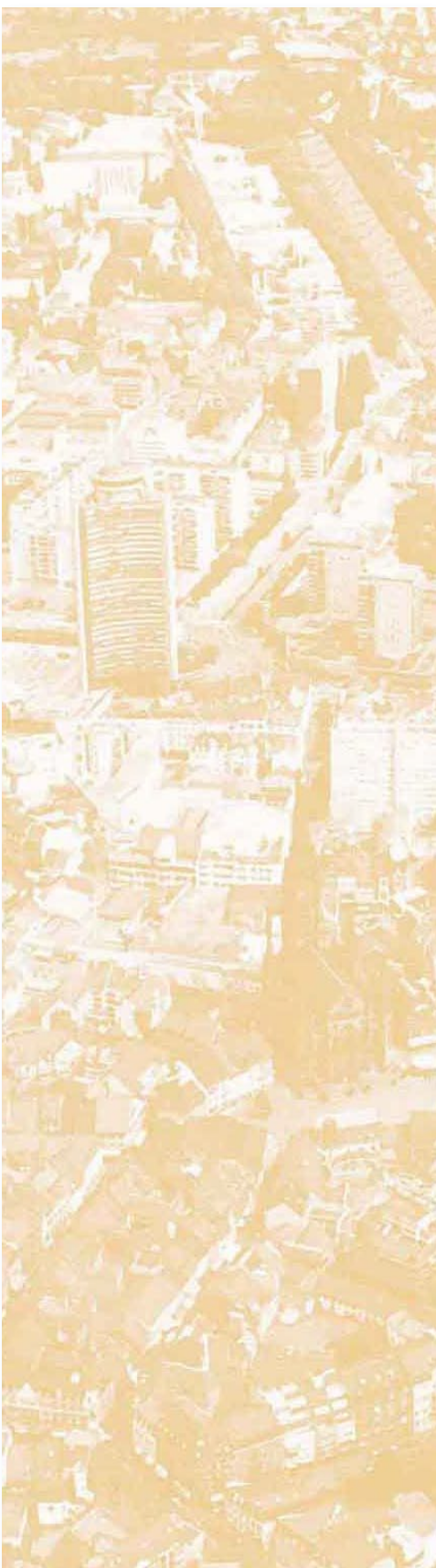
Les indicateurs

Economie
Emploi
Formation

sur le Pays de la
région mulhousienne

Sommaire

- Thème n°1 : Infrastructures de transports et Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- Thème n°2 : Zones d'activités, offres foncières, support au développement économique
- Thème n°3 : Attractivité du Pays de la région mulhousienne, qualité de vie
- Thème n°4 : Approche sur la richesse du territoire
- Thème n°5 : Innovation / Recherche
- Thème n°6 : Caractéristiques du tissu économique
- Thème n°7 : Les 20 principaux établissements
- Thème n°8 : Mouvements d'établissements : créations, reprises, réactivations
- Thème n°9 : L'emploi total
- Thème n°10 : La demande d'emploi
- Thème n°11 : L'offre et la qualité de l'emploi
- Thème n°12 : L'insertion
- Thème n°13 : Niveau de formation de la population
- Thème n°14 : Formation initiale
- Thème n°15 : Enseignement supérieur
- Thème n°16 : Formation professionnelle continue





Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 1 :
Infrastructures de transports et
Technologies de l'Information et de la
Communication (TIC)

Le Pays de la région
mulhousienne,
un territoire situé au cœur
d'un important carrefour
infrastructurel

Cette thématique abordera de façon séparée les indicateurs liés aux transports et ceux liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

1. Eléments de contexte

L'économie mondialisée repose sur les flux de marchandises, de capitaux, de technologie. Les réseaux, pour assurer la connexion entre les différents pôles s'avèrent primordiaux aujourd'hui. Ils sont indispensables aux déplacements des personnes, des biens et de l'information.

2. Infrastructures de transport

Le Pays de la région mulhousienne est un important carrefour infrastructurel : croisement autoroutier et ferroviaire remarquable, réseau fluvial important, présence d'aérodromes et d'un aéroport international.

2.1. Réseaux routiers et autoroutiers très développés

Deux axes internationaux majeurs, les autoroutes A36 et A35 se croisent dans la partie Est du Pays de la région mulhousienne et constituent un point de passage pour les flux à vocation internationale. Le territoire de Mulhouse possède la seule liaison autoroutière directe existante en Alsace avec l'A 5 allemande (l'Ha-Fra-Ba: Hamburg, Frankfurt, Basel).

Le Pays de la région mulhousienne présente également plusieurs voies importantes comme la RD 430, qui assure la desserte de Guebwiller et la RN 66, qui permet une liaison rapide entre la vallée de la Thur et Mulhouse.



2.2. Réseau ferroviaire : atouts et faiblesses

Le Pays de la région mulhousienne est un carrefour ferroviaire de premier ordre avec des lignes électrifiées à doubles voies orientées vers Strasbourg, vers Bâle et vers Belfort, à voie unique non électrifiée vers la vallée de la Thur et à voie unique électrifiée dédiée au Fret vers Ottmarsheim. Mulhouse est l'une des seules agglomérations en France ceinturée par un ring ferroviaire.

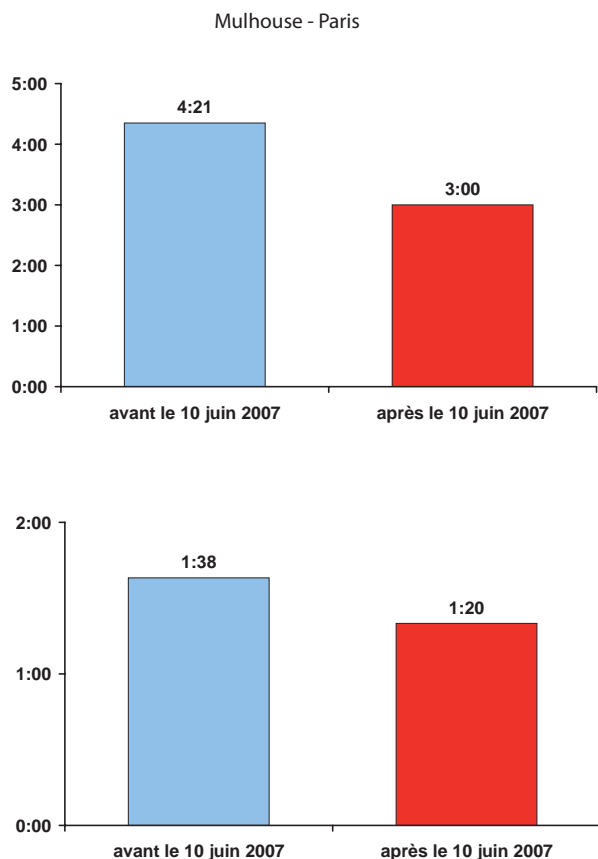
- *Un développement important à moyen et long terme des infrastructures ferroviaires de transport de voyageurs...*

Le TGV Est dessert depuis le 10 juin 2007 le Pays de la région mulhousienne. Il a permis de raccourcir la durée de temps de trajet entre Mulhouse et Paris mais également entre Mulhouse et Zurich comme cela peut être relevé sur 2 graphiques de la page 3.



source : ville de Mulhouse

Figure n° 1 : Evolution des temps de parcours ferroviaires pour un déplacement Mulhouse / Paris et Mulhouse / Zurich (en heure)



Le temps de parcours a été réduit de 30 % pour rejoindre Paris et presque de 20 % pour rejoindre la capitale économique de la Suisse : Zurich. En plus de diminuer les temps de parcours, le TGV Est facilite les liaisons avec Paris ainsi qu'avec d'autres métropoles régionales françaises: Lille, Nantes, Rennes, Bordeaux et Reims.

Le TGV Rhin-Rhône, dont la mise en service est prévue fin 2011, engendrera également une diminution sensible des temps de parcours (Mulhouse – Lyon en 2h25 au lieu de 3h45 aujourd'hui). A long terme, à un possible horizon 2020, la deuxième phase du TGV Rhin-Rhône entre Petit-Croix et Lutterbach permettra de réduire d'environ 10 minutes encore les temps de parcours vers Paris et Lyon.



- ... mais des contraintes pour le Fret ferroviaire...

Aucune desserte ferroviaire fret n'existe vers le réseau ferroviaire allemand. Pour rejoindre le réseau allemand, il faut passer soit par l'agglomération de Bâle en Suisse, soit par Strasbourg. En effet, malgré la présence d'un pont ferroviaire sur le Rhin, au niveau d'Ottmarsheim, les trains allemands ne peuvent être prolongés en France et réciproquement pour les trains venant de France. Les systèmes d'exploitations ferroviaires ne sont pas compatibles. A cela s'ajoute la non continuité du gabarit B1 au Sud de l'agglomération mulhousienne, notamment dans la vallée du Doubs, en raison de la présence de 17 tunnels. Or, le gabarit B1 permet le transit par le fer des conteneurs maritimes de grandes tailles. Dans l'hypothèse de la mise en place d'un feroutage, il permet également le passage de convois ferroviaires transportant des semi-remorques classiques.

- ... et des difficultés de raccordement au réseau ferroviaire allemand depuis le Pays de la région mulhousienne.



Pont de Chalampé
Source : AURM

Depuis 2006, la ligne ferroviaire Mulhouse-Mülheim-Freiburg est ouverte, les dimanches d'été, à la circulation des voyageurs. Une correspondance est imposée aux voyageurs en gare de Mülheim entre les trains exploités par la Deutsche Bahn et ceux exploités par la SNCF en raison d'une incompatibilité des systèmes d'exploitation ferroviaire.

Cependant, l'aménagement de la ligne Mulhouse-Chalampé-Mülheim constitue un enjeu important pour le Pays de la région mulhousienne. Cette liaison pourrait permettre de compléter l'étoile ferroviaire de Mulhouse et d'assurer son ouverture sur le réseau ferroviaire allemand. En Alsace, il n'existe que 2 connexions fer avec le réseau allemand : la première au niveau de Lauterbourg en Alsace du Nord et la deuxième au niveau de Strasbourg. Pour rejoindre le réseau ferroviaire allemand depuis Mulhouse, il faut, soit passer par Strasbourg au Nord, soit passer par la Suisse, via Bâle, au Sud.

L'arrivée du TGV Rhin-Rhône à Mulhouse, en 2011, offre l'occasion d'optimiser l'interconnexion avec le réseau allemand, en prolongeant depuis Mulhouse, ou en faisant démarrer à Freiburg, certaines circulations de TGV Rhin-Rhône. Un service TER cadencé à l'heure entre Mulhouse et Freiburg est annoncé également pour 2011.

2.3. Réseau fluvial : une connexion à l'artère fluviale la plus fréquentée au monde

- Mulhouse, un port important...

Le port de Mulhouse se déploie autour de 3 sites portuaires : Ottmarsheim, Huningue et Ile Napoléon, tous accessibles aux péniches de 3000 tonnes ainsi qu'aux convois poussés de 8000 tonnes. Les ports de Mulhouse, bien connectés aux réseaux terrestres, permettent le transbordement des marchandises de la voie d'eau vers le rail ou la route.



Port Ile Napoléon
Source : AURM

- ... mais ne présentant pas de réels débouchés vers Sud

Depuis le Port d'Île Napoléon, les péniches présentant un gabarit de 3 000 tonnes ou plus ne peuvent pas poursuivre leur parcours vers le Sud car en amont du Port d'Île Napoléon, le canal du Rhône au Rhin est au gabarit Freycinet (300 à 350 tonnes). Les marchandises en transit doivent donc être transbordées de la voie d'eau vers la route ou le rail pour poursuivre par exemple leur itinéraire en direction du Sud de la France.

2.4. Aérodrômes et aéroport : une présence marquée

L'atout majeur du Pays de la région mulhousienne est sa proximité de l'aéroport international de Bâle-Mulhouse (Euro-Airport), seul aéroport binational au monde. Un total de 20 compagnies aériennes y assurent environ 70 vols réguliers par jour vers 50 aéroports situés dans 15 pays différents. Ses infrastructures lui permettent d'accueillir tous types d'avions. A long terme, une desserte ferroviaire voyageurs de l'Euro-Aiport est envisagée. Elle consisterait en la création d'une gare nouvelle en face de l'Euro-Aiport pouvant accueillir non seulement les trains TER mais également les TGV. Ainsi la correspondance entre le transport aérien et les transports ferroviaires TER et TGV pourrait s'effectuer dans des conditions d'accueil, de confort et de sécurité optimales. Cet aménagement pourrait contribuer à renforcer l'attractivité de l'Euro-Aiport, bien au-delà du simple cadre régional, grâce notamment à la mise en place possible d'une desserte TGV.

Le Pays de la région mulhousienne dispose aussi sur son territoire d'un aérodrôme situé sur le ban communal d'Habsheim. Un deuxième aérodrôme est situé au Nord du Pays de la région mulhousienne et est actuellement utilisé par l'armée de l'air. Aujourd'hui l'armée a plutôt tendance à céder ses bases mixtes (civiles et militaires, c'était le cas de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim). Il est improbable que Meyenheim évolue vers ce statut de base mixte.



Source Aéroport



Aérogare - Aéroport de Mulhouse-Bâle
Source : www.struturae.de

L'atout majeur du Pays de la région mulhousienne est sa proximité de l'aéroport international de Bâle-Mulhouse (EuroAéroport), seul aéroport binational au monde. Un total de 20 compagnies aériennes y assurent environ 70 vols réguliers par jour vers 50 aéroports situés dans 15 pays différents. Ses infrastructures lui permettent d'accueillir tous types d'avions.

Figure n° 2 : Les infrastructures de transports dans le Pays de la région mulhousienne aujourd'hui

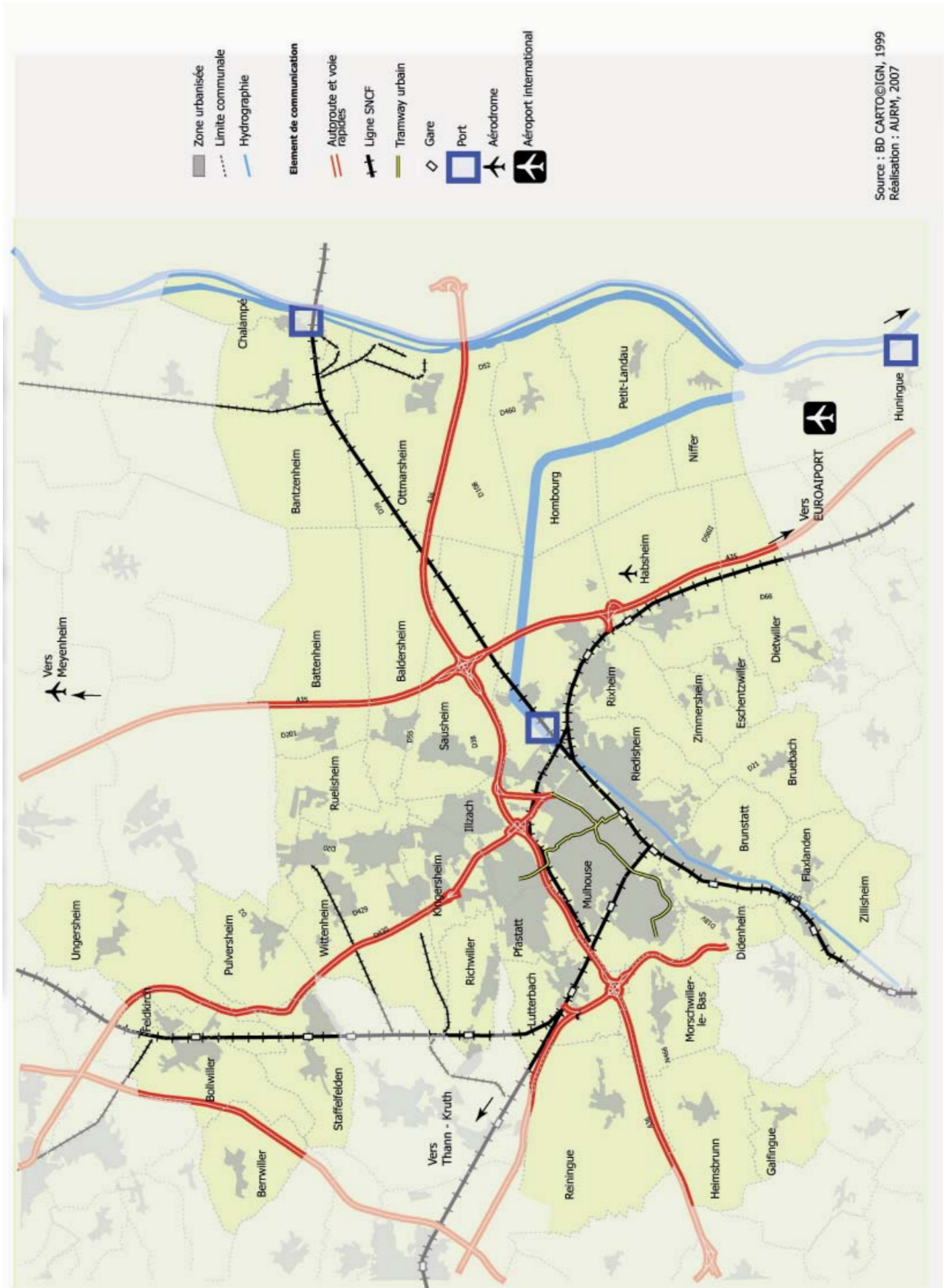


Figure n° 3 : Les infrastructures de transports dans le Pays de la région mulhousienne à l'horizon 2020



3. Technologies de l'Information et de la Communication

3.1. Besoins des entreprises

- *Des besoins en communication croissants...*

Le développement des télécommunications engendre de nouveaux besoins exprimés par les entreprises :

- la visibilité de l'extérieur par la présence sur internet.
Exemple : site présentant des produits ou des services.
- l'accès aux données extérieures.
Exemples : accès à des données techniques, juridiques, administratives.
- la gestion interne et externe.
Exemples : réseau de surveillance, de maintenance, de commandes, de livraisons.
- le transfert de données ou de documents plus ou moins volumineux.
Exemple : envoi de plans, de photographies, de fichiers etc..
- téléphonie par internet.
- visioconférence.
- télévision interne.

Ces nouveaux besoins passent pour l'essentiel par les réseaux filaires (cuivre ou fibre optique) d'où la nécessité d'infrastructures adaptées. Les technologies hertziennes constituent un dépannage dans les zones non correctement couvertes par le câble ou le DSL. La technologie Wimax est actuellement testée en Alsace par la société Haut-Rhin Telecom. On prédit à court terme une montée en puissance rapide des technologies sans fil comme la 3G le Wifi et le Wimax avec une forte progression des débits et des portées.

- *... facilités par l'arrivée du haut débit*

L'internet à haut débit constitue une réponse :

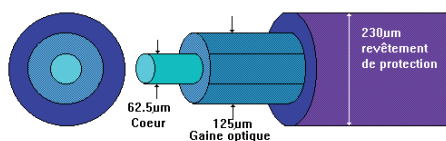
- pour envoyer des fichiers volumineux : images, plans etc. (cabinet d'architecte, entreprise multimédia etc.).
- pour être en relation permanente avec le siège pour les sites distants. (suivi de process, maintenance, commerce)
- aux entreprises cherchant à développer leurs activités à l'exportation et cherchant de nouveaux marchés.
- aux entreprises cherchant à développer leurs activités e-business : achats en ligne, achats sur des places de marchés etc..



- *ADSL (Asymmetric Digital Subscriber Line)*

Comme son nom l'indique, l'ADSL est un dispositif asymétrique. Les flux montants et descendants sont différents. Dans un contrat à 8 Mégabits / seconde, le débit du Fournisseur d'Accès Internet (FAI) vers l'utilisateur est de 8 Mégabits / seconde alors que le flux de l'utilisateur vers le FAI est de 800 kilobits / seconde. Les flux d'information partant de l'utilisateur sont donc 10 fois moins rapides.

- *Haut-débit*



Le haut débit correspond à un débit égal ou supérieur à 1 mégabits / seconde pour le Grand Public et 10 mégabits / seconde pour les Entreprises (source Autorité de Régulation des Communications Electronique et des Postes = ARCEP). Ces niveaux de débit peuvent être atteints en combinant la technologie haut débit, qui fait transiter l'information par fibre optique sur de longues distances, couplée à celle du réseau téléphonique local existant où l'information transite par les câbles cuivres déjà en place. L'interface entre le réseau fibre optique et réseau cuivre est assurée par des répartiteurs haut débit France Télécom.

- *Très haut-débit*

Le très haut débit correspond à un débit égal ou supérieur à 10 mégabits / seconde pour le Grand Public et 100 mégabits / seconde pour les Entreprises (source ARCEP). Pour atteindre un tel débit, la zone industrielle ou l'entreprise doit être directement raccordée sur le réseau fibre optique.



Source : presence-pe.com



Source : presence-pe.com

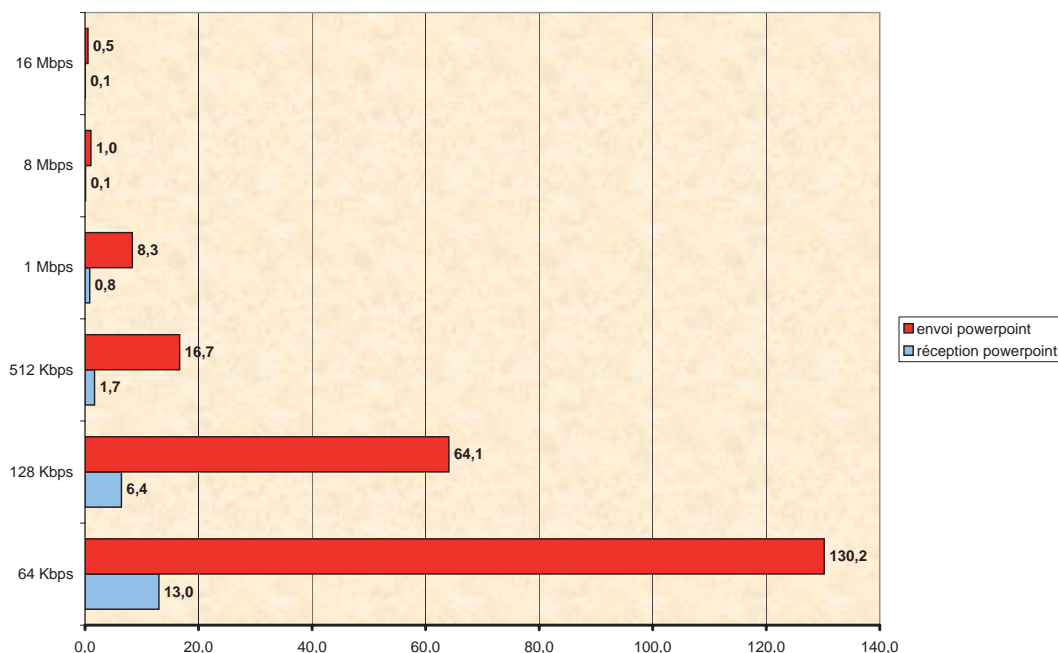
3.2. Ordres de grandeur sur la durée de transmission des fichiers suivant le débit

La technologie la plus répandue est celle de l'ADSL. Elle est accessible aussi bien aux particuliers qu'aux entreprises situés en dehors des zones d'activités. Comparons les temps d'émission et de réception d'un fichier type «Powerpoint» d'une taille de 5Mo en fonction des débits proposés.

Figure n° 4 : Durée d'envoi et réception en minutes d'un fichier de 5Mo suivant le débit

Plus le débit augmente, plus la durée de l'envoi et de la réception se réduit. Par exemple, avec un débit de 16 Mbps, le fichier de 5 Mo peut être réceptionné en quelques secondes et être envoyé en moins de 30 secondes.

Avec le très haut débit, technologie destinée, pour le moment, aux établissements situés dans les zones d'activités, il est possible d'envoyer et de recevoir le contenu d'un CD ROM d'une capacité de 700 Mo en une minute environ grâce à un débit égal ou supérieur à 100 Mb / s.



3.3. Couverture du Pays de la région mulhousienne en haut et très haut débit

- Une couverture partielle du Pays de la région mulhousienne en haut débit...

La carte P 12 présente la couverture en haut débit. Les particuliers et les entreprises situés à l'intérieur de la zone verte bénéficient d'un débit minimal supérieur à 1 Mb/s.

Avec un tel débit, les particuliers et les entreprises peuvent avoir accès aux services suivants :

- échange de fichiers de taille courante.
- visioconférences.
- téléphonie IP.
- télé par internet.

La couverture en haut débit n'est pas intégrale. La mise en place de la technologie Wimax, permettant d'aller jusqu'à un débit de 2Mbps, devrait permettre d'effacer les zones blanches d'ici à fin 2008. L'objectif des collectivités territoriales alsaciennes est d'arriver à un taux de couverture de 99 %.

• ... et une couverture progressive des zones d'activité en très haut débit

La carte P 13 présente la couverture très haut débit des zones d'activités situées dans la Pays de la région mulhousienne. Les entreprises, peuvent avoir un accès à un débit égal ou supérieur à 100 mb / s. Avec un tel débit, les entreprises présentes dans les zones d'activités peuvent avoir les possibilités suivantes :

- favoriser l'enseignement et la formation à distance,
- développer les techniques nécessaires à l'apprentissage du geste médical à distance,
- permettre la sauvegarde en ligne de très grosses bases de données,
- diffuser de la TV haute définition sur un réseau Internet,
- accélérer les process industriels, tout en assurant une excellente qualité de service et en qualifiant le comportement du réseau face à des applications très haut débit.

Seule ombre au tableau, la couverture du territoire du Pays de la région mulhousienne en très haut débit reste modeste. Seules certaines zones d'activités y ont déjà accès. Fin 2008, l'ensemble de ces zones devraient être raccordés au très haut-débit (cf. carte P13). La carte présente les zones potentiellement connectables à conditions de disposer de la fibre optique.



Figure n° 5 : L'infrastructure haut-débit dans le Pays de la région mulhousienne

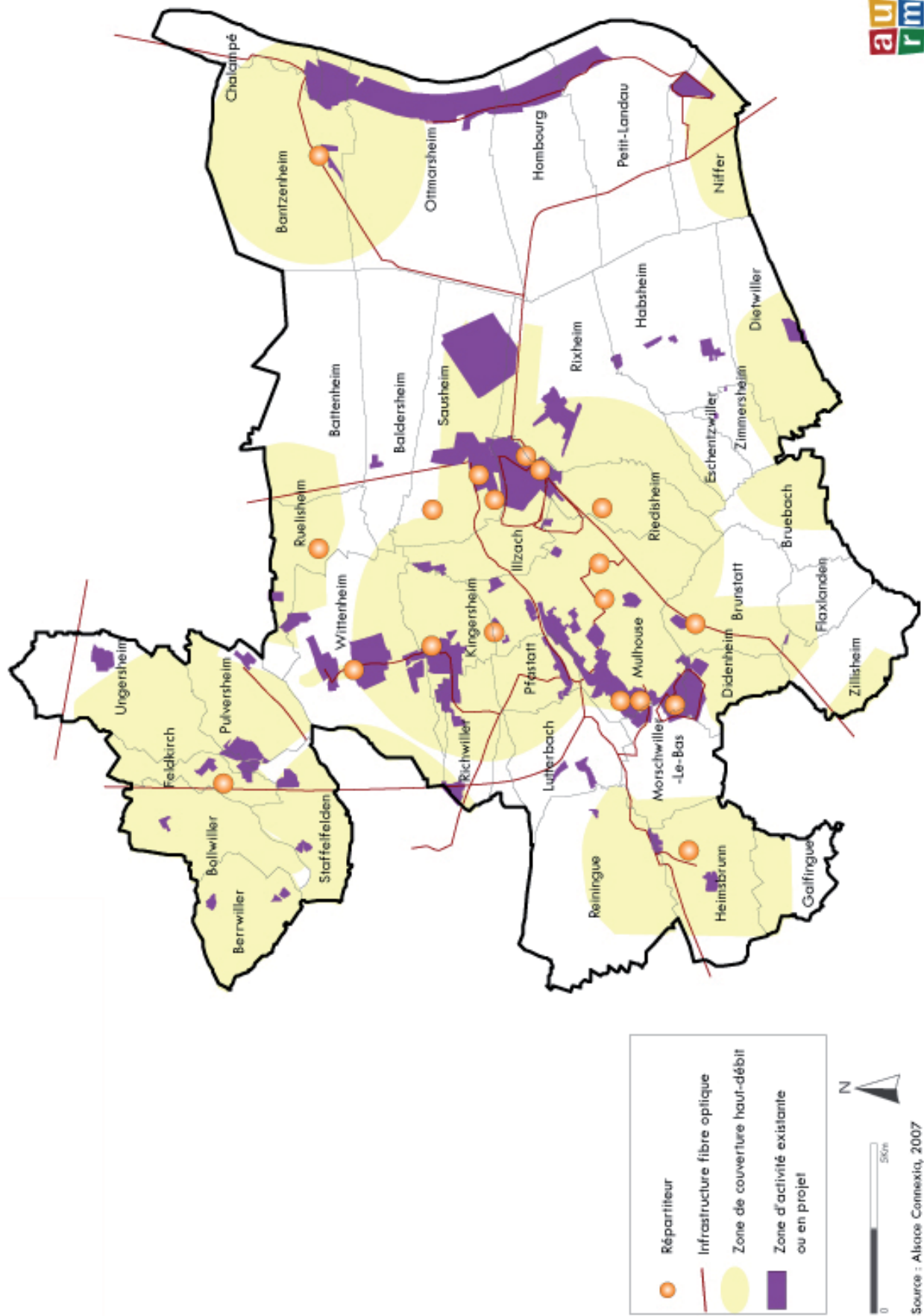
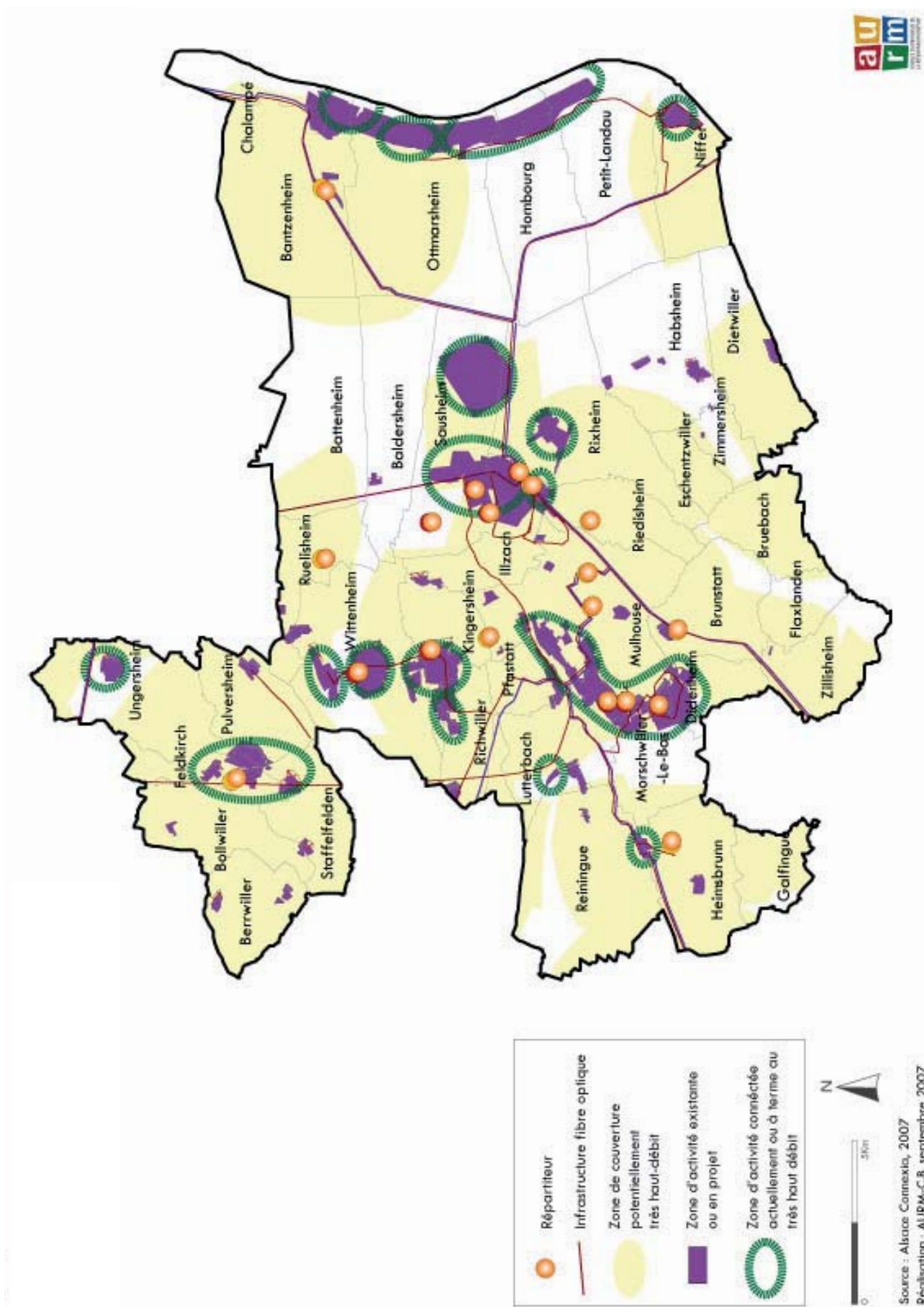


Figure n° 6 : L'infrastructure très haut-débit dans le Pays de la région mulhousienne



SYNTHESE

Diagnostic

- Le Pays de la région mulhousienne offre un **important noeud d'infrastructures et présente une accessibilité renforcée entre couloir rhénan et axe Rhin Rhône. Son accessibilité ferroviaire, autoroutière, aérienne et fluviale est excellente.** Ce carrefour présente cependant quelques lacunes : absence de liaison ferroviaire directe avec l'Allemagne, non continuité des gabarits fluviaux et ferroviaires vers le Sud pour le transport des marchandises, temps de parcours importants par le train vers certaines destinations etc..
- Plusieurs projets devraient permettre de réduire sensiblement les temps de parcours des voyageurs à destination de Paris et surtout de Lyon, grâce, notamment, à la mise en service du TGV Rhin-Rhône. Une première étape est franchie avec la mise en service du TGV Est le 10 juin 2007.

Dimension prospective

- Par la **bonne qualité et le développement de ses infrastructures** et par son **positionnement géographique stratégique**, le Pays de la région mulhousienne est un site propice à l'implantation d'activités logistiques.
- A moyen terme, le Pays de la région mulhousienne sera desservi par un **deuxième TGV** : le TGV Rhin-Rhône. Il permettra notamment de rapprocher Mulhouse des métropoles que sont Lyon et Marseille. Cette « nouvelle donne » pourrait être favorable à l'installation **d'établissements sensibles à la grande vitesse et à haute valeur ajoutée** comme ce fut le cas pour d'autres agglomérations de tailles moyennes desservies par le TGV (Le Mans, Rennes, Angers, Avignon...)
- Pour les réseaux informatiques, la généralisation du **haut et du très haut débit** pourrait constituer un des éléments fondamentaux nécessaire au développement économique du Pays de la région mulhousienne.

Définitions et un peu de technique : volume et transmission de l'information

Les techniciens parlent de Mbps ou de Kbps pour le débit d'une transmission. Il s'agit de Méga et de Kilo bits par seconde. Un bit est un 0 ou un 1, une transmission une suite de 0 et de 1.
Exemple : 01011010 pour la lettre Z.

Pour les fichiers, ils parlent de Mo et de Ko. Il s'agit de Méga octets ou de Kilo octets.

Comme un octet est constitué de 8 bits et que la transmission consomme des bits de contrôle et d'adressage, les techniciens estiment raisonnablement à 10 le nombre de bits nécessaires pour transmettre un octet.

Un traitement de texte moderne consomme plusieurs octets pour transmettre un caractère car il gère entre autre la taille, la police et la couleur d'un caractère. Les fichiers de texte sont donc devenus plus volumineux. Par exemple, une page de Word consomme 25 Ko alors que la même page ramenée en mode texte pur (sans aucun enrichissement typographique) consomme 2,5 Ko.

L'augmentation de la taille des fichiers à transmettre a donné lieu au développement d'outils de compression qui réduisent la taille de fichiers tout en en gardant la forme.

Exemples : Acrobat qui génère les fichiers .pdf ; Photoshop qui génère des fichiers images .jpg



Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 2 :
Zones d'activités, offres foncières
support au développement
économique

Des possibilités de
développement à mobiliser
de façon cohérente

1. Zones d'activités actuelles

Sources des données : observatoire du foncier à vocation économique du Pays de la région mulhousienne (deuxième édition 2006).

1.1. Des zones d'activités essentiellement destinées et occupées par des établissements industriels et commerciaux ...

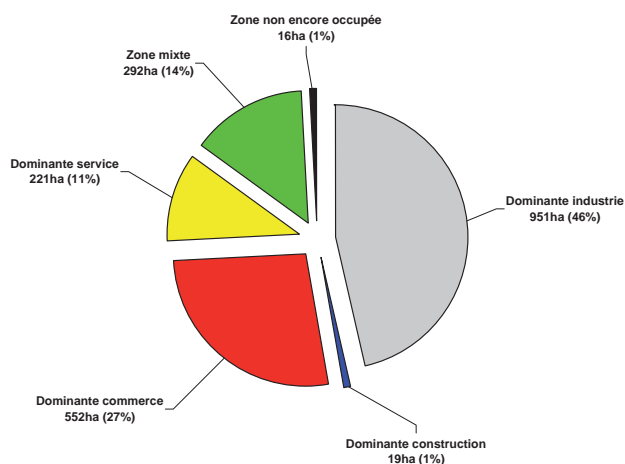


Figure n° 1 : Répartition des surfaces dans les zones d'activités, par secteur d'activité en 2006

Les zones d'activités sont essentiellement occupées par des activités industrielles et commerciales. La part des surfaces occupées par les services est modeste (11 % de la surface totale des zones d'activités).

En 2006, les zones d'activités au niveau du Pays de la région mulhousienne totalisent une surface de 2051 hectares dont 1903 hectares sont occupés. Le taux moyen d'occupation des zones s'élève donc à 93 %.

1.2. ... situées essentiellement à proximité des axes de communication stratégiques majeurs

La carte page 3 présente les espaces à vocation économique actuels par secteur d'activité dominant. Le secteur industriel se localise essentiellement le long des axes de communication stratégiques : voies d'eau (canal de Niffer, Rhin), voies ferrées et autoroutes. Comme les activités industrielles génèrent de nombreux flux de marchandises, leur positionnement à proximité des axes de communication majeur est déterminant dans leur politique d'implantation.

2. Une densité d'emplois à l'hectare inégale

Calculs de densité réalisés à partir des données de l'observatoire du foncier à vocation économique du Pays de la région mulhousienne (deuxième édition 2006).

Dans le cadre de l'observatoire, la densité du nombre d'emplois à l'hectare des zones d'activités sera approchée de deux manières.

Première approche : nombre moyen d'emplois / ha

La première approche consiste à calculer un ratio du nombre moyen d'emplois à l'hectare. Cette méthode présente des limites car elle repose sur une moyenne. Les zones ayant une très forte ou une très faible densité d'emplois / ha peuvent altérer le ratio du nombre moyen d'emplois à l'hectare.

Figure n° 2 : nombre de zones d'activités, nombre d'emplois en 2006

	Nb. de zones	Surfaces totales	Nb. d'emplois	Ratio moyen nb. emploi / ha
Dominante Industrie	20	951	20 359	21
Dominante construction	4	19	824	43
Dominante commerce	16	552	10 302	19
Dominante services	13	221	9 152	41
Mixtes	6	292	9 015	31
Zones non encore occupées	6	16	0	0
Total région mulhousienne	65	2 051	49 652	24

En 2006, le nombre moyen d'emplois par hectare sur les 2051 ha de zones d'activités que comptait le Pays de la région mulhousienne s'élève à 24.

De fortes disparités sont à relever. Les zones d'activités à dominantes de services concentrent en moyenne 41 emplois par hectare alors que les zones d'activités à dominante commerciale ne concentrent en moyenne que 19 emplois / ha. Les zones à dominante industrielle présentent des densités de l'ordre de 21 emplois / ha. Suivant les secteurs d'activités, on passe du simple au double. On peut également relever que les zones mixtes concentrent un nombre moyen d'emplois à l'hectare élevé : 41.

Deuxième approche : les quartiles

Le quartile est une mesure de dispersion qui est liée à une mesure centrale : la médiane. La méthodologie mise en oeuvre est décrite à la fin de la note en annexe.

On remarque que les zones d'activité à dominante de service et les zones mixtes ont plus d'emplois à l'hectare (médianes de 33,6 et 32,6 emploi / ha) que les zones d'activité à dominante commerce et industrie (médianes de 16,5 et 19,2 emplois / ha). Ce sont les zones d'activités à dominante commerciale qui présente la médiane la plus faible. Les résultats se rapprochent de ceux constatés en calculant le ratio moyen d'emplois / ha mais sont certainement plus pertinents en raison de la moindre sensibilité de la médiane aux valeurs extrêmes.

Bien que la distribution soit découpée en 4 intervalles (quartiles) de même effectif (25%), les plages de valeurs de l'emploi à l'hectare ne sont pas égales. Les quatre distributions sont plus allongées vers les valeurs élevées de l'emploi à l'hectare. On a donc une dissymétrie vers les grandes valeurs. Pour notre cas, cela correspond à des zones d'activités présentant une forte densité d'emplois / ha. Les résultats peuvent donc être altérés par les valeurs extrêmes. Ce fait est confirmé par le calcul de la moyenne qui est très supérieure à la médiane.

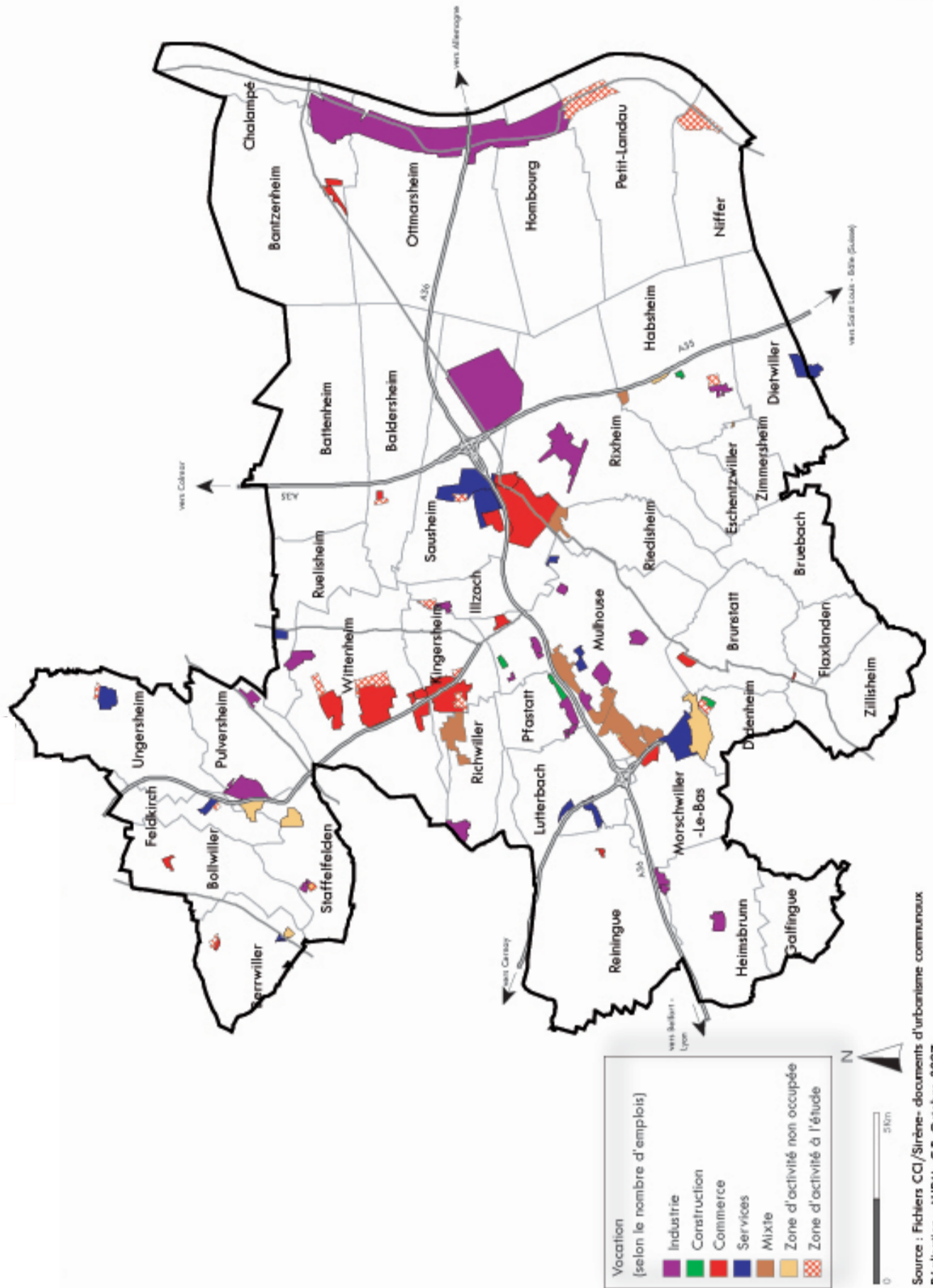
2.1. Densité d'emplois des zones d'activités à dominante industrielle

Les zones d'activités à dominante industrielle présentent un ratio moyen de 21 emplois à l'ha. Ces chiffres sont à relativiser. Le site P.S.A., avec plus de 327 ha occupés présente un ratio d'environ 35 emplois à l'ha. Les zones d'activités situées le long du Rhin présentent un ratio plus faible (moins de 6 emplois/ ha) en raison notamment de la présence de nombreuses industries chimiques (Rhodia, Produit Engrais Chimique = PEC etc.) et d'activités portuaires.



Site P.S.A. Mulhouse
Source AURM

Figure n° 3 : Vocation dominante des zones d'activités (secteur d'activité dominant)



2.2. Densité des zones d'activité à dominante commerciale

Les zones d'activités à vocation commerciale présentent le ratio le plus faible d'emplois à l'hectare: 19 emplois / ha. Cela s'explique en partie par la présence de grands parkings situés à proximité de ces surfaces qui font baisser artificiellement ce ratio. La présence de grands parkings s'avère nécessaire car ces grands ensembles commerciaux présentent des aires de chalandises très étendues, pour certain d'entre eux, à l'échelle du Sud du département.



Site Decathlon Wittenheim
Source AURM

2.3. Densités des zones d'activités à dominante de service



Parc des Collines Mulhouse
Source AURM

Le ratio pour les secteur des services est élevé : 41 emplois / ha. Ce ratio élevé s'explique par la faible surface occupée par des activités de service. Généralement, le personnel travaille dans des bureaux. Ce contexte génère de fait une plus faible consommation foncière.

SYNTHESE

Diagnostic

- Des zones d'activités essentiellement occupées par des **établissements industriels et commerciaux**: 73 % des 2051 hectares potentiels.
- Le nombre d'emplois moyen à l'hectare varie du simple au double suivant les secteurs d'activités. Les zones d'activités à dominante de services présentent une densité de 41 emplois / hectare contre 19 emplois / hectare pour les zones d'activités à dominante commerciale.

Dimension prospective

- Le SCOT de la région mulhousienne prévoit non seulement des extensions pour certaines zones d'activités existantes, mais également la création de nouvelles zones.

Annexe : approche sur les quartiles

La méthodologie mise en œuvre a consisté à calculer le nombre moyen d'emplois / ha pour chacune des zones d'activités suivant son secteur. Les zones d'activités à dominante de construction étant au nombre de 4, elles n'ont pas été prises en compte dans la démarche.

Les résultats obtenus se présentent sous la forme d'une boîte à moustache. Cela permet de représenter schématiquement une distribution. Cette représentation graphique peut être un moyen pour approcher les concepts abstraits de la statistique.

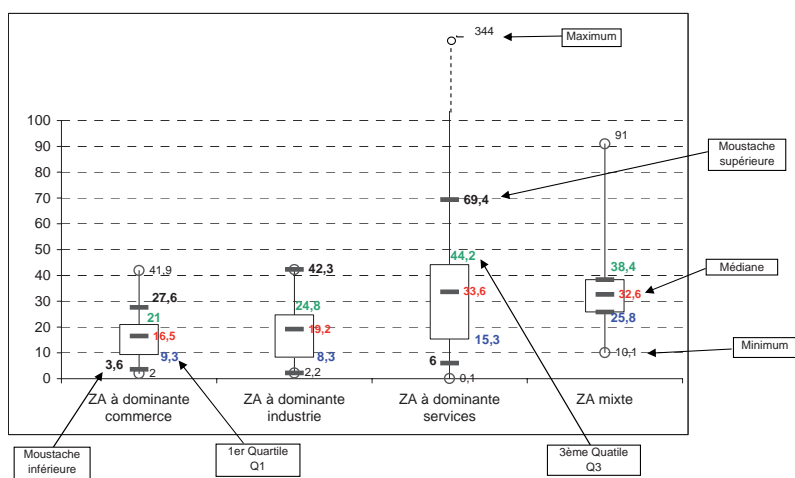


Figure n° 3 : quartiles

Sur le graphique ci-contre figure en bleu le premier quartile, en rouge le deuxième quartile qui correspond à la médiane et en gris le 3ème quartile. En noir figure la moustache supérieure et la moustache inférieure.



Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 3 :
Attractivité du Pays de la région
mulhousienne, qualité de vie

Une qualité de vie en
cours d'amélioration, une
attractivité à renforcer

1. Eléments de contexte

La qualité de vie et l'attractivité d'une région peuvent se mesurer au moyen de plusieurs indicateurs y compris au moyen d'indicateurs synthétiques. L'observatoire va s'appuyer sur des indicateurs relatifs à la démographie, à l'attractivité du centre-ville et à la pauvreté.

- L'analyse s'appuie sur un certain nombre d'indicateurs réactualisés de façon régulière par l'INSEE dans le cadre du Recensement Général de la Population (RGP). Avec le Recensement Rénové de la Population (RRP), le rythme de réactualisation devrait passer à 3 ans au lieu d'une fourchette de 7 à 9 ans pour le RGP. Au moyen des données RRP déjà disponibles, des projections pour l'année 2006 ont été réalisées par l'agence d'urbanisme.
- L'observatoire propose également d'utiliser certaines données collectées par un bureau d'étude mandaté par l'agence d'urbanisme dans le cadre de l'enquête réalisée pour l'observatoire des impacts économiques du tramway urbain. Pour cette donnée, le rythme de réactualisation est de 2 ans. Une nouvelle enquête sera néanmoins conduite dès la fin de l'année 2007.
- Pour une mise en perspective des évolutions du Pays de la région mulhousienne, il est apparu pertinent que l'observation s'appuie sur des comparaisons avec des territoires dont l'histoire urbaine et économique sont proches de celle du Pays de la Région mulhousienne. A ce titre, Valenciennes, Montbéliard et Saint-Etienne ont été retenus.

2. Une attractivité du centre-ville en cours de renforcement

Données mobilisées : comptages piétonniers effectués dans le cadre de l'observatoire des impacts économiques du tramway urbain.

Figure n° 1 : Localisation des 5 points de comptages

- La reprise de la fréquentation du centre-ville...

Pour mesurer les effets du tramway, l'agence d'urbanisme mandate un bureau d'étude pour réaliser une campagne de comptage dans le centre-ville de Mulhouse, au niveau du plateau piétonnier. Cet indicateur permet de mesurer le dynamisme ainsi que l'attractivité du centre-ville de Mulhouse.

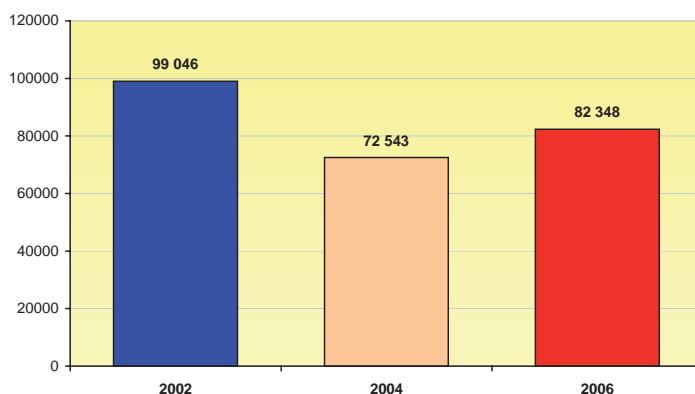
Cependant, la limite de cet indicateur est qu'il mesure uniquement les flux piétons entrant dans le centre-ville, espace de dimension réduite, par rapport à l'ensemble de l'agglomération.



Source: AURM



Figure n° 2 : Nombre de piétons / jour entrant dans le centre-ville (5 points de comptages) pour les années 2002, 2004 et 2006



L'évolution des flux piétonniers a montré une baisse pour l'année 2004 en raison des travaux du tramway urbain. La fréquentation reprend depuis 2006 sans atteindre les niveaux de 2002. La campagne de comptage de 2007 pourrait confirmer la tendance de progression.

Le graphique à droite indique le nombre de piétons comptés en cumulé sur les 4 jours de comptages (mercredi, jeudi, vendredi, samedi) pour les 3 années.

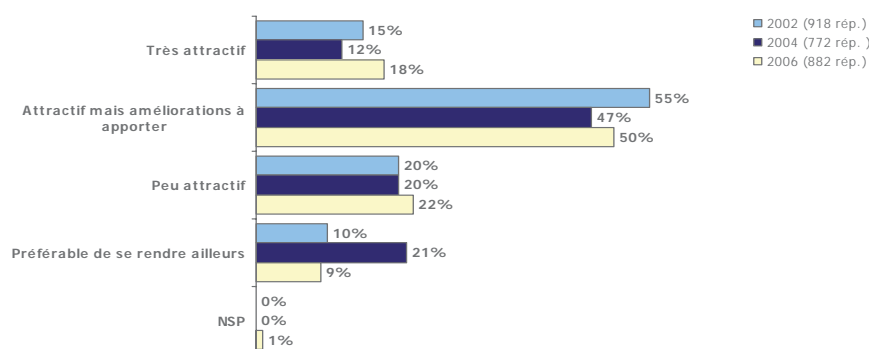
Cet indicateur permet également de mesurer la fréquentation du centre-ville par rapport :

- à la desserte transport en commun du centre-ville,
- à la qualité des équipements proposés par le centre ville : espace publics, monuments historiques etc.,
- à l'offre et à la qualité du tissu commercial du centre-ville.

Il s'agit d'un bon thermomètre pour apprécier l'attractivité du centre ville de Mulhouse.

- ... accompagnée par une amélioration de sa perception

Figure n° 3 : perception du centre-ville



Source : Observatoire des impacts économiques du tramway (enquête piéton)

Lorsqu'on analyse le graphique ci-dessus, on remarque que 68 % des personnes fréquentant le centre-ville de Mulhouse le jugent attractif ou très attractif en 2006. Ce niveau était de 70 % en 2002 et de 59 % en 2004 pendant les travaux. Cette évolution suit la même tendance que l'évolution des comptages piétons.



Le tramway de Mulhouse (station Porte Haute)
Source : SITRAM



Vue d'artiste du centre commerciale de la Porte Jeune (actuellement en construction)
Source : ville de Mulhouse

Néanmoins, les éléments relatifs à la perception du centre-ville sont à nuancer car ils se rapportent tout d'abord à un espace géographique restreint, le centre historique de Mulhouse, comparé au reste de l'agglomération. L'enquête a été uniquement réalisée auprès des piétons se rendant au centre-ville dans le but de mesurer les effets engendrés par le tramway dans le but notamment de suivre l'évolution de la perception du centre-ville.

Pour nuancer encore davantage les constats effectués plus haut, l'agglomération, et plus largement le Pays de la région mulhousienne, concentre des Zones Urbaines Sensibles (ZUS) avec un taux de chômage important. C'est dans ce contexte que s'inscrit le Plan de Renouvellement Urbain (PRU).

3. Mouvement de population

Données mobilisées : Recensement Général de la Population 1982, 1990, 1999, approche Recensement Rénové de la Population 2006

- **Définitions**
 - **Le solde naturel** (ou accroissement naturel ou excédent naturel de population) est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Les mots «excédent» ou «accroissement» sont justifiés par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire, et l'excédent naturel est alors négatif. Le taux d'excédent naturel pendant une période donnée est le rapport de l'excédent naturel à la population moyenne. Il est aussi égal à la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité.
 - **Le solde migratoire** est la différence entre le nombre de personnes entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité des migrants. Le taux de migration pendant une période est le rapport entre le solde migratoire et la population moyenne durant cette période.
- *Un nombre d'habitants en progression s'accompagnant d'un solde migratoire négatif sur le Pays de la région mulhousienne (les taux sont exprimés en pour mille)*

Figure n° 4 : mouvement de population

	Alsace	Haut-Rhin	Pays
1982-1990			
Taux de natalité	14,2	14,5	15,9
Taux de mortalité	9,6	9,7	9,1
Taux d'excédent naturel	4,6	4,8	6,8
Taux migratoire	0,0	-0,8	-4,6
Taux d'accroissement de la pop.	4,6	4,0	2,2
1990-1999			
Taux de natalité	13,3	13,2	14,0
Taux de mortalité	8,6	8,7	8,4
Taux d'excédent naturel	4,7	4,5	5,6
Taux migratoire	2,6	1,5	-1,9
Taux d'accroissement de la pop.	7,3	6,0	3,7
1999-2006 (estimation)			
Taux de natalité	12,4	11,5	13,6
Taux de mortalité	8,5	8,4	8,0
Taux d'excédent naturel	3,9	3,2	5,6
Taux migratoire	2,8	3,3	0,4
Taux d'accroissement de la pop.	6,7	6,5	6,0

Comme cela peut être constaté sur le tableau ci-dessus, l'une des spécificités de l'agglomération mulhousienne est de présenter un accroissement de population malgré un taux migratoire négatif. Cependant, l'analyse des données permet de remarquer que la perte de population par migration diminue pour la région mulhousienne entre 1990 et 1999 (le taux est passé de - 4,6 pour mille à - 1,9 pour mille). Sur la même période, les échelles d'observations supérieures présentaient des soldes migratoires nuls sur la période 1982-1990 et légèrement positifs sur la période 1990-1999. Sur les 2 périodes intercensitaires, le Pays de la région mulhousienne présente un solde naturel toujours plus élevé que les échelons haut-rhinois et alsacien.

Enfin, il semble que, sur la période 1999-2006, le solde migratoire redevienne positif pour le Pays de la région mulhousienne. Le solde migratoire est également en progression en Alsace et dans le Haut-Rhin. Ce regain profite essentiellement aux communes situées en périphérie des agglomérations. En comparaison, la natalité est plus élevée sur le Pays de la région mulhousienne que dans le Haut-Rhin et en Alsace. La jeunesse constitue un atout important pour la région mulhousienne.

4. Une approche du phénomène de pauvreté

• Définitions

L'analyse s'appuiera sur 2 indicateurs relatifs aux minima sociaux :

- **Le Revenu Minimum d'Insertion (RMI)** : il a été créé en 1988 dans le cadre des politiques de lutte contre la pauvreté. C'est une allocation gérée par les conseils généraux et versée par les Caisses d'Allocations Familiales (CAF) ou la Mutualité Sociale Agricole (MSA), aux personnes en âge de travailler, sans ressources ou ayant des ressources inférieures à un plafond fixé par décret. L'intéressé est appelé allocataire du RMI ou bénéficiaire du RMI.
- **L'Allocation de Parent Isolé (API)** : elle a été mise en place à la fin des années 70.

• Evolution de la pauvreté de 2003 à 2006

- Une part du nombre de Rmistes dans le total des allocataires CAF du Pays de la région mulhousienne en augmentation

Le nombre d'allocataires CAF a relativement peu varié dans le Pays de la Région mulhousienne de 2003 à 2006. Par contre, la part des bénéficiaires du RMI a fortement augmenté depuis 2003 (+3,2 points en 2006 par rapport à 2003). La part des bénéficiaires de l'API est, quant à elle, relativement stable (+0,3 point).

Cette évolution pourrait montrer une détérioration de la situation sociale.

Figure n° 5 : nombre d'allocataires CAF, part des bénéficiaires du RMI et de l'API par rapport au nombre d'allocataires CAF

	2003	2004	2005	2006
Nombre d'allocataires	41 506	41 828	43 381	43 113
Bénéficiaires RMI	10,1%	11,3%	12,5%	13,3%
Bénéficiaires API	1,8%	1,8%	2,0%	2,1%

Source : CAF

Comparativement à l'unité urbaine de Saint-Étienne, la part des bénéficiaires du RMI est relativement élevée dans le Pays de la région mulhousienne (+ 2 points en 2004).

- Une augmentation du nombre de Rmistes plus forte dans le Pays de la région mulhousienne

Figure n° 6 : Evolution du nombre d'allocataires du RMI sur la période 2003-2006 (base 100 en 2003)

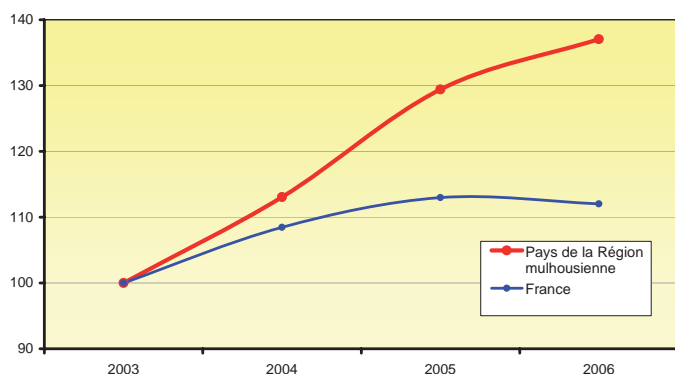


Figure n° 7 : Evolution du nombre d'allocataires du RMI sur la période 2003-2006

	2003	2004	2005	2006
Pays de la Région mulhousienne	4 176	4 721	5 404	5 723
France	1 120 844	1 215 585	1 266 429	1 255 549

Source : CAF et CNAF fichier FILEAS

D'une manière générale, quel que soit le périmètre, le nombre de Rmistes est en progression. Cette augmentation est pour partie liée à la dégradation de la situation de l'emploi. Cela peut également s'expliquer par l'allongement de la durée de la période de chômage qui induit de fait pour les chômeurs de très longue durée des revenus issus du RMI, après 2 années d'allocation chômage.

Les nouvelles règles pour percevoir l'assurance chômage sont aujourd'hui plus restrictives : durée de cotisation plus longue pour toucher l'assurance chômage (il faut avoir exercé une activité professionnelle salariée pendant au moins 6 mois au cours des 22 mois précédant la fin du contrat de travail pour bénéficier de l'allocation de retour à l'emploi), droit à l'assurance chômage plus court (2 ans au lieu de 3 il y a quelques années). Ces changements peuvent expliquer partiellement l'augmentation du nombre de Rmistes.



Avenue de Colmar
Source : AURM

Au niveau national, le nombre de bénéficiaires du RMI, qui était en hausse depuis 2003, connaît une légère baisse depuis début 2005. Le Pays de la Région mulhousienne ne suit pas cette tendance. L'augmentation est très marquée. Cette augmentation pourrait venir d'un accroissement du nombre de chômeur de longue durée qui de fait, sans revenus de l'assurance chômage, trouveraient des sources de revenus par l'intermédiaire du RMI.

Au niveau national comme au niveau local, l'évolution du nombre de Rmistes serait fortement corrélée à l'évolution du taux de chômage, l'évolution du nombre de chômeurs de longue durée étant lui-même corrélée à l'évolution du taux de chômage. Mécaniquement, le nombre de Rmistes augmenterait avec la hausse du taux de chômage.

- Une augmentation du nombre d'allocataires de l'API au niveau du Pays de la région mulhousienne

Figure n° 8 : Evolution du nombre de bénéficiaires de l'API sur la période 2003-2006 (base 100 en 2003)

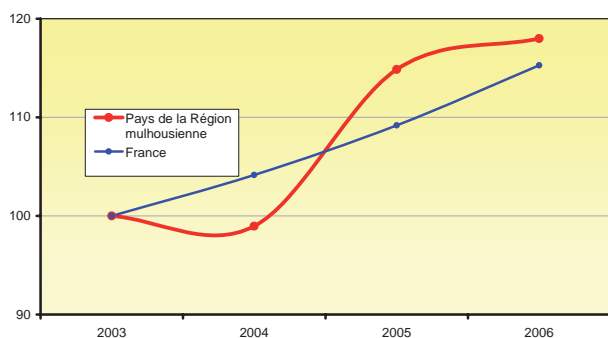


Figure n° 9 : Evolution du nombre de bénéficiaires de l'API sur la période 2003-2006

	2003	2004	2005	2006
Pays de la Région mulhousienne	767	759	881	905
France	187 637	195 441	204 873	216 278

Source : CAF et CNAF fichier FILEAS

Dans le Pays de la région mulhousienne, le nombre de bénéficiaires de l'API augmente après avoir connu une baisse jusqu'à mi 2004. Cette hausse des bénéficiaires de l'API traduit la fragilité des situations familiales. Il peut être le signe de l'accroissement de la pauvreté sur le territoire.

Cependant, cette augmentation est relativement liée à la dynamique observée au niveau national. Il s'agit sûrement plus là d'une dynamique de fond, structurelle, affectant l'ensemble du territoire français, que d'une dynamique spécifique à certains secteurs géographiques. En effet, le Pays de la région mulhousienne pèse environ 0,4 % de la population française. Le nombre de bénéficiaires de l'API présents dans le Pays de la région mulhousienne pèse également environ 0,4 % du nombre total de personne touchant l'API.

L'analyse de l'évolution des minima sociaux tels que le RMI et l'API ne suffit pas pour mesurer l'évolution de la pauvreté dans son ensemble. En effet, les éléments relatifs à l'évolution des « travailleurs pauvres » dans le Pays de la région mulhousienne permettraient de développer l'analyse (exemple : temps partiel subi).

SYNTHESE

Diagnostic

- Le Pays de la région mulhousienne, son centre-ville notamment, est en train de **changer d'image** grâce notamment à l'arrivée du tramway en mai 2006.
- La dynamique démographique est **contrastée** : la natalité supérieure aux moyennes régionales et nationales fait plus que compenser un solde migratoire inférieur.
- Au contraire, **la pauvreté**, générée par l'accroissement du taux de chômage, a tendance à augmenter.

Dimension prospective

- Les entreprises et les cadres de haut niveau, très soucieux de leur condition de vie sont attirés par des territoires **dynamiques et attractifs**. L'agglomération travaille à changer son image afin de renvoyer une perception plus positive du territoire. La mise en service du tramway au printemps 2006, l'arrivée du TGV Est Européen en juin 2007 contribuent à ce changement d'image.
- La jeunesse de la population pourrait constituer un **atout**. En effet, cette jeunesse à condition qu'elle soit formée, pourrait constituer un **gisement important** de main d'oeuvre pour l'activité économique. Dans le cadre de la politique de formation, la jeunesse constitue une cible privilégiée, notamment les jeunes sans qualification.
- L'existence d'une pauvreté plus marquée sur certaines parties du Pays de la région mulhousienne invite à **poursuivre et à intensifier les politiques de lutte contre la pauvreté**, en particulier celle de l'emploi avec un axe fort en direction des chômeurs de longue durée.





Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 4 :
Approche sur la richesse du territoire

Des disparités de revenus
importantes

1. Méthodologie mise en œuvre

• Démarche



La richesse du Pays de la région mulhousienne peut être approchée à partir des indicateurs relatifs à l'impôt sur le revenu des personnes physiques en se basant notamment sur le revenu net imposable des foyers fiscaux.

La mobilisation d'autres indicateurs se rapportant à la Taxe Professionnelle (TP) n'a pas été pour l'instant retenue. Si les données relatives au produit de la TP sont disponibles, le produit de cette taxe est soumis aux aléas des évolutions de la fiscalité locale et des contextes propres à chaque agglomération : zone franche, Taxe Professionnelle Unique (TPU) etc. Les comparaisons entre les territoires sont donc difficiles. Dans ce contexte, l'observatoire traitera à part les indicateurs liés à la Taxe Professionnelle.

• L'impôt sur le revenu

Il s'agit de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (l'IRPP), perçu sur les ménages ou foyers fiscaux.

Cet indicateur possède deux propriétés intéressantes : il est progressif et modulé par le quotient familial. L'assiette, c'est-à-dire le niveau de revenu à partir duquel l'impôt est calculé pour chacun des foyers, reflète le niveau de richesse.

Voici au préalable quelques définitions :

- foyer fiscal : c'est l'ensemble des personnes vivants sous un même toit.
- revenus des ménages : les individus, appartenant à des ménages, perçoivent des revenus primaires du fait de leur participation à l'activité économique. Ceux-ci sont augmentés des revenus de transfert, ce qui donne le revenu disponible.
- revenus primaires : revenus directement liés à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers...).
- revenus de transfert : prestations sociales (pension de retraite, allocations, indemnités, ...)
- revenu imposable : c'est le revenu disponible après les déductions réglementaires : frais professionnels, abattements forfaitaires ou autres etc.
- somme des revenus imposables : c'est la somme des revenus imposables, soit pour un foyer fiscal, soit pour une commune ou une région.
- part des foyers fiscaux imposables : c'est la proportion de foyers qui paye l'impôt sur le revenu.



Source : photosearch

2. Evolution des revenus des foyers fiscaux (traitements et salaires)

Données mobilisées : fichier DGI - IRCOM (2000 à 2005)

2.1. Revenu moyen des foyers fiscaux

- Une dynamique de croissance des revenus ces 2 dernières années plus faible pour le Pays de la région mulhousienne ...

Figure n° 1 : Evolution du revenu moyen fiscal sur la période 2000-2005 (base 100 en 2000)

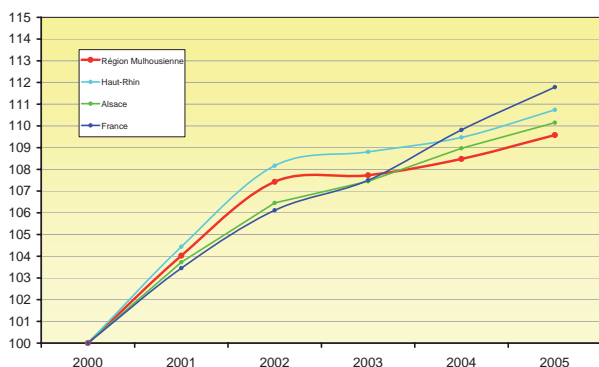


Figure n° 2 : Evolution du revenu moyen fiscal sur la période 2000-2005 en €

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Région Mulhousienne	21 658	22 530	23 266	23 332	23 495	23 734
Haut-Rhin	22 798	23 810	24 660	24 805	24 957	25 246
Alsace	22 330	23 162	23 772	23 994	24 333	24 597
France	20 625	21 337	21 886	22 171	22 649	23 055

Le revenu moyen des foyers fiscaux (salaires et traitements) du Pays de la région mulhousienne en 2005 est inférieur au revenu moyen du Haut-Rhin et, dans une moindre mesure, au revenu moyen alsacien mais il est supérieur au revenu moyen national.

Le revenu moyen est élevé pour le département du Haut-Rhin comparé aux autres échelles de comparaison. Cela peut s'expliquer par la présence de nombreux frontaliers, travaillant en Suisse et dans une moindre mesure en Allemagne, qui, par leur statut, déclarent leurs revenus en France. Le niveau plus élevé des rémunérations dans ces 2 pays contribue à élever le niveau statistique moyen.

Depuis 2003, l'évolution du niveau des revenus subit pour le Pays de la région mulhousienne une croissance beaucoup moins rapide qu'au niveau haut-rhinois, alsacien et français. Cette inflexion pourrait s'expliquer par une réduction du nombre de travailleurs frontaliers ou par l'accroissement du chômage jusqu'en 2005. Le décrochage amorcé en 2003 touche l'ensemble des périmètres régionaux : Pays de la région mulhousienne, département du Haut-Rhin, région Alsace.

- ... ainsi que par rapport aux trois agglomérations de comparaison

Figure n° 3 : Evolution du revenu moyen fiscal sur la période 2000-2005 (base 100 en 2000)

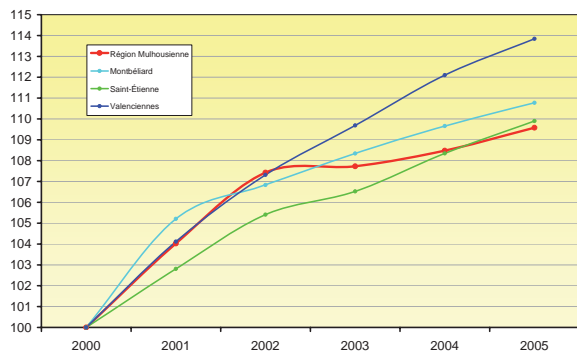
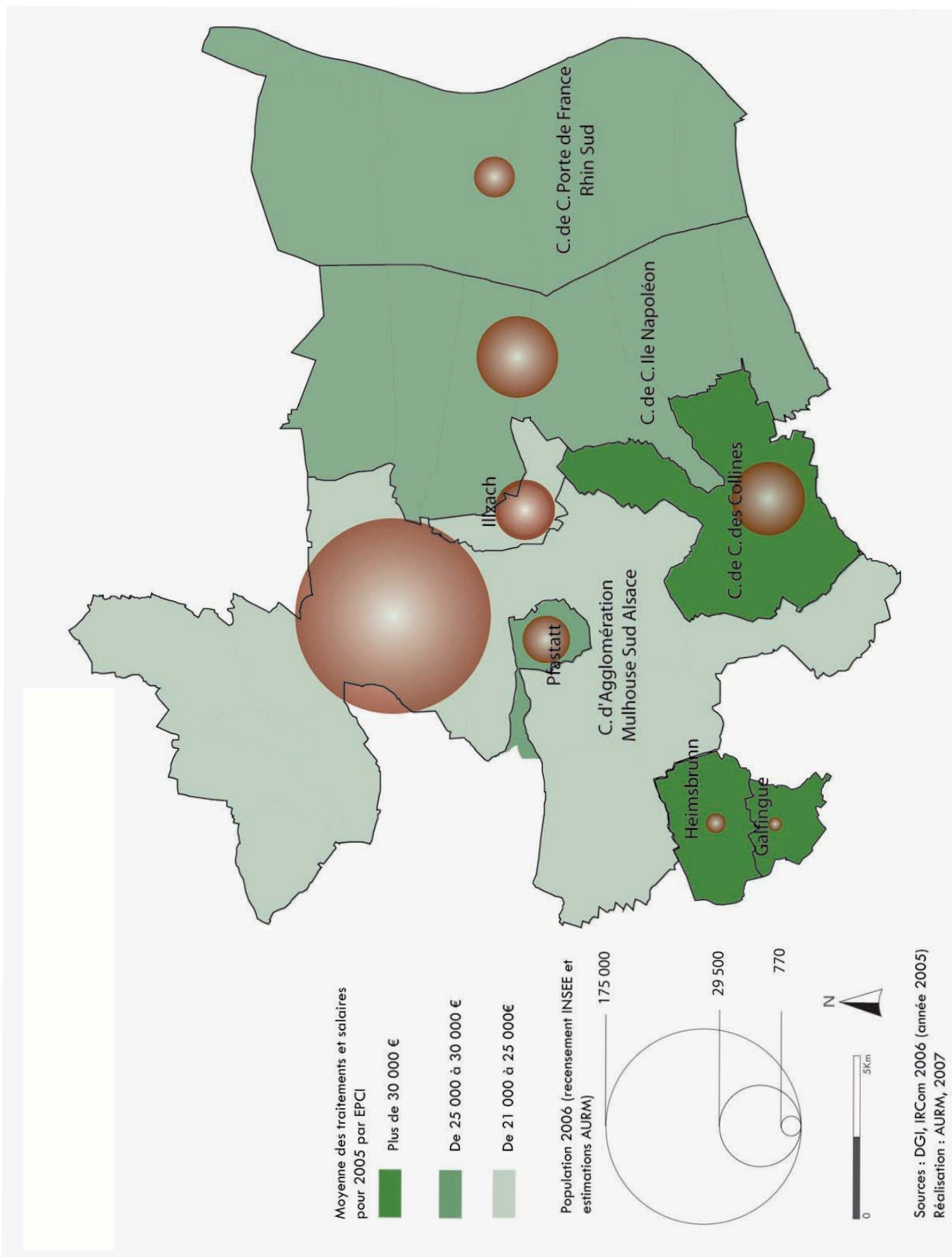


Figure n° 4 : Evolution du revenu moyen fiscal sur la période 2000-2005 en €

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2000-2005
Région Mulhousienne	21 658	22 530	23 266	23 332	23 495	23 734	9,6%
Montbéliard	18 997	19 986	20 294	20 582	20 831	21 044	10,8%
Saint-Étienne	18 613	19 136	19 619	19 827	20 166	20 455	9,9%

Les trois agglomérations de comparaison présentent des niveaux de revenus moyens beaucoup plus faibles que celui du Pays de la région mulhousienne. Elles présentent aussi une dynamique de croissance beaucoup plus forte et beaucoup plus régulière que le Pays de la région mulhousienne, notamment Valenciennes. Un rattrapage est vraisemblablement en cours. Par exemple à Valenciennes, le développement continu de Toyota depuis 1998 a probablement contribué à réduire le taux de chômage et augmenter le niveau des salaires. Mécaniquement, le revenu moyen par foyer fiscal augmente.

Figure n° 5 : Répartition des revenus moyens dans le Pays de la région mulhousienne



Sources : DGJ, IRCOM 2006 (année 2005)
Réalisation : AURM, 2007

2.2. Revenu moyen des foyers fiscaux dans les 38 communes du Pays de la région mulhousienne

Dans le Pays de la région mulhousienne, à la différence de la plupart des agglomérations françaises, la ville centre offre les revenus les plus faibles du territoire. La différence entre les revenus des habitants de la ville centre et ceux des habitants des communes de la périphérie est très marquée.

La Communauté d'Agglomération Sud Alsace (CAMSA) dans son ensemble, présente de plus faibles revenus (tranche 21 000 – 25 000 €) que les communes ou les communautés de communes situées au Sud du Pays de la région mulhousienne (tranche plus de 30 000 €).

Ces communes concentrent une proportion élevée de cadres qui privilégient, dans leur choix résidentiel, les communes périurbaines plutôt que la ville centre. L'attraction qu'exerce le Sud est liée d'une part au cadre de vie (qualité des paysages notamment) et d'autre part à la proximité avec la frontière Suisse.

2.3. Evolution de la part des foyers imposable

- Le Pays de la région mulhousienne présente une diminution marquée de la part des foyers fiscaux imposables...

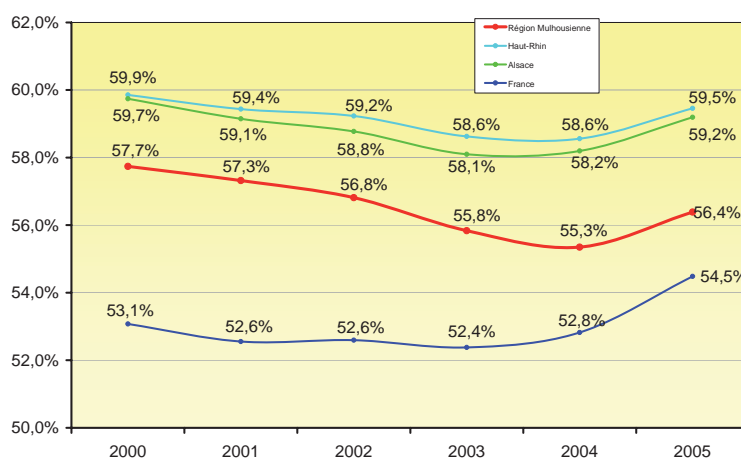
Figure n° 6 : Evolution de la part des foyers fiscaux imposables sur la période 2000-2005 au niveau du Pays de la région mulhousienne, du Haut-Rhin, de l'Alsace et de la France

La part des foyers fiscaux imposables est en diminution jusqu'en 2004 dans le Pays de la région mulhousienne alors qu'au niveau national cette part est restée relativement stable. La dynamique mulhousienne est plus marquée qu'en Région Alsace et que dans le Haut-Rhin.

La diminution de la part des ménages imposables est en relation avec la croissance faible du niveau des revenus constatée plus haut pour l'Alsace, le Haut-Rhin et pour le Pays de la région mulhousienne.

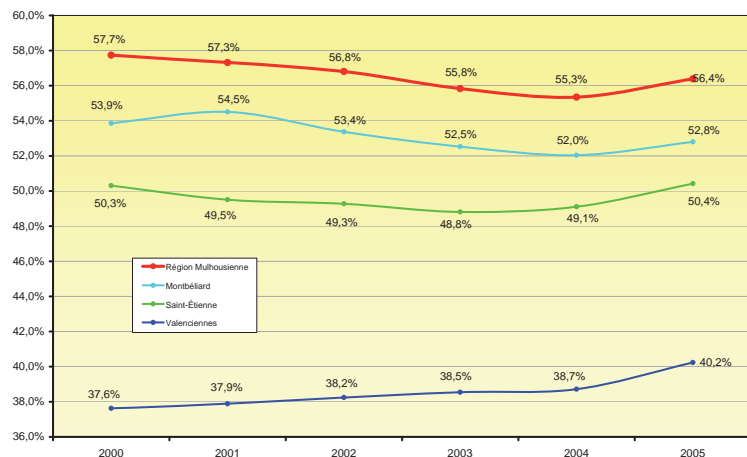
Ce phénomène peut aussi avoir pour cause un rebond de natalité. En effet, à assiette constante, le jeu des parts fiscales liées à la présence d'enfants augmente le nombre de foyers non imposables.

Il peut également s'expliquer par l'accroissement du taux de chômage alsacien ces dernières années. Cette hausse a entraîné mécaniquement une baisse des ressources pour les ménages et par conséquent une diminution de l'assiette de l'impôt sur le revenu avec pour résultat un accroissement des foyers fiscaux non imposables. Ce phénomène est encore plus vrai dans le Pays de la région mulhousienne.



- ... contrairement aux unités urbaines de Saint-Étienne et de Valenciennes

Figure n° 7 : Evolution de la part des foyers fiscaux imposables sur la période 2000-2005 du Pays de la région mulhousienne et des trois agglomérations de comparaison



La part des foyers fiscaux imposables est stable ou progresse dans les trois agglomérations de comparaison. La progression, comme pour le revenu moyen, est forte et continue pour Valenciennes. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. L'agglomération de Saint-Etienne présente une relative stabilité.

Le Pays de la région mulhousienne présente cependant la plus forte proportion de foyers fiscaux imposables, plus de 55 %, part supérieure au niveau moyen français, alors que l'agglomération de Valenciennes atteint pour l'année 2005 une part d'à peine 40%. Valenciennes est dans une dynamique de rattrapage. Le Pays de la région mulhousienne présente donc, malgré son passé industriel, une situation plus favorable que les agglomérations comparées. Cette particularité s'explique en partie par la présence de travailleurs frontaliers à haut revenu. Le revenu moyen

et le nombre de foyers fiscaux imposables à l'échelle du Pays de la région mulhousienne sont en réalité tirés vers le haut par les communes de la périphérie Sud de Mulhouse.

Globalement, le revenu moyen fiscal est beaucoup plus élevé pour le Pays de la région mulhousienne que dans les trois autres agglomérations de comparaison.

2.4. Evolution du volume de la somme des revenus imposables des foyers fiscaux

- Le poids du Pays de la région mulhousienne en recul par rapport au Haut-Rhin...

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Part RM / Haut-Rhin	34,34%	34,11%	33,65%	33,69%	33,48%	33,17%
Part Haut-Rhin / Alsace	41,02%	41,24%	41,65%	41,14%	41,18%	41,15%
Part Alsace / France	3,03%	3,05%	3,07%	3,03%	3,00%	2,98%

Sur la période 2000-2005, la part relative des revenus du Pays de la région mulhousienne a reculé par rapport aux revenus du Haut-Rhin. A contrario, la part relative des revenus du Haut-Rhin par rapport à ceux de la Région Alsace ou de la France est restée stable.

- ... mais il baisse moins fortement que ceux des agglomérations de Montbéliard, Saint-Etienne et Valenciennes

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Part RM / France	0,43%	0,43%	0,43%	0,42%	0,41%	0,41%
Part Montbéliard / France	0,18%	0,17%	0,17%	0,17%	0,16%	0,16%
Part Saint-Etienne / France	0,44%	0,44%	0,43%	0,42%	0,42%	0,41%
Part Valencienne / France	0,49%	0,46%	0,46%	0,39%	0,36%	0,38%

La somme des revenus imposables dans le Pays de la région mulhousienne est en recul sur le niveau moyen français. Ce recul est toutefois moins prononcé que pour les trois agglomérations de référence. Cela signifie que ces dernières, même avec un revenu moyen des foyers fiscaux en hausse et une part des foyers fiscaux imposables en augmentation, ne réussissent pas à suivre la courbe des revenus moyens des Français.

SYNTHESE

Diagnostic

- Dans le Pays de la région mulhousienne, le revenu fiscal moyen est légèrement **supérieur à la moyenne nationale** ; mais les **disparités** de revenus d'une commune à l'autre sont plus fortes qu'ailleurs.
- Un **fléchissement de la croissance pour les revenus** a débuté en 2003.
- La somme des revenus générée par le Pays de la région mulhousienne **augmente moins vite que celle générée par le Haut-Rhin**.
- La **proportion importante de ménages imposables est un signe de richesse du territoire**. Mais la part de ces derniers n'a cessé de reculer jusqu'en 2004.

Dimension prospective

- **La forte disparités des revenus à l'intérieur du Pays de la région mulhousienne engendre** d'importantes différences quant aux moyens déployés par la puissance publique pour offrir une qualité de vie meilleure et assurer une certaine cohésion sociale. La mise en œuvre de politiques publiques cohérentes, notamment en matière d'emploi et de formation n'en est que plus difficile.
- Une partie des emplois et donc des revenus du Pays de la région mulhousienne **dépendent du dynamisme de l'économie Suisse**. Ces revenus profitent à la région mulhousienne mais peuvent aussi être à l'origine de **difficultés**, par exemple en exerçant une pression forte sur l'immobilier dans certaines communes de l'agglomération, ce qui a pour effet de rendre plus malaisé l'accès à la propriété ou à la location des habitants aux revenus modestes. Les évolutions de l'économie de la Suisse du nord-ouest ont des répercussions directes sur l'emploi frontalier, en terme de volume d'emplois offerts et de niveaux de qualification requis. Cette situation constitue à la fois un atout et une contrainte en raison du caractère fragile de l'emploi frontalier.





Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 5 :
Innovation / Recherche

Une recherche publique
modeste

Recherche publique

• Méthodologie mise en œuvre et indicateurs mobilisés

Dans le cadre de l'observation, il est proposé d'aborder la recherche publique sous 2 angles :

- le premier à travers les dynamiques d'évolution l'animant dans le temps sur la période 2002-2005.
- le second en situant la recherche mulhousienne par rapport à celle de l'académie de Strasbourg (Région Alsace) et de la France.

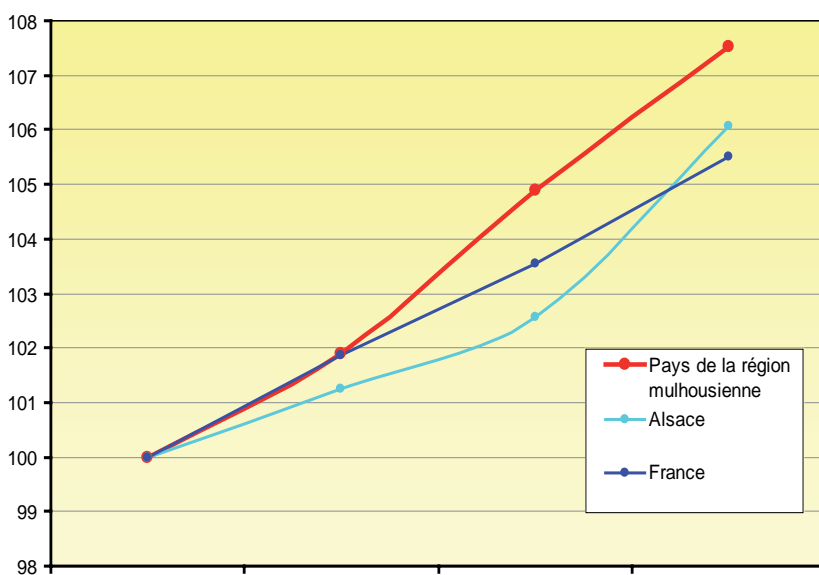
Ainsi, il est possible de mesurer le poids de la région mulhousienne par rapport à des échelles de comparaisons supérieures.

Pour disposer d'une approche fiable de la recherche publique, l'analyse s'appuie sur les indicateurs suivants:

- nombre d'enseignants chercheurs.
- nombre de doctorats obtenus.
- nombre d'unités de recherche.
- ressources financières de recherches : budgets de fonctionnement alloués à la recherche.

• Une évolution du nombre d'enseignants-chercheurs plus rapide sur le Pays de la région mulhousienne qu'aux échelles alsaciennes et françaises

Evolution du nombre d'enseignants-chercheurs sur la période 2002-2005 (base 100 en 2002)



Evolution du nombre d'enseignants-chercheurs sur la période 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2002-2005
Pays de la région mulhousienne	266	271	279	286	7,5%
Alsace	1 751	1 773	1 796	1 857	6,1%
France	50 884	51 828	52 689	53 685	5,5%

Le nombre d'enseignants-chercheurs progresse plus rapidement dans le Pays de la région mulhousienne qu'au niveau alsacien et français. Cependant, leur nombre a tendance à augmenter moins rapidement pour l'année 2006. Cette dynamique de croissance traduit peut-être le fait que de nouvelles filières se soient ouvertes ou témoigne d'un rééquilibrage des effectifs. Cette évolution pourrait être éventuellement le fait d'un faible nombre de professeurs chercheurs qui est donc plus facilement sujette aux variations.

- **Evolution du nombre de doctorants**

	2002	2003	2004	2005	2002-2005
Pays de la région mulhousienne	41	39	28	34	-17,1%
Alsace	373	370	370	344	-7,8%
France	10 054	10 021	9 862	10 600	5,4%

Le nombre de doctorats obtenus dans le Pays de la région mulhousienne est relativement modeste comparé au nombre de doctorats obtenu dans l'académie de Strasbourg et au niveau français. D'une année à l'autre, les fluctuations sont donc plus importantes par rapport au niveau régional et national.

- **Une augmentation des budgets alloués à la recherche pour le Pays de la région mulhousienne**

Evolution des budgets alloués à la recherche sur la période 2002-2005 en k€

	2002	2003	2004	2005	2002-2005
Pays de la région mulhousienne	14 400	15 498	23 694	23 690	64,5%
Alsace	179 096	184 526	187 480	189 540	5,8%
France	3 922 412	4 212 193	4 437 498	4 469 092	13,9%

Les ressources financières de la recherche ont augmenté sur la période 2002-2005. Un saut important est à relever en 2004. Il pourrait éventuellement s'expliquer par l'absorption de certains laboratoires de recherches par l'UHA. La progression est plus forte au niveau national qu'au niveau de la Région Alsace. La recherche publique étant développée en Alsace, le rattrapage effectué au niveau national a été moins marqué au niveau alsacien.

- **Evolution du nombre d'unités de recherche**

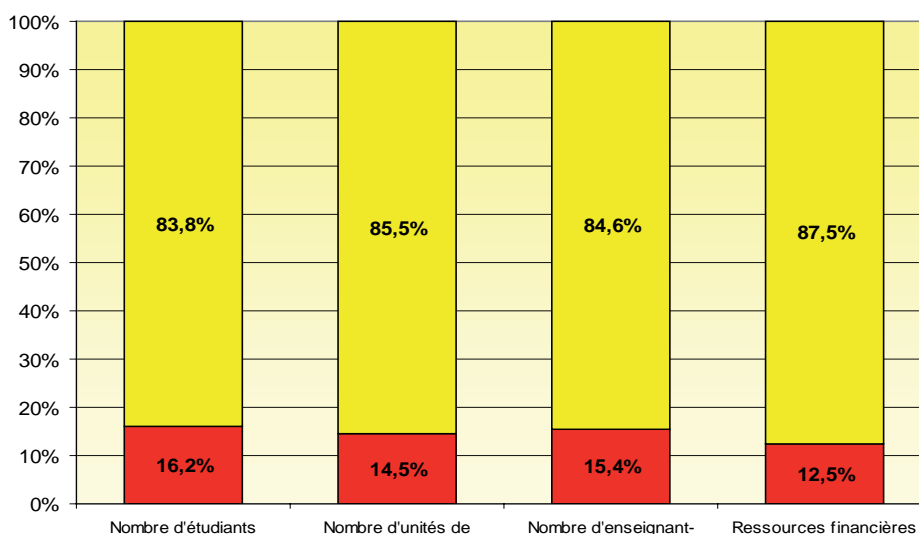
	2002	2003	2004	2005	2002-2005
Pays de la région mulhousienne	18	18	17	16	-11,1%
Alsace	125	123	123	110	-12,0%
France	3 439	3 451	3 458	3 337	-3,0%

L'UHA dispose en 2005 de 16 unités de recherche. Leur nombre n'a guère évolué sur la période 2002-2005.

- **Le Pays de la région mulhousienne** : une recherche publique très modeste par rapport à la taille et au positionnement de l'agglomération

A la lumière des éléments relevés plus haut, il est apparu intéressant de resituer la recherche publique présente sur la région mulhousienne par rapport au 2 échelles supérieures de comparaison : l'académie de Strasbourg et la France.

- Une représentation très modeste de la recherche publique de la région mulhousienne par rapport à l'Alsace.....

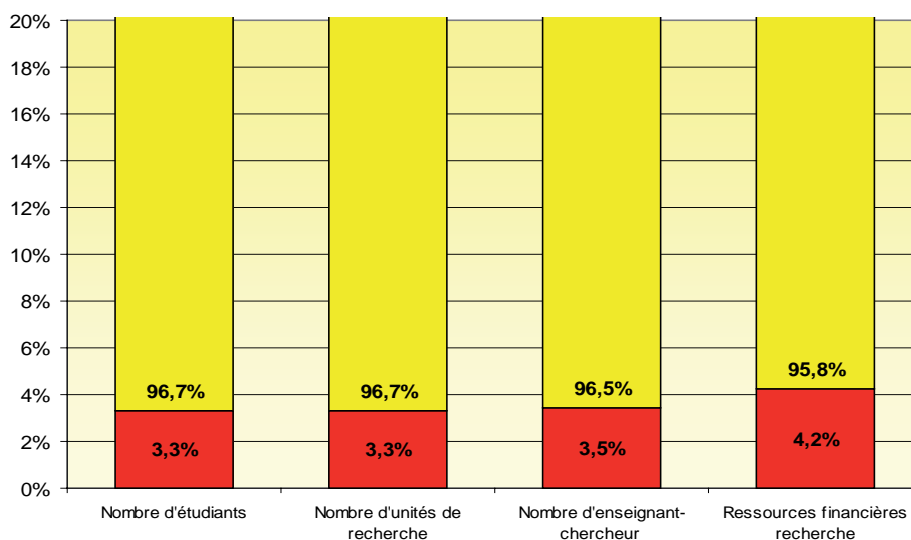


Le graphique ci-dessus compare le Pays de la région mulhousienne (en rouge) à l'Alsace (en jaune).

Le Pays de la région mulhousienne concentre à peine 16% des étudiants présents en Alsace ainsi que 15 % des enseignants-chercheurs. La représentation de la recherche publique du Pays de la région mulhousienne est en encore plus faible. Elle présente des ressources financières de recherche plus faibles également.

Le pays de la région mulhousienne dispose certes de formations universitaires importantes et variées mais les moyens financiers et humains restent modestes dans la recherche publique.

- alors que l'Alsace, avec les 3 universités de Strasbourg et l'UHA se présente comme un grand centre de recherche au niveau national



La région Alsace, malgré le poids modeste de la recherche publique mulhousienne pèse 6 % des montants des contrats de recherche et consomme 4,2% des ressources financières de la recherche. Ce positionnement, fort en Alsace au niveau de la recherche, s'explique par le poids très important de la recherche publique présente sur Strasbourg.

L'omniprésence de la recherche strasbourgeoise contrarie sûrement le développement de la recherche publique de la région mulhousienne.

Strasbourg est également une ancienne université alors que Mulhouse ne s'est dotée d'une université que récemment. Avant la création de l'UHA, Mulhouse ne disposait que de 2 écoles certes prestigieuses : l'école nationale supérieure de chimie de Mulhouse et l'école nationale supérieure des industries textiles de Mulhouse.

SYNTHESE

Diagnostic

- La recherche publique dans le Pays de la région mulhousienne est modeste.
- Strasbourg pèse de façon très importante dans la recherche publique non seulement dans l'académie mais également au niveau national.

Dimension prospective

- D'autres données seront bientôt mobilisés, notamment sur la recherche privée. L'approche reposera sur le nombre de brevets déposés par secteurs d'activités.

Grâce à une méthodologie spécifique, l'institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI) fournit des données relatives aux inventions d'origine française.

Par invention d'origine française, on entend une demande de brevet issue, au moins pour partie, d'une recherche effectuée sur le territoire français, quelle que soit la «nationalité» du déposant (entreprise, organisme de recherche, inventeur indépendant, etc.). L'observatoire de la propriété intellectuelle recense le nombre de brevets issus du territoire français sans double compte. C'est-à-dire qu'un brevet qui sera déposé par plusieurs voies ne sera comptabilisé qu'une seule fois.



Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 6 :
Caractéristiques du tissu économique

Un tissu d'entreprises de
taille moyenne encore
marqué par l'industrie

1. Définitions

Afin de bien comprendre les éléments qui vont suivre, il paraît nécessaire de préciser la définition d'entreprise et d'établissement.

- Une **entreprise** est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services destinés au marché.
- Un **établissement** est une unité économique géographiquement identifiée et juridiquement dépendante de l'entreprise.

2. Nombre d'établissements et leur évolution dans le temps

Données mobilisées : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2006

2.1. Nombre d'établissements

- La structure du tissu économique du Pays de la région mulhousienne ...

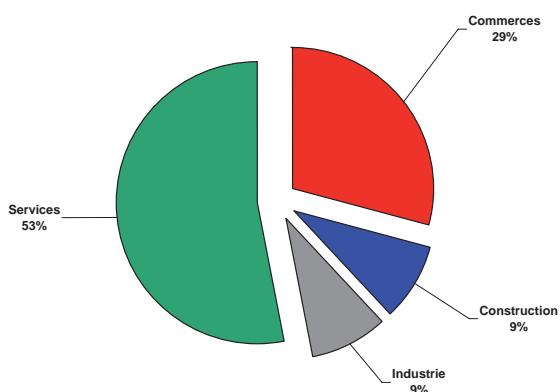


Figure n° 1 : Répartition des établissements par secteur d'activité en 2006

Le Pays de la région mulhousienne présente un tissu économique dominé par les services. En 2006, ils représentent 53 % du nombre total d'établissements.

Cette configuration est conforme à celle du tissu économique du Rhin Supérieur qui est également dominé par les services et les commerces. Toutefois, la région trinationale (France, Allemagne, Suisse) dispose d'un tissu industriel diversifié avec des secteurs clés, notamment l'industrie pharmaceutique et automobile.

- ... présente une structure quasiment similaire par rapport aux 3 échelles d'observation...

Le tissu économique du Pays de la région mulhousienne présente une structure très voisine de celle observée au niveau français, alsacien et haut-rhinois. Quel que soit le périmètre, plus de 50 % du nombre total d'établissements relève du secteur des services.

Figure n° 2 : Nombre d'établissements par secteur d'activité (3 échelles d'observations)

	France	%	Alsace	%	Haut-Rhin	%	Pays	%
Commerces	803 450	26%	20 224	28%	8 067	29%	3 032	29%
Construction	382 842	12%	7 707	11%	3 015	11%	956	9%
Industrie	296 315	10%	7 179	10%	2 932	10%	918	9%
Service	1 606 567	52%	38 095	52%	14 215	50%	5 538	53%
Total	3 089 174	-	73 205	-	28 229	-	10 444	-

- ... et par rapport aux 3 agglomérations de comparaison

Le tissu économique du Pays de la région mulhousienne est comparable à ceux de l'agglomération de Valenciennes, de Montbéliard et de Saint-Étienne. L'agglomération de Saint-Étienne concentre une part plus importante d'établissements dans le secteur industriel. Au contraire, en région mulhousienne, la part des établissements industriels est plus faible sans doute à cause de la présence plus marquée d'établissements industriels de taille moyenne. Pour l'ensemble des 4 agglomérations, le secteur des services est toujours majoritaire.

Figure n° 3 : Nombre d'établissements par secteur d'activité (3 agglomérations de comparaison)

	Montbéliard	%	Saint-Etienne	%	Valenciennes	%	Pays	%
Commerces	1 088	29%	3 746	28%	2 908	30%	3 032	29%
Construction	383	10%	1 372	10%	908	9%	956	9%
Industrie	397	11%	1 692	13%	951	10%	918	9%
Service	1 832	50%	6 686	50%	5 060	51%	5 538	53%
Total	3 700	-	13 496	-	9 827	-	10 444	-

2.2. Dynamique d'évolution du stock

Données mobilisées : fichier INSEE- Démographie d'établissements

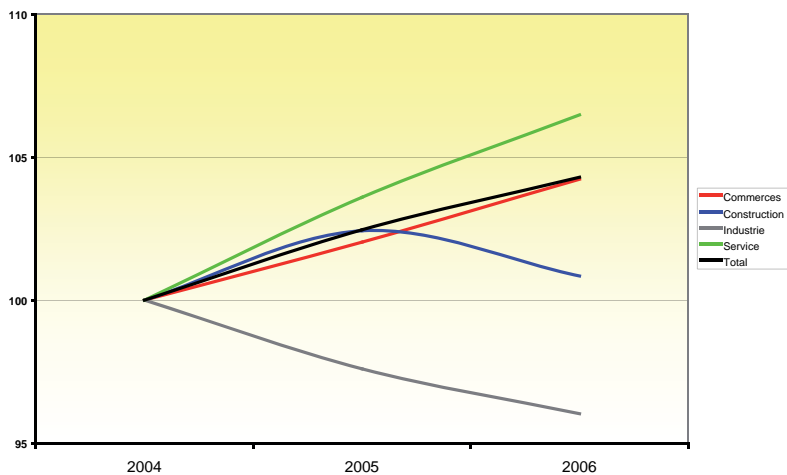


Figure n° 5 : Evolution du stock d'établissements dans le Pays de la région mulhousienne

	2004	2005	2006	évol 2004-2006
Commerces	2 909	2 968	3 032	4,2%
Construction	948	971	956	0,8%
Industrie	956	933	918	-4,0%
Service	5 201	5 388	5 538	6,5%
Total	10 014	10 260	10 444	4,3%

Sur la période 2004-2006, le nombre d'établissements est en progression principalement dans les secteurs du commerce et des services. Le nombre d'établissements industriels est en diminution. Cette évolution est conforme à celle observée dans l'ensemble des pays industrialisés qui subissent à la fois un recentrage et un recul de l'activité industrielle.



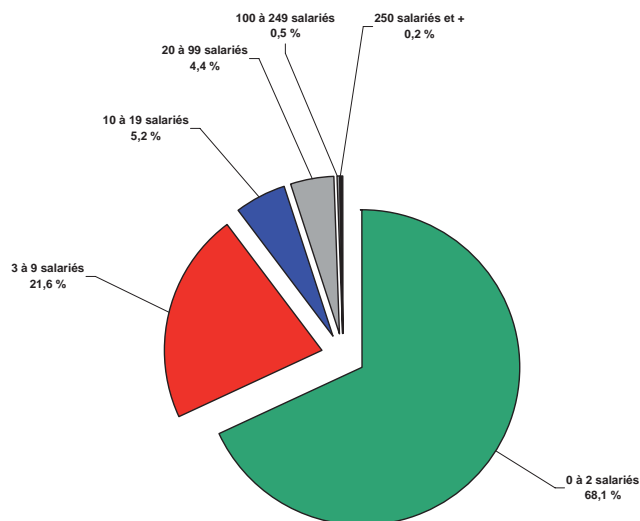
Exemple d'un commerce, Mulhouse
Source AURM

3. Taille des établissements en 2006

Données mobilisées : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2006

3.1. Une part d'établissement de plus grande taille sur le Pays de la région mulhousienne...

Figure n° 6 : Répartition des établissements par taille dans le Pays de la région mulhousienne en 2006



68,1 % des établissements situés dans le Pays de la région mulhousienne ont entre 0 et 2 salariés. Les établissements disposant de 3 à 9 salariés représentent 21,6 % de l'effectif total. Le nombre d'établissements de 10 à 19 salariés représente 5,2 % du nombre total d'établissements. Les entreprises de plus de 20 salariés représentent un peu plus de 5 % du nombre total d'établissements.

3.2. ...par rapport au niveau national...

Figure n° 7 : Répartition des établissements par taille (3 échelles d'observations)

nb. salariés	France	%	Alsace	%	Haut-Rhin	%	Pays	%
0 à 2	2 363 691	76,5%	51 542	70,4%	19 559	69,3%	7 116	68,1%
3 à 9	501 435	16,2%	14 580	19,9%	5 953	21,1%	2 258	21,6%
10 à 19	115 716	3,7%	3 665	5,0%	1 448	5,1%	544	5,2%
20 à 99	91 815	3,0%	2 893	4,0%	1 078	3,8%	457	4,4%
100 à 249	11 724	0,4%	354	0,5%	137	0,5%	50	0,5%
250 et +	4 793	0,2%	171	0,2%	54	0,2%	19	0,2%
Total	3 089 174	-	73 205	-	28 229	-	10 444	-

La répartition par tranche d'effectif est conforme à la moyenne alsacienne et française. Cependant, la part des très petits établissements (0 à 2 salariés) est plus faible en Alsace et en région mulhousienne.

A l'inverse, la part des établissements comprenant de 10 à 100 salariés y est plus importante.

La présence d'un nombre plus important d'établissements de taille moyenne et de grande taille est l'une des caractéristiques du système économique rhénan où la présence des établissements industriels est encore marquée. Cette configuration génère l'implantation de sous-traitants de taille grande ou moyenne. Par exemple, Sielest, sous-traitant de Peugeot Mulhouse emploie environ 500 employés.



Exemple d'une entreprise de taille moyenne
Source AURM

3.3. ...mais se rapprochant des trois agglomérations de comparaison

Figure n° 8 : Répartition des établissements par taille (trois agglomérations de comparaison)

nb. salariés	Montbéliard	%	Saint-Etienne	%	Valenciennes	%	Pays	%
0 à 2	2 585	69,9%	9 780	72,5%	6 952	70,7%	7 116	68,1%
3 à 9	757	20,5%	2 469	18,3%	1 913	19,5%	2 258	21,6%
10 à 19	165	4,5%	615	4,6%	467	4,8%	544	5,2%
20 à 99	152	4,1%	548	4,1%	411	4,2%	457	4,4%
100 à 249	28	0,8%	60	0,4%	59	0,6%	50	0,5%
250 et +	13	0,4%	24	0,2%	25	0,3%	19	0,2%
Total	3 700	-	13 496	-	9 827	-	10 444	-

La répartition par tranche d'effectif est relativement identique aux autres agglomérations. La proportion d'établissements comprenant de 3 à 99 salariés est cependant légèrement plus forte dans la région mulhousienne.

Cette surreprésentation est probablement la conséquence de la sous-traitance de certains établissements de

grande taille comme Peugeot, Clemessy et les industries chimiques et pharmaceutiques bâloises. On observe aussi un mouvement plus général de déconcentration des grandes entreprises de plus en plus fractionnée en unités de plus petite taille.

Cependant, ce décloisonnement supposé de l'économie est à relativiser. Une étude récente de l'Insee montre qu'un tiers des sociétés indépendantes de 20 à 500 salariés a fusionné avec un groupe entre 1999 et 2003. Il semble donc que les grands ensembles absorbent les petites structures à fort potentiel, les premiers évitant ainsi le coût élevé d'un service en externe, les secondes améliorant leurs perspectives de développement.

Tout semble indiquer le «modèle économique rhénan» reposant sur des établissements de taille moyenne et un secteur industriel encore dynamique s'applique en Alsace et dans le pays de la Région mulhousienne.

SYNTHESE

Diagnostic

- Bien que le poids de l'industrie reste encore relativement important, les établissements relevant du secteur des services représentent plus de **50 % du nombre total d'établissements**.
- Le Pays de la région mulhousienne présente une **plus forte concentration d'établissements de taille moyenne**. C'est l'une des spécificités des agglomérations industrielles.

Dimension prospective

- La présence d'établissements de taille moyenne constitue, a priori, un atout à condition de mesurer leur degré de dépendance à l'égard des grands groupes, signe aussi **d'une certaine fragilité**.
- La part croissante des établissements dans le secteur des services pourrait valoriser l'usage du foncier à vocation économique (voir à ce propos le document Thème n°2 : zones d'activité, offres foncières).





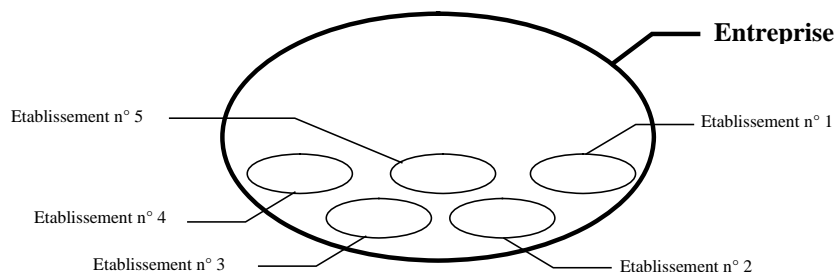
Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 7 :
Les 20 principaux établissements

Le poids important de
P.S.A.

1. Définitions / méthodologie de mise en œuvre

Les 20 principaux employeurs sont appréhendés à partir des statistiques relatives aux «établissements», unité économique géographiquement identifiée et juridiquement dépendante de «l'entreprise».



Le schéma ci-contre montre plusieurs établissements d'une même entreprise. Les bases de données disponibles à l'agence d'urbanisme (CCI, SIRENE) proposent une entrée « établissements par secteur d'activité ». C'est pourquoi l'entrée « établissements » a été choisie pour lister les 20 principaux employeurs.

Exemples :

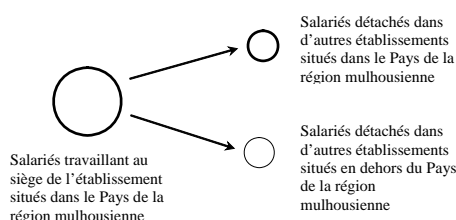
- Cora :**
 Au niveau du Pays de la région mulhousienne, le groupe Cora est représenté par 2 établissements :
 - Cora Wittenheim (500 employés environ).
 - Cora Dornach (300 employés environ).
 Le groupe Cora « pèse » donc 800 employés bien que les 2 Cora présents sur le Pays de la région mulhousienne apparaissent séparément.
- Clemessy :**
 Au niveau du Pays de la région mulhousienne, le groupe Clemessy se décompose en 3 entités :
 - l'établissement Clemessy
 - la filiale France Réseau
 - la filiale DYNAE.
 Le groupe Clemessy « pèse » au total 1200 employés dans le Pays de la région mulhousienne.

2. Complément d'information sur l'emploi dans les établissements

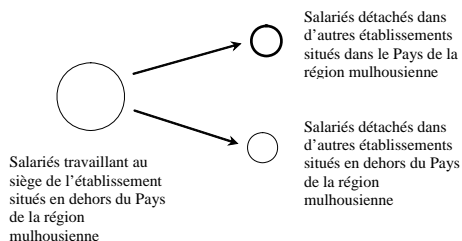
- Les emplois que comptabilise un établissement peuvent :
 - soit se concentrer géographiquement dans l'établissement,
 - soit non seulement se concentrer géographiquement dans l'établissement mais aussi être détachés dans des établissements tiers sur d'autres sites géographiques.

Le fichier SIRENE indique l'effectif présent dans l'établissement, y compris les salariés détachés dans d'autres établissements.

- Pour le deuxième cas, deux configurations sont possibles pour le Pays de la région mulhousienne :
 - Cas n° 1 : établissement situé sur le Pays de la région mulhousienne ayant des salariés détachés dans d'autres établissements



- Cas n° 2 : établissement situé en dehors du Pays de la région mulhousienne ayant des salariés détachés dans le Pays de la région mulhousienne



Les deux configurations sont typiques des établissements assurant des missions de prestation de services (conseil, assistance technique etc.) auprès des grandes entreprises.

3. Les vingt principaux établissements employeurs du Pays de la région mulhousienne

Données mobilisées : fichier SIRENE de l'INSEE – juin 2007

Listing des 20 principaux établissements employeurs

	Etablissement	Nature de l'activité	Commune	Tranche d'effectif	Effectif approché
1	Peugeot	Construction de véhicules automobiles	SAUSHEIM	5000 et +	10 800
2	Centres hospitaliers	Activités hospitalières	MULHOUSE	2000 à 4999	4 300
3	Mairie de Mulhouse	Administration publique générale	MULHOUSE	1000 à 1999	1 700
4	SNCF (dir ent., dir RH)	Transports ferroviaires	MULHOUSE	1000 à 1999	1 300
5	Rhodia P.I.	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	CHALAMPE	1000 à 1999	1 200
6	Clemessy SA	Travaux d'installation électrique	MULHOUSE	500 à 999	1 000
7	CAMSA	Administration publique générale	MULHOUSE	500 à 999	900
8	Système U - Centre Régional Est	Centrales d'achats alimentaires	MULHOUSE	500 à 999	600
9	Cora (Wittenheim)	Hypermarchés	WITTENHEIM	500 à 999	500
10	Sielest	Fabrication de sièges	PULVERSHEIM	500 à 999	500
11	Région Alsace	Administration publique générale	MULHOUSE	500 à 999	500
12	Maison du Diaconat	Activités hospitalières	MULHOUSE	500 à 999	500
13	Ass. HR d'aide aux personnes âgées	Aide à domicile	MULHOUSE	500 à 999	500
14	EDF	Distribution et commerce d'électricité	MULHOUSE	500 à 999	500
15	Soléa	Transports urbains de voyageurs	MULHOUSE	250 à 499	400
16	Ass. les papillons blancs (CAT Mulhouse)	Aide par le travail, ateliers protégés	MULHOUSE	250 à 499	400
17	CPAM	Activités générales de sécurité sociale	MULHOUSE	250 à 499	400
18	Ass réadaptation - formation professionnelle (centre A. CAMUS)	Aide par le travail, ateliers protégés	MULHOUSE	250 à 499	400
19	Société Alsacienne de de publication	Edition de journaux	MULHOUSE	250 à 499	300
20	Solinstet	Commerce de gros de sucre, chocolat et confiserie	BRUNSTATT	250 à 499 salariés	300
				Total	27 000

Source: SIRENE, juin 2007

Etablissements privés

Associations

Etablissements relevant du secteur public

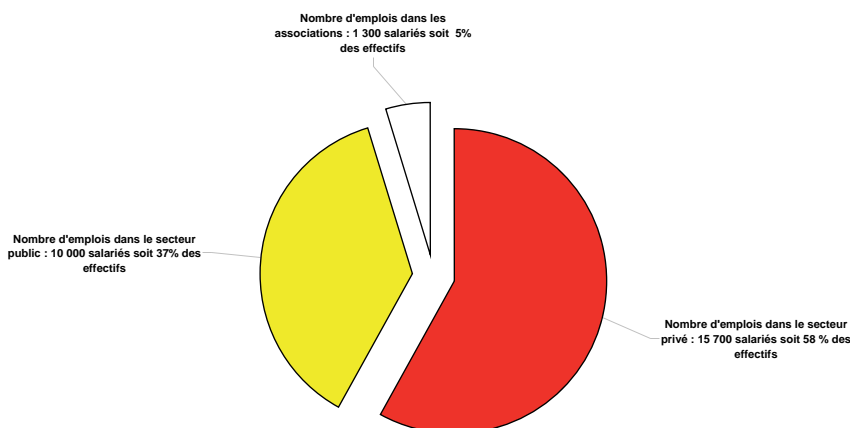
Le tableau ci-dessus a été réalisé sur la base des données extraites du fichier SIRENE de l'INSEE de juin 2007. Ce fichier donne un effectif salarié approché pour chaque établissement.

En jaune figurent les hôpitaux publics, les collectivités locales, les Etablissements Publics Industriels et Commerciaux (EPIC), les exploitants de transport urbain, la caisse primaire d'assurance maladie ; en bleu les associations et en blanc les établissements privés.

On constate que sur les vingt principaux employeurs du Pays de la région mulhousienne, huit d'entre eux relèvent du secteur public ou parapublic, trois du secteur associatif et neuf seulement du secteur privé. Le secteur public est donc fortement représenté.

Dix établissements publics concentrent 36 % des emplois des vingt principaux établissements de l'agglomération mulhousienne. En revanche, les établissements privés en concentrent 59 % en raison du poids très important des emplois de P.S.A.

Répartition de l'emploi public / privé et associatif des 20 principaux employeurs :



- Le poids très important des usines P.S.A....



Le site de P.S.A. à Mulhouse est ouvert depuis 1962. Il concentre à lui seul 10 800 emplois, sans compter les sous-traitants. Cet établissement pèse plus de 40% des emplois présents dans les 20 établissements de plus grandes tailles.

Site P.S.A. Mulhouse
Source AURM

- ... et du secteur public en général...

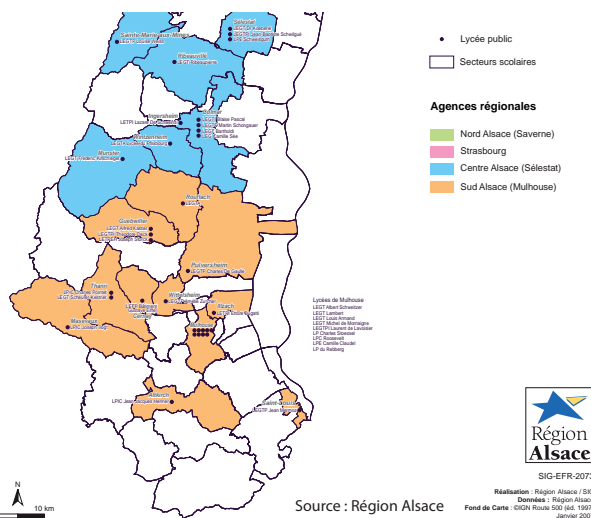
En raison de sa taille et de son positionnement, Mulhouse, pourtant sous-préfecture, dispose d'un nombre important d'emplois et d'établissements pouvant être classés dans le secteur public. Comme dans les autres agglomérations de taille comparable, le centre hospitalier et les services de la communauté d'agglomération offrent un nombre important d'emplois.

Le nombre d'agents de la Région Alsace présents dans le Pays de la région mulhousienne peut surprendre à première vue. Il s'agit des Techniciens et Ouvriers de Services (TOS) des lycées. Ils ont rejoint la Région Alsace au 1er janvier 2007 dans le cadre de la décentralisation et sont comptabilisés à Mulhouse bien que répartis sur la partie Sud du département du Haut-Rhin (lycées de Guebwiller, de Thann, d'Altkirch, ...).

La Région Alsace comptait 1800 agents au 1er janvier 2007, dont 500 rattachés à la Maison de la Région et répartis au sein des différentes directions opérationnelles et fonctionnelles. Les 1300 agents restants sont les TOS.

Les lycées en Alsace

Rattachement aux agences régionales 2006



Périmètre de l'Agence Sud Alsace



- ... avec des associations de grande taille...

Parmi les vingt premiers établissements, trois ont un statut associatif et comptent à eux seuls 1300 salariés. Il s'agit de :

- l'association des Papillons Blancs ayant pour vocation de porter assistance et soutien aux handicapés mentaux.
- l'association d'aide aux personnes âgées ayant vocation d'accompagner, dans tout le Haut-Rhin (hors Bassin Potassique), les retraités, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap dans leur projet de vie, ainsi que leur famille.
- l'association de réadaptation / formation professionnelle ayant vocation de permettre l'insertion des personnes en difficultés et / ou handicapées dans le monde du travail.

Leurs salariés sont tous rattachés aux sièges mulhousiens de leur entreprise même s'ils exercent leur travail en dehors du Pays de la région mulhousienne.

... et des établissements privés de dimension plus modeste (hors P.S.A.)

Parmi les 20 premiers établissements, le poids relatif des emplois privés (hors P.S.A.) est assez modeste :

- à peine 28 % des emplois privés des 20 premiers employeurs.
- à peine 18 % du nombre d'emplois total des 20 premiers établissements.



L'Alsace, Mulhouse
Source AURM

Cela s'explique par le poids important de P.S.A et des établissements publics.



Usine chimique, Chalampé
Source AURM

Listing des 20 principaux employeurs privés :

	Etablissement	Nature de l'activité	Commune	Tranche d'effectif	Effectif approché
1	PSA	Construction de véhicules automobiles	SAUSHEIM	5000 et +	10 800
2	Rhodia P.I. Chalampé	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	CHALAMPE	1000 à 1999	1 200
3	Clemessy	Travaux d'installation électrique	MULHOUSE	500 à 999	1 000
4	Système U - Centre Régional Est	Centrales d'achats alimentaires	MULHOUSE	500 à 999	600
5	Cora (Wittenheim)	Hypermarchés	WITTENHEIM	500 à 999	500
6	Sielest	Fabrication de sièges	PULVERSHEIM	500 à 999	500
7	Maison du Diaconat	Activités hospitalières	MULHOUSE	500 à 999	500
8	Société alsacienne de publications	Edition de journaux	MULHOUSE	250 à 499	300
9	Dolfus Mieg er Cie	Fabrication de fils à coudre	MULHOUSE	250 à 499	300
10	Cora (Dornach)	Hypermarchés	MULHOUSE	250 à 499	300
11	Solinest	Commerce de gros de sucre, chocolat et confiserie	BRUNSTATT	250 à 499	300
12	Société d'environnement et de Sce de l'Est	Services annexes à la production	SAUSHEIM	250 à 499	300
13	Auchan-France	Hypermarchés	MULHOUSE	250 à 499	300
14	ISS Abilis France	Activités de nettoyage	SAUSHEIM	200 à 249	200
15	Gustave Tempe et Fils	Préparation industrielle de produits à base de viandes	RIXHEIM	200 à 249	200
16	Produits et engrais chimiques du Rhin	Fabrication de produits azotés et d'engrais	OTTMARSHEIM	200 à 249	200
17	Gefco SA	Affrètement	SAUSHEIM	200 à 249	200
18	Transports Portmann et Fils	Transports routiers de marchandises interurbains	SAUSHEIM	200 à 249	200
19	Déathlon	Entreposage non frigorifique	WITTENHEIM	200 à 249	200
20	Domicile Services Haute-Alsace	Sélection et mise à disposition de personnel	MULHOUSE	200 à 249	200
		Total			18 300

Source: SIRENE, juin 2007

- *Toujours un poids aussi prépondérant des usines P.S.A. avec un poids assez important des établissements de la grande distribution...*



Le poids de P.S.A. est encore plus lourd parmi les 20 principaux employeurs privés (60 % des emplois).

Les établissements de la grande distribution sont de gros pourvoyeurs d'emplois : Cora Wittenheim, Cora Dornach, Décathlon. Cependant, le nombre d'emplois se situe en général autour de 300 salariés. Seule l'activité d'entreposage et d'expédition localisé à Wittenheim apparaît dans la liste (en 19e position). Décathlon est également représenté par ses points de vente de Wittenheim et de Mulhouse / Dornach.

Cora, Wittenheim
Source AURM

La centrale d'achat alimentaire du Grand Est de Super U (26 départements) localisée dans la zone d'activités de la «Mer Rouge» est un centre logistique raccordé au rail grâce à un embranchement privé. Elle est également facilement accessible depuis l'autoroute A 36. Elle se classe au neuvième rang des employeurs, quatrième rang des employeurs privés.

Plate forme Super U, Mulhouse
Source AURM



- ... et des industries locales et des sous-traitants de P.S.A.

Parmi les 20 principaux employeurs privés, Clemessy, entreprise locale créée en 1908 et qui s'est progressivement développée à l'international, s'est rapprochée des secteurs de pointes (nucléaire, aérospatial etc.). L'entreprise compte aujourd'hui plus de 5000 employés en France et à travers le monde.

Mulhouse, le berceau de l'entreprise comptabilise 1 200 employés se répartissant entre :

- Clemessy,
- France Réseau (filiale).
- DYNAE.

L'établissement SILEST localisé à Pulversheim est une fabrique de sièges pour l'automobile. Parmi les 20 principaux employeurs du Pays de la région mulhousienne, il s'agit du seul établissement clairement positionné comme un sous-traitant de P.S.A.



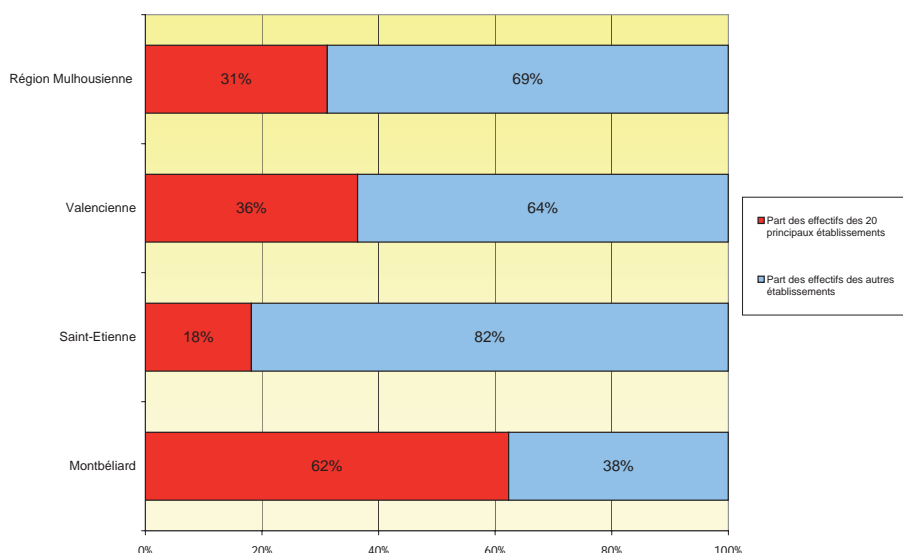
Clemessy, Mulhouse
Source AURM

4. Comparaison avec Montbéliard, Saint-Etienne et Valenciennes

Pour une mise en perspective des évolutions du Pays de la région mulhousienne, il est apparu pertinent que l'observation s'appuie sur des comparaisons avec des territoires dont l'histoire urbaine et économique sont proches de celle du Pays de la Région mulhousienne. A ce titre, Valenciennes, Montbéliard et Saint-Etienne ont été retenus.

Données mobilisées : fichier INSEE- Démographie d'établissement 2006

Part des 20 principaux employeurs privés dans l'emploi total privé



L'agglomération de Montbéliard est très dépendante des usines P.S.A. Ces usines concentrent plus de 20 000 salariés alors que l'agglomération de Montbéliard totalise 100 000 habitants. Par rapport à Mulhouse, les effectifs de l'usine sont 2 fois plus importants pour une agglomération deux fois moins peuplée. A Montbéliard, les 20 principaux employeurs concentrent 62 % du nombre total d'emplois privés.

Le Pays de la région mulhousienne présente une dépendance moins forte par rapport aux 20 principaux employeurs. Ils concentrent 31 % du nombre total d'emplois privés, soit une part un peu plus faible que Valenciennes où Toyota s'est installé il y a une dizaine d'années.

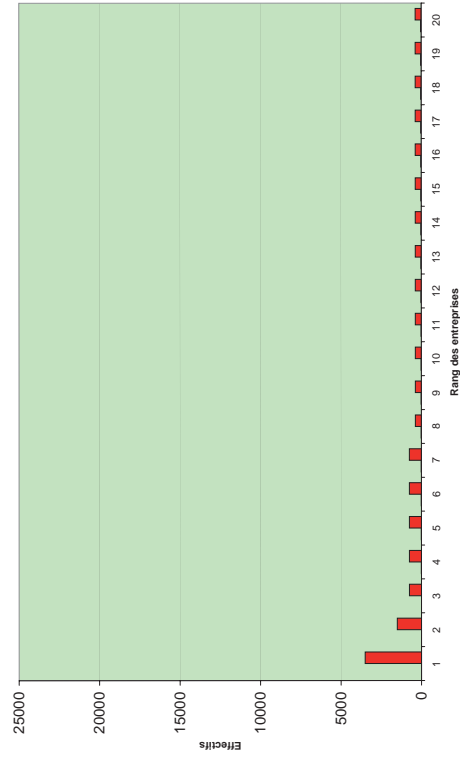
Saint-Étienne se détache avec une concentration beaucoup moins forte de l'emploi. Les 20 principaux employeurs représentent 18% des emplois. Le siège mondial du groupe Casino, localisé à Saint-Étienne, est le premier employeur de l'agglomération avec 2 400 salariés.

Les graphiques de la page suivante permettent de se faire une idée de la répartition des 20 premiers employeurs par taille. Il s'agit d'une approche car le fichier démographie d'établissement de l'INSEE donne les effectifs salariés des établissements par tranche d'effectif.

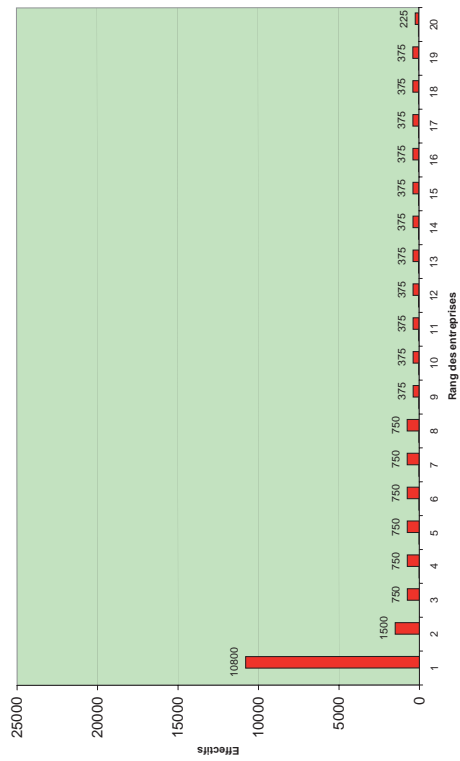
L'unité urbaine de Montbéliard



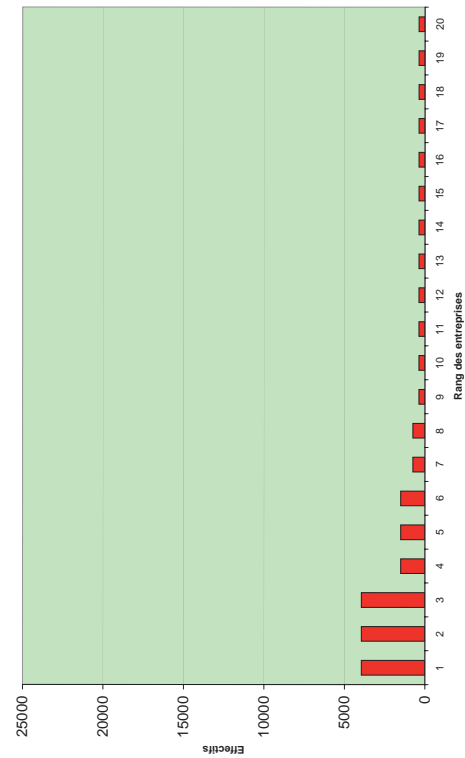
L'unité urbaine de Saint-Étienne



Le Pays de la région mulhousienne



L'unité urbaine de Valenciennes



SYNTHESE

Diagnostic

- Les 20 principaux établissements employeurs privés concentrent 18 300 emplois.
- P.S.A. d'une part et le secteur public d'autre part « pèsent » **lourdement et figurent parmi les 20** principaux établissements employeurs privés / publics.
- En termes de concentration des emplois privés, le Pays de la région mulhousienne se situe entre Saint-Étienne et Montbéliard, avec un niveau comparable à celui de **Valenciennes qui dispose également d'une grande entreprise de construction automobile (Toyota).**

Dimension prospective

- Cette concentration est source d'une **certaine fragilité**. P.S.A. pèse un poids très important surtout si l'on ajoute les sous-traitants. Les variations du niveau des ventes des voitures (en particulier des modèles fabriqués à Mulhouse) se répercutent rapidement et directement sur les effectifs de ces établissements, dont une partie est constituée d'intérimaires et de contrats à durée déterminée.
- Comme dans la plupart des agglomérations de taille comparable en France, le poids relatif de l'emploi public et parapublic est important. Il est en revanche peu affecté par les variations de l'activité économique locale.





Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 8 :
Mouvements d'établissements :
créations, reprises, réactivations

Une dynamique profitant
principalement aux services

1. Définitions et éléments de contexte

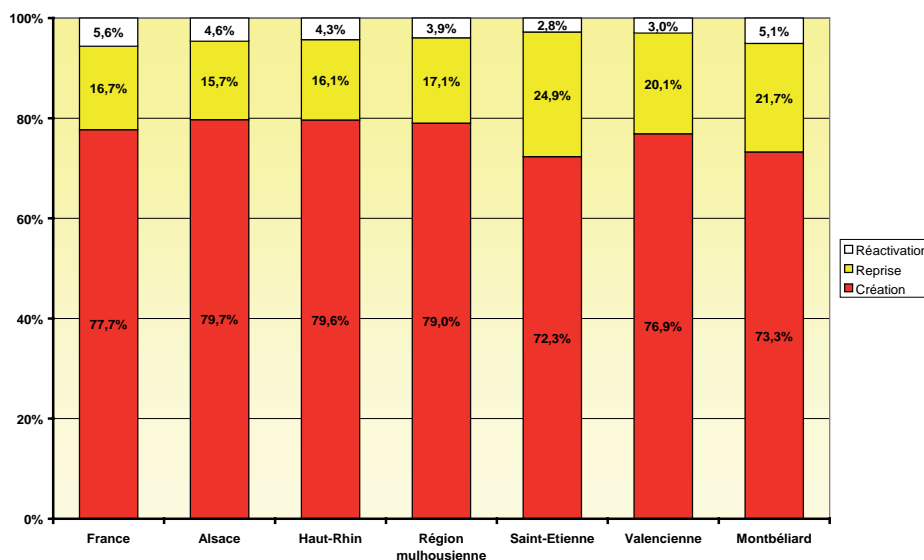
Afin d'interpréter les éléments qui vont suivre, il paraît nécessaire de définir de façon précise un certain nombre de termes et d'indicateurs relatifs à la création d'établissements.

- La création d'établissement se répartit en trois catégories :
 - la création pure (ou ex-nihilo) qui correspond à la création d'un établissement économique actif jusqu'alors inexistant.
 - la création par reprise dans le cas où une entreprise reprend totalement ou partiellement l'activité d'un établissement économique d'une autre entreprise.
 - la réactivation dans le cas où l'établissement d'une personne physique qui avait cessé son activité redevient économiquement actif.
- Taux de création d'établissements : rapport du nombre de créations d'établissements d'une année au stock d'établissements au 1^{er} janvier de cette même année.
- Pour une mise en perspective des évolutions du Pays de la Région mulhousienne, il est apparu pertinent que l'observation s'appuie sur des comparaisons avec des territoires dont l'histoire urbaine et économique sont proches de celle du Pays de la Région mulhousienne. A ce titre, Valenciennes, Montbéliard et Saint-Etienne ont été retenus.

2. Organisation du mouvement d'établissements : création, reprise et réactivation

Données mobilisées : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2006

Figure n° 1 : Répartition des création par origine en 2006 (création, reprise, réactivation)



Le graphique montre que la dynamique de création d'établissements du Pays de la région mulhousienne suit la même répartition entre création pure, reprise et réactivation que les 3 agglomérations de comparaison.

La dynamique de reprise plus forte à Saint-Étienne peut s'expliquer par un turn-over plus important des établissements. Les relations croissantes entre Lyon et Saint-Étienne ne sont peut-être pas étrangères à ce phénomène.

Cependant, la part des réactivations est plus modeste dans le Pays de la région mulhousienne. Les trois

agglomérations de comparaison montrent également la même caractéristique sauf peut être Montbéliard. Les dynamiques de reconversion économiques générées par le passage progressif d'une économie basée principalement sur les industries vers une économie basée sur les services expliquent la non-réactivation d'anciens établissements. Autrement dit, la fermeture d'un établissement, s'il n'y a pas de reprise, est plus souvent définitive dans ces quatre agglomérations qu'ailleurs en France.

3. Répartition création, reprise et réactivation par secteurs d'activités en 2006

Données mobilisées : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2006

- Une dynamique de création profitant surtout aux services et aux commerces....

Répartition des créations pures d'établissement par secteur d'activité

- Au niveau des 3 échelles d'observation :

Figure n° 2 : dynamique de créations pures en 2006 (3 échelles d'observation)

Secteurs	France	%	Alsace	%	Haut-Rhin	%	Pays	%
Commerce	77 982	26,1%	2 094	29,7%	771	30,7%	317	32,2%
Construction	49 248	16,5%	862	12,2%	332	13,2%	132	13,4%
Industrie	17 494	5,9%	387	5,5%	149	5,9%	55	5,6%
Services	153 973	51,5%	3 698	52,5%	1 263	50,2%	482	48,9%
Total	298 703	-	7 041	-	2 515	-	986	100%

- Au niveau des 3 agglomérations de comparaison :

Figure n° 3 : dynamique de créations pures en 2006 (3 agglomérations de comparaison)

Secteurs	Montbéliard	%	Saint-Etienne	%	Valenciennes	%	Pays	%
Commerce	104	34,2%	343	29,3%	276	30,0%	317	32,2%
Construction	46	15,1%	202	17,3%	141	15,3%	132	13,4%
Industrie	20	6,6%	61	5,2%	68	7,4%	55	5,6%
Services	134	44,1%	565	48,2%	434	47,2%	482	48,9%
Total	304	-	1 171	-	919	-	986	100%

Les tableaux montrent la dynamique de création d'établissements en fonction du secteur d'activités. Le profil du Pays de la région mulhousienne est proche des trois agglomérations comparées. En revanche, la part des créations d'établissements industriels y est relativement plus modeste. Le recul de l'activité industrielle y est aussi plus récent mais aussi plus marqué. Au contraire, Valenciennes a connu beaucoup plus tôt la perte ou le recul de ses piliers industriels (sidérurgie, mines, constructions ferroviaires...). L'installation de Toyota à la fin des années 90 a permis la régénération d'un tissu industriel vieilli ou amorphe. Cette dynamique est aussi marquée pour l'agglomération de Montbéliard où la présence du constructeur automobile P.S.A. a généré l'installation et le développement de nombreux sous-traitants cherchant à s'installer au plus près du donneur d'ordre réduisant ainsi les coûts de transport.

La création d'établissements commerciaux dans le pays de la région mulhousienne relève quant à elle d'une logique de croissance en périphérie d'agglomération en corrélation avec l'évolution démographique qui y est observée. L'accroissement important du nombre d'habitants favorise et conforte une certaine offre commerciale. Plus globalement l'Alsace et le département du Haut-Rhin montrent une tendance relativement forte de création d'établissements dans le secteur commercial. La même cause pourrait produire les mêmes effets.

Répartition des créations pures d'établissement par taille :

Figure n° 3

nb. salariés	France	%	Alsace	%	Haut-Rhin	%	Pays	%
0 à 2	283 452	94,9%	6 629	94,1%	2 369	94,2%	922	93,5%
3 à 9	10 766	3,6%	327	4,6%	119	4,7%	50	5,1%
10 à 19	3 355	1,1%	44	0,6%	13	0,5%	7	0,7%
20 à 99	1 049	0,4%	41	0,6%	14	0,6%	7	0,7%
100 à 249	51	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
250 et +	30	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	298 703	-	7 041	-	2 515	-	986	-

Figure n° 4

nb. salariés	Montbéliard	%	Saint-Etienne	%	Valenciennes	%	Pays	%
0 à 2	280	92,1%	1 113	95,0%	846	92,1%	922	93,5%
3 à 9	16	5,3%	47	4,0%	58	6,3%	50	5,1%
10 à 19	7	2,3%	7	0,6%	8	0,9%	7	0,7%
20 à 99	1	0,3%	4	0,3%	7	0,8%	7	0,7%
100 à 249	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
250 et +	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	304	-	1 171	-	919	-	986	100%

Le niveau de création en fonction de la taille ne révèle pas de spécificité mulhousienne. Pour ce qui concerne les établissements de taille moyenne plus représentés, le taux de création est conforme à la moyenne nationale.

- ... comme les reprises ...

Répartition des reprises d'établissement par secteur d'activité

Figure n° 5

Secteurs	France	%	Alsace	%	Haut-Rhin	%	Pays	%
Commerce	21 548	33,7%	468	33,8%	187	36,9%	83	39,0%
Construction	3 538	5,5%	71	5,1%	29	5,7%	9	4,2%
Industrie	7 017	11,0%	129	9,3%	48	9,5%	14	6,6%
Services	31 890	49,8%	717	51,8%	243	47,9%	107	50,2%
Total	63 995	-	1 385	-	507	-	213	-

Figure n° 6

Secteurs	Montbéliard	%	Saint-Etienne	%	Valenciennes	%	Pays	%
Commerce	38	42,2%	155	38,5%	88	36,7%	83	39,0%
Construction	4	4,4%	21	5,2%	11	4,6%	9	4,2%
Industrie	12	13,3%	37	9,2%	17	7,1%	14	6,6%
Services	36	40,0%	190	47,1%	124	51,7%	107	50,2%
Total	90	-	403	-	240	-	213	-

La part des reprises dans le secteur commercial est très marquée dans le Pays de la région mulhousienne où par ailleurs le turn-over des enseignes commerciales y est plus élevé.

La part des reprises pour les établissements industriels est en revanche plus faible. Lorsqu'un établissement industriel ferme, il a peu de chance d'être repris ou même réactivé. Le recul structurel de l'activité industrielle peut expliquer cette tendance.

Répartition des reprises d'établissement par taille

Figure n° 7

nb. salariés	France	%	Alsace	%	Haut-Rhin	%	Pays	%
0 à 2	50 983	79,7%	992	71,6%	382	75,3%	159	74,6%
3 à 9	9 956	15,6%	305	22,0%	104	20,5%	44	20,7%
10 à 19	1 815	2,8%	53	3,8%	13	2,6%	5	2,3%
20 à 99	1 134	1,8%	32	2,3%	6	1,2%	4	1,9%
100 à 249	76	0,1%	2	0,1%	2	0,4%	1	0,5%
250 et +	31	0,0%	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%
Total	63 995	-	1 385	-	507	-	213	100%

Figure n° 8

nb. salariés	Montbéliard	%	Saint-Etienne	%	Valenciennes	%	Pays	%
0 à 2	63	70,0%	318	78,9%	175	72,9%	159	74,6%
3 à 9	17	18,9%	64	15,9%	51	21,3%	44	20,7%
10 à 19	8	8,9%	11	2,7%	8	3,3%	5	2,3%
20 à 99	2	2,2%	10	2,5%	6	2,5%	4	1,9%
100 à 249	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,5%
250 et +	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	90	-	403	-	240	-	213	100%

La répartition des reprises par taille d'établissement est voisine si l'on compare le Pays aux trois échelles d'observations et trois agglomérations de comparaison.

- .. et les réactivations d'établissements

Répartition des réactivations d'établissement par secteur d'activité

Figure n° 10

Secteurs	France	%	Alsace	%	Haut-Rhin	%	Pays	%
Commerce	6 950	32,1%	129	31,6%	43	31,6%	19	38,8%
Construction	3 253	15,0%	47	11,5%	14	10,3%	6	12,2%
Industrie	1 396	6,5%	16	3,9%	6	4,4%	1	2,0%
Services	10 039	46,4%	216	52,9%	73	53,7%	23	46,9%
Total	21 638	-	408	-	136	-	49	-

Figure n° 11

Secteurs	Montbéliard	%	Saint-Etienne	%	Valenciennes	%	Pays	%
Commerce	7	33,3%	4	8,9%	12	33,3%	19	38,8%
Construction	2	9,5%	14	31,1%	4	11,1%	6	12,2%
Industrie	1	4,8%	5	11,1%	0	0,0%	1	2,0%
Services	11	52,4%	22	48,9%	20	55,6%	23	46,9%
Total	21	-	45	-	36	-	49	-

La structure de la réactivation d'établissements suit les mêmes tendances que celles constatées pour les créations et les reprises. Saint-Étienne présente une configuration atypique avec une part très importante des reprises pour les activités liées à la construction.

Répartition des réactivations d'établissement par taille

Figure n° 12

nb. salariés	France	%	Alsace	%	Haut-Rhin	%	Pays	%
0 à 2	19 861	91,8%	364	89,2%	120	88,2%	42	85,7%
3 à 9	1 082	5,0%	27	6,6%	8	5,9%	2	4,1%
10 à 19	298	1,4%	8	2,0%	4	2,9%	2	4,1%
20 à 99	330	1,5%	5	1,2%	2	1,5%	1	2,0%
100 à 249	49	0,2%	3	0,7%	2	1,5%	2	4,1%
250 et +	18	0,1%	1	0,2%	0	0,0%	0	0,0%
Total	21 638	-	408	-	136	-	49	-

Figure n° 13

nb. salariés	Montbéliard	%	Saint-Etienne	%	Valenciennes	%	Pays	%
0 à 2	18	85,7%	42	93,3%	31	86,1%	42	85,7%
3 à 9	3	14,3%	0	0,0%	3	8,3%	2	4,1%
10 à 19	0	0,0%	1	2,2%	1	2,8%	2	4,1%
20 à 99	0	0,0%	2	4,4%	0	0,0%	1	2,0%
100 à 249	0	0,0%	0	0,0%	1	2,8%	2	4,1%
250 et +	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	21	-	45	-	36	-	49	-

La répartition des réactivations par taille d'établissement est assez semblable entre les trois échelles d'observations et les trois agglomérations de comparaison.

4. Dynamique de création pure dans le Pays de la région mulhousienne

Données mobilisées : fichier INSEE- Démographie d'établissement 2004-2005-2006

- Evolution de la dynamique de création pure
 - Une dynamique entrepreneuriale en baisse sur le Pays de la Pays de la région mulhousienne...

Sur la période 2004-2006, le nombre d'établissements créés a diminué. Cette diminution affecte surtout le secteur des services. En 2004, la part des établissements créés dans le secteur des services représentait 56%. En 2006, cette part s'élève à 49 % soit une diminution de 7 points.

- ... s'expliquant par la diminution du nombre d'établissements créés dans le secteur des services...

Figure n° 14 : Evolution des taux de création d'établissements du Pays de la région mulhousienne

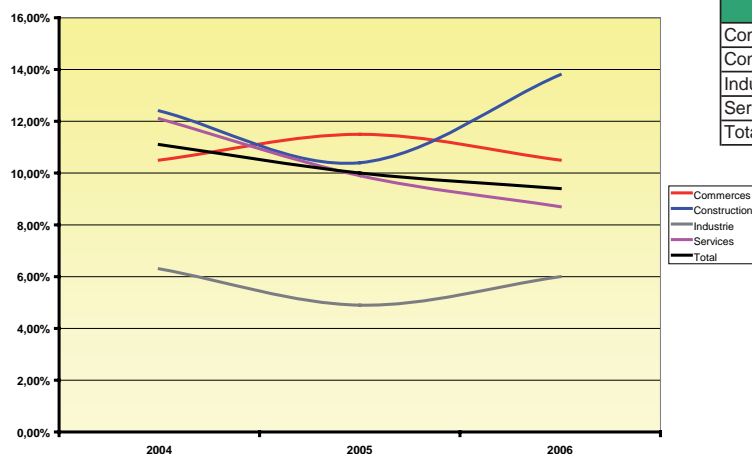


Figure n° 15 : nombre de création pure par secteur d'activité dans le Pays de la région mulhousienne

	2004	%	2005	%	2006	%
Commerces	306	27,5%	341	33,3%	317	32,2%
Construction	118	10,6%	101	9,9%	132	13,4%
Industrie	60	5,4%	46	4,5%	55	5,6%
Service	627	56,4%	535	52,3%	482	48,9%
Total	1 111	-	1 023	-	986	-

Le taux de création d'entreprises reflète le dynamisme entrepreneurial du territoire d'une part et la conjoncture économique d'autre part. Le taux de création est inégal selon les secteurs. Le Pays de la région mulhousienne montre des taux de création plus élevés pour le commerce, les services et la construction que pour l'industrie.

Le taux de création d'établissement dans le domaine des services est en diminution depuis 2004. Or, ces établissements représentent plus de 50 % du stock total d'établissements.



ZAC Mer Rouge
Source SERM 68

- Comparaison de la dynamique de création pure du Pays de la région mulhousienne avec d'autres échelles pour l'année 2006
 - Des taux de création proches des dynamiques nationales ...

Figure n° 16

	France	Alsace	Haut-Rhin	Pays
Commerces	9,7%	13,3%	12,4%	10,5%
Construction	14,1%	12,7%	12,4%	13,8%
Industrie	5,9%	7,4%	6,9%	6,0%
Service	9,5%	12,2%	11,1%	8,7%
Total	9,7%	12,1%	11,2%	9,4%

Le Pays de la région mulhousienne présente des taux de création d'établissements plus faibles que celui de la Région Alsace et celui du département du Haut-Rhin. Le taux de création est cependant proche du taux national.

- ... mais plus faibles que les 3 agglomérations de comparaison

Le Pays de la région mulhousienne montre, notamment dans les services, des taux de création d'établissements plus faibles,, que dans les agglomérations de Montbéliard, de Valenciennes ou de Saint-Étienne.

Figure n° 17

	Montbéliard	Saint-Etienne	Valenciennes	Pays
Commerces	10,8%	9,9%	10,6%	10,5%
Construction	15,9%	16,8%	23,2%	13,8%
Industrie	6,4%	6,5%	8,4%	6,0%
Service	10,7%	9,9%	10,5%	8,7%
Total	10,9%	10,3%	11,6%	9,4%

SYNTHESE

Diagnostic

- La dynamique de **créations pures est beaucoup plus importante** que celle des reprises et des réactivations sans que cela constitue une spécificité du Pays de la région Mulhousienne.
- Les créations pures d'établissements sur le Pays de la région mulhousienne sont **en diminution** dans le secteur des services bien que ce secteur et celui du commerce représentent toujours la plus grande part des créations, reprises ou réactivations.

Dimension prospective

- La dynamique de création, de réactivation et de reprise est essentiellement générée par des établissements de très **petite taille comptabilisant de 0 à 2 salariés**. Il convient de bien connaître les besoins spécifiques en main d'œuvre de ces très petites entreprises dont certaines, dans le secteur des services notamment, peuvent présenter un potentiel de développement intéressant. En effet, le secteur des services est le support du développement économique. Pour faciliter son développement, il faudrait pouvoir proposer aux entreprises qui le composent:
 - une main d'oeuvre qualifiée,
 - des emplacements de qualité reliés aux grands axes de communication et de télécommunication.
- La création et le développement des jeunes entreprises sont facilités par des **conditions d'accueil appropriées**, par exemple des locaux dédiés tels les pépinières et les incubateurs.
- Les **dispositifs d'accompagnement des créateurs** permettent d'améliorer la pérennité des entreprises qu'ils créent.



Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 9 :
L'emploi total

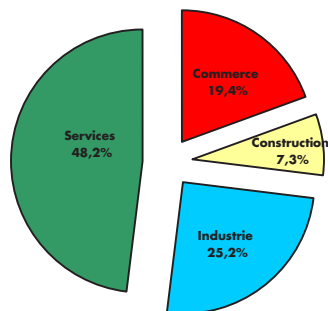
La fin des particularités du Pays
de la région mulhousienne :
une mutation rapide vers une
économie de services.

1. Répartition de l'emploi salarié privé (NES 5 UNEDIC)

Cf. annexe 1 : Champ d'application de l'assurance chômage

- *Pays de la région mulhousienne*

Répartition de l'emploi salarié privé du Pays de la région mulhousienne en 2006
source: UNEDIC



Le Pays de la région mulhousienne présente une structure de l'emploi salarié privé dominé par les services.

Ils représentent 48% des effectifs en 2006.

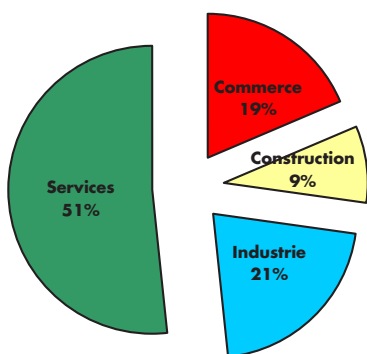
Cependant, l'industrie occupe encore une place importante dans la structure de l'emploi puisqu'elle représente 25% des effectifs à la même date.



Usine chimique de Chalampé
Source AURM

- *Comparaison avec des échelles supérieures*

Répartition de l'emploi salarié privé en France en 2006
source: UNEDIC



Au niveau national, la structure de l'emploi salarié privé est similaire à celle du Pays de la région mulhousienne : le secteur des services est dominant (51% de l'emploi salarié privé en 2006) et le secteur de l'industrie représente 21%.

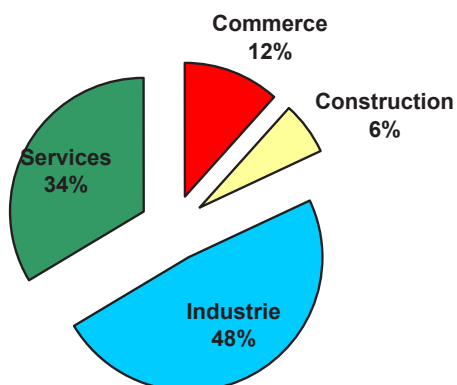


Décathlon
Source AURM

- *Comparaison avec d'autres agglomérations*

Pour une mise en perspective des évolutions du Pays de la région mulhousienne, il est apparu pertinent que l'observation s'appuie sur des comparaisons avec des territoires dont l'histoire urbaine et économique sont proches de celle du Pays de la région mulhousienne. A ce titre, Valenciennes, Montbéliard et Saint-Etienne ont été retenus.

Répartition de l'emploi salarié privé de l'UU de Montbéliard en 2006
source: UNEDIC

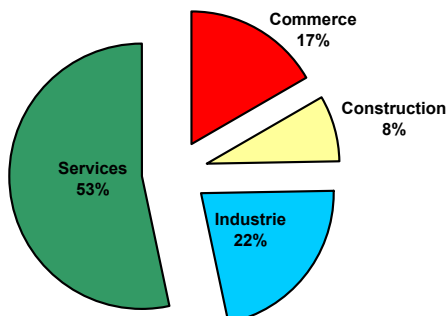


Unité Urbaine de Montbéliard :

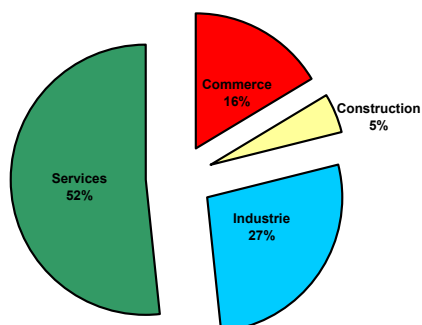
L'unité urbaine de Montbéliard présente une structure de l'emploi encore largement dominée par l'industrie : Sochaux-Montbéliard est le centre historique de la marque Peugeot, devenue PSA (la marque Peugeot appartient au groupe PSA Peugeot Citroën qui englobe également Citroën rachetée à Michelin en 1974).

Unité Urbaine de St Etienne :

Unité urbaine de Valenciennes :

 Répartition de l'emploi salarié privé dans l'UU de St Etienne en 2006
 source: UNEDIC


L'Unité Urbaine de St Etienne possède une structure de l'emploi salarié privé proche de la situation du Pays de la région mulhousienne. L'industrie et le commerce y sont cependant légèrement moins représentés.

 Répartition de l'emploi salarié privé dans l'UU de Valenciennes en 2006
 source: UNEDIC


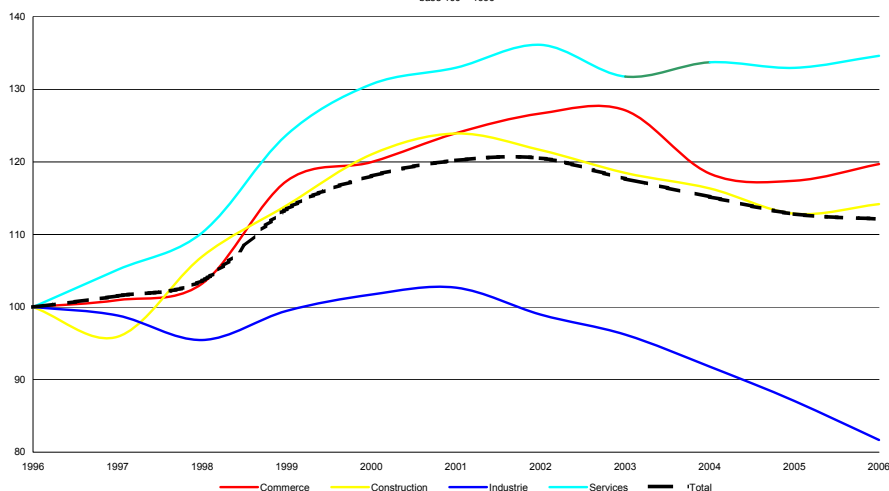
Comme l'unité urbaine de St Etienne, celle de Valenciennes présente une structure de l'emploi salarié privé très proche de la situation du Pays de la région mulhousienne.

2. Evolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité depuis 1996

2.1. Pays de la région mulhousienne

- Evolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité depuis 1996 :

Depuis 1996, la chute du secteur de l'industrie est très prononcée dans le Pays de la région mulhousienne. L'impact sur l'emploi salarié privé total n'en est que plus marqué.

 Evolution de l'emploi salarié privé depuis 1996
 Pays de la région mulhousienne
 source: UNEDIC
 base 100 = 1996


La forte croissance de l'emploi dans les services permet de compenser cette baisse de l'emploi industriel.

On observe cependant entre 2002 et 2005 une relative baisse du dynamisme de la croissance de l'emploi dans les services, tandis que la chute des emplois industriels a eu tendance à s'accélérer sur la même période.

Ce phénomène, couplé à un retour à la baisse des effectifs des deux autres secteurs (construction et commerce) explique la décroissance de l'emploi salarié total entre 2002 et 2005 dans le Pays de la région mulhousienne.

La crise industrielle a donc été durement ressentie sur le territoire, on peut même dire que le secteur industriel a en partie entraîné dans sa chute l'emploi des autres secteurs. Cela démontre encore s'il en était besoin la dépendance à l'industrie qu'a connu jusqu'à une époque très récente l'économie du Pays de la région mulhousienne.

- **ZOOM : les 10 plus grosses croissances et les 10 plus grosses pertes d'effectifs par secteur entre 1996 et 2006**

- Dans le secteur de l'industrie, les activités de fabrication de matériels de travaux publics, de fabrication de compresseurs et de fabrication de machines spécialisées diverses ont un solde d'effectifs pour 1996/2006 identique au stock 2006.

Il y a donc eu entre 1996 et 2006 des créations d'entreprises dans ces secteurs ou bien des changements d'activités pour des entreprises déjà existantes sur le territoire (cf. annexe 2 : Les 10 plus grosses croissances d'effectifs par secteur entre 1996 et 2006).

Bien que la perte d'effectifs dans l'industrie soit de 4 891 emplois de 1996 à 2006, les évolutions sont différentes selon l'activité exercée. Les secteurs ayant perdu le plus d'effectifs en 10 ans sont l'ennoblissement textile, la fabrication de supports de données (le stock de 2006 étant nul, il s'agit d'une fermeture d'entreprise ou d'un changement d'activité) et la fabrication d'autres produits chimiques organiques de base (cf. annexe 3 : Les 10 plus grosses pertes d'effectifs par secteur entre 1996 et 2006). Parallèlement, certains secteurs ont connu une croissance de leurs effectifs ces 10 dernières années. Il s'agit notamment de la fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne, la fabrication d'équipements automobiles et la fabrication de sièges. La crise industrielle n'a pas touché tous les secteurs de l'industrie mais la création d'emplois dans certaines activités ne compense pas la perte d'effectifs globale du secteur.



Site DMC, Mulhouse
Source : www.serm68.fr

- Dans le secteurs des services, secteur ayant crée de l'emploi entre 1996 et 2006 (10 724 emplois), les activités les plus créatrices d'emplois (cf. annexe 2) sont les services fournis principalement aux entreprises (activités de nettoyage, administration d'entreprises, ...), le secteur de la santé et de l'action sociale (aide par le travail, aide à domicile, crèches et garderies d'enfants) et l'hôtellerie restauration (restauration de type traditionnel). Certaines activités du secteur des services ont perdu des emplois entre 1996 et 2006 (principalement le secteur des transports et services auxiliaires des transports - cf. annexe 3) mais de manière générale les pertes ont été plus faibles que les créations.



Les Papillons Blancs, Mulhouse
www.lespapillonsblancs68.org

- Dans le secteur du commerce, où 2 743 emplois ont été créés en 10 ans, les activités créatrices d'emplois sont les commerces de détail en magasin non spécialisé (hypermarchés et supermarchés) et certaines activités du commerce de gros (cf. annexe 2). Cependant, plusieurs activités du commerce de gros sont en perte d'emplois sur les 10 dernières années, notamment celles liées au secteur de l'habillement (cf. annexe 3).



Cora, Wittenheim
Source : AURM

- Dans le secteur de la construction, 753 emplois ont été créés sur 10 ans. Le secteur le plus créateur d'emplois est celui de l'installation d'équipements thermiques et de climatisation et le secteur enregistrant la plus grosse perte d'emplois est la menuiserie métallique - serrurerie (cf. annexes 2 et 3)

- Evolution de l'emploi salarié privé du Pays de la région mulhousienne

Les effectifs de l'emploi salarié privé dans le Pays de la région mulhousienne ont augmenté d'environ 12 points entre 1996 et 2006 (cf. annexe 4), et ce malgré une forte chute de l'emploi industriel (-18 points). La croissance des effectifs dans le secteur des services a compensé la baisse de l'emploi dans l'industrie. L'emploi dans les services représente aujourd'hui près d'un emploi salarié privé sur deux dans le Pays de la région mulhousienne.

Jusqu'en 2002, l'emploi salarié privé dans le Pays de la région mulhousienne connaissait une croissance très dynamique et même supérieure à la moyenne française.

La chute est très marquée à partir de 2002 et correspond à la chute de l'emploi dans l'industrie. Le Pays connaît un léger décrochage par rapport à la croissance de l'emploi salarié privé dans le reste du Haut-Rhin et même par rapport à la moyenne nationale. La baisse semble se ralentir depuis 2005.

D'après l'enquête annuelle de recensement de 2004 à 2006 faite par l'Insee, le taux d'emploi des 15-64 ans (rapport entre la population active ayant un emploi et la population totale) de la Région Alsace est nettement supérieure à celui de la moyenne métropolitaine au 1er janvier 2005 (66,4% pour l'Alsace contre 63,8% pour la Métropole). D'après le recensement général de la population de 1999, le Pays de la région mulhousienne avait un taux d'emploi supérieur à la moyenne nationale (61,8 pour le Pays, 60,2% pour la France et 64,5% pour l'Alsace).

La croissance de l'emploi salarié privé est tractée en France comme dans le Pays de la région mulhousienne par le secteur des services (cf. annexe 5).

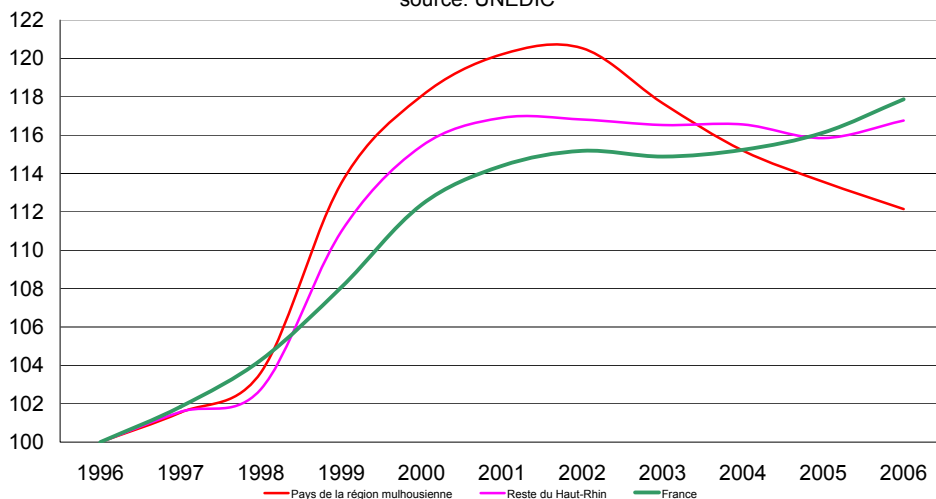
La chute de l'emploi dans le secteur de l'industrie a été plus forte dans le Pays de la région mulhousienne que dans le reste du département du Haut-Rhin et qu'à l'échelle nationale, signe probable d'une crise industrielle déclarée plus tardivement.

- Evolution comparée du travail temporaire

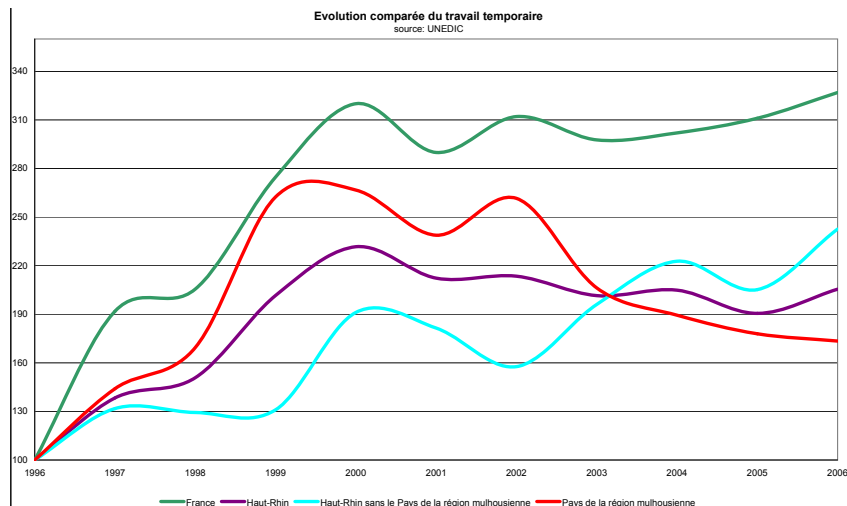
Les évolutions sont semblables d'un territoire à l'autre jusqu'en 2002. Le travail temporaire dans le Pays de la région mulhousienne connaît une baisse régulière, baisse liée à la crise dans le secteur de l'industrie.

Il est donc bien dépendant du secteur de l'industrie qui utilise l'intérim comme variable d'ajustement des effectifs à la charge de travail. Le travail temporaire répond en effet à l'exigence de flexibilité qui s'est mise en place dans le secteur industriel. Il crée en retour une précarité de l'emploi et des revenus issus du travail. Il est parfois subi par le salarié.

Evolution de l'emploi salarié privé
1996/2006
source: UNEDIC



Evolution comparée du travail temporaire
source: UNEDIC



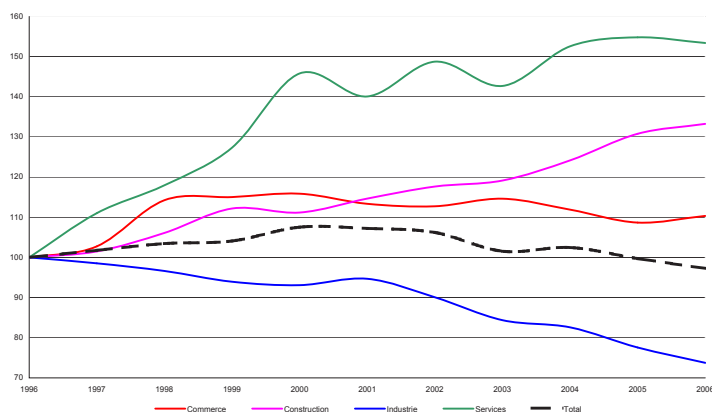
Il constitue un indicateur précieux pour juger de la vitalité du secteur industriel dans le Pays de la région mulhousienne et à contrario pour mesurer la montée de la précarité de l'emploi.

Le travail temporaire représentait 2,7% de l'emploi salarié privé total du Pays de la région mulhousienne en 1996 et 4,2% en 2006.

2.2. Evolution récente d'autres agglomérations

• Unité Urbaine de Montbéliard

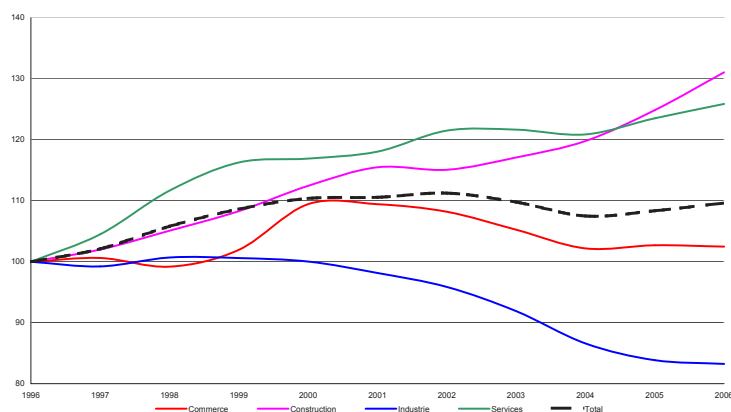
Evolution de l'emploi privé par secteur d'activité depuis 1996 (UNEDIC)



Comme beaucoup d'agglomérations très dépendantes d'une industrie lourde et traditionnelle, l'unité urbaine de Montbéliard voit l'évolution de ses effectifs salariés privés quasiment stagner entre 1996 et 2006, stagnation qui s'explique par la chute des effectifs du secteur de l'industrie (cf. annexe 6).

• Unité Urbaine de St Etienne

Evolution de l'emploi privé par secteur d'activité depuis 1996 (UNEDIC)



L'unité urbaine de St Etienne a enregistré entre 1996 et 2006 des évolutions relativement proches de celles qu'a connues le Pays de la région mulhousienne, à l'exception notable du secteur de la construction (cf. annexe 6). Le secteur des services a lui aussi crû plus fortement à St Etienne. Ces phénomènes s'expliquent peut-être par la proximité de la métropole lyonnaise.

• Unité Urbaine de Valenciennes

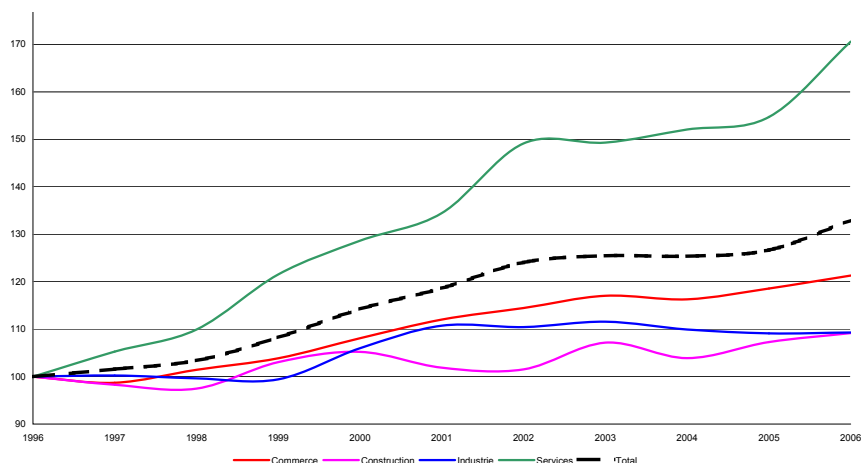
Evolution de l'emploi salarié privé depuis 1996 (UNEDIC)

L'unité urbaine de Valenciennes a connu une évolution des emplois salariés privés bien différente des autres exemples en général et du Pays de région mulhousienne en particulier.

On voit en effet que l'industrie a créé des emplois dans la période (implantation de Toyota ?) et surtout que la croissance globale des effectifs salariés entre 1996 et 2006 a été très forte (+ 33% - cf. annexe 6), croissance qui a été ressentie dans tous les secteurs, mais surtout dans le secteur des services (+ 70,5% !).



Toyota, Valenciennes
Source : clubtoyota.fr

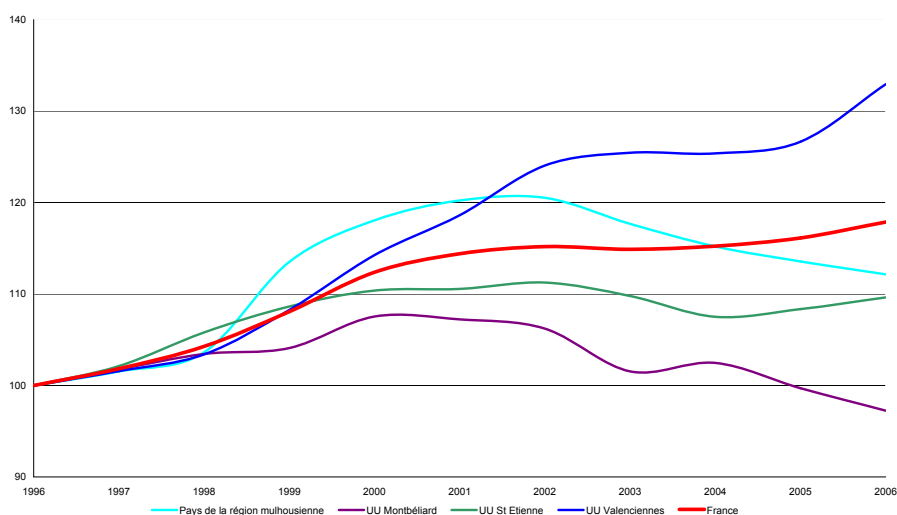


Cette différence dans l'évolution a sans doute des raisons historiques : la région de Valenciennes a été touchée assez tôt par la crise (mines, textile, industrie...) et a donc dû plus tôt réagir et trouver des solutions pour lutter contre le chômage. Elle se trouve de plus dans l'aire de rayonnement et d'influence de la Métropole lilloise et a sans doute pu bénéficier du décollage lillois. Elle a su développer sur place un savoir faire technologique en lien avec l'université.

2.3. Evolution comparée de l'emploi salarié privé

- Evolution de l'emploi salarié privé depuis 1996 (UNEDIC)

Evolution comparée de l'emploi salarié privé depuis 1996
source: UNEDIC



Ce graphique permet d'éclairer la situation du Pays de la région mulhousienne : si le décrochage vis-à-vis de la situation nationale est bien réel, le Pays n'est pas un cas isolé.

L'agglomération de Montbéliard est dans le même cas.

L'unité urbaine de Valenciennes, sans doute pour les raisons citées plus haut, échappe complètement à cette tendance.

- Evolution comparée de l'emploi salarié privé par secteur depuis 1996 (source : UNEDIC)
 - Dans le secteur du commerce, le Pays de la région mulhousienne et les unités urbaines de Montbéliard et Saint-Etienne suivent la même évolution mais à des temps différents (cf. annexe 7). La montée de l'emploi salarié privé de ce secteur s'est déroulée de 1996 à 1998 pour l'unité urbaine de Montbéliard, de 1998 à 2000 pour l'unité urbaine de Saint-Etienne et de 1998 à 2003 pour le Pays de la région mulhousienne. De 2005 à 2006, on assiste à une stagnation de l'emploi du secteur pour le Pays et l'unité urbaine de Saint-Etienne mais à une légère hausse pour l'unité urbaine de Montbéliard.
 - Dans le secteur de la construction, le Pays de la région mulhousienne suit une évolution atypique (cf. annexe 7) comparativement aux autres territoires qui ont connu une hausse de l'emploi salarié privé relativement régulière : le Pays a tout d'abord enregistré une forte hausse des effectifs de la construction de 1997 à 2001, puis une baisse de 2001 à 2005. Malgré cette hausse des effectifs survenue après 2005, la croissance des effectifs du territoire n'atteint pas celle des unités urbaines de Montbéliard et Saint-Etienne et celle de la France.

- Dans le secteur des services, alors que la France, l'unité urbaine de Saint-Etienne et surtout l'unité urbaine de Valenciennes connaissent un accroissement de leurs effectifs depuis 2004, le Pays de la région mulhousienne et l'unité urbaine de Montbéliard voient leurs effectifs stagner (cf. annexe 7). En effet, l'économie du secteur de l'industrie influe sur le secteur des services, notamment via le secteur des services aux entreprises.
- Dans le secteur de l'industrie, la chute de l'emploi salarié privé est générale (cf. annexe 7) sauf pour l'unité urbaine de Valenciennes (cf. 2.2 de ce thème).

3. L'emploi transfrontalier

Evolution du nombre de frontaliers résidant dans le Pays de la région mulhousienne et travaillant en Suisse (cf. annexe 8)

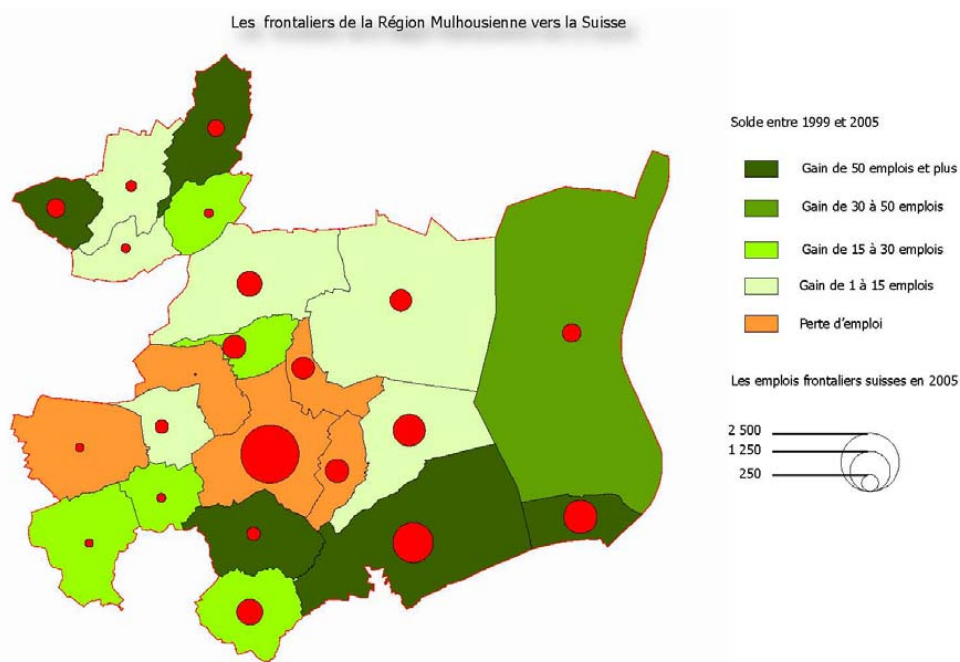
Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Nombre de frontaliers	9 079	9 672	10 051	10 047	9 971	9 777	9 278

Source: Office Fédéral de la Statistique, Suisse

L'emploi transfrontalier est un phénomène important en Alsace et plus particulièrement dans le Sud de la Région. L'influence de la proximité de l'agglomération bâloise, un des tout premiers pôles de la chimie organique et de la pharmacie à l'échelle mondiale, s'exerce sur tout le sud du Département, y compris le Pays de la région mulhousienne. Cette carte dessine aussi en creux les zones d'attractivité résidentielle du Pays.

Elle se superpose avec la carte des indices de diplôme dans le Pays de la région mulhousienne (cf. thème n°13 : Niveau de formation de la population). Le Pays est relativement dépendant de l'agglomération bâloise en ce qui concerne les emplois fortement qualifiés. L'influence des performances de l'économie de l'agglomération bâloise - sans atteindre les niveaux rencontrés à Saint Louis ou dans le Sundgau - sur l'emploi du Pays de la région mulhousienne est relativement forte.

La proximité de l'Allemagne, sans être négligeable, ne joue pas un rôle aussi important dans l'évolution de l'emploi du Pays. On ne trouve pas de grands pôles économiques aptes à attirer les salariés français de l'autre côté du Rhin. Le différentiel entre les salaires français et allemands est loin d'être aussi élevé que celui qui existe entre les salaires suisses et français.



Source : Office Fédéral Statistique, Suisse, 2005

SYNTHESE

Diagnostic

- *L'économie du Pays de la région mulhousienne vit une mutation rapide favorisant les activités de services. De 1996 à 2006, l'écart entre les services et l'industrie s'est creusé : il est passé de 13,4 points en 1996 à 23 points en 2006.*
- *La diminution de l'emploi salarié dans le Pays de la région mulhousienne depuis 2002 s'explique par la chute des emplois industriels (perte de plus de 5600 emplois en 5 ans, de 2001 à 2006).*
- *Les évolutions des performances économiques de l'agglomération bâloise ont des incidences sur l'emploi du Pays de la région mulhousienne, notamment sur les emplois fortement qualifiés.*

Dimension prospective

- *La désindustrialisation du Pays de la région mulhousienne n'est peut-être pas une fatalité. Les exemples des régions voisines du Bade Wurtemberg et de la Suisse du Nord-Ouest montrent que l'industrie peut continuer à jouer un rôle important dans l'économie, à condition de créer des activités de services à forte valeur ajoutée s'appuyant sur les savoir-faire de fabrications et de développer les potentialités en matière d'innovation et de recherche qui sont deux axes déterminants pour assurer la compétitivité des territoires.
Cependant, il est vrai que ces régions disposent d'un tissu dense de Petites et Moyennes Entreprises indépendantes en capacité d'organiser cette mutation.*
- *Le positionnement fort de l'agglomération mulhousienne en faveur du développement durable (Plan climat territorial officialisé en juillet 2007, Agenda 21 qui recueille un grand nombre de programmes d'action en matière de développement durable, présence de l'Agence locale de la maîtrise de l'énergie - Alme créée en 1999 - sur le territoire, ...) pourrait offrir à moyen terme une plus-value très forte pour l'emploi et la formation dans le Pays.*

ANNEXE 1 : L'emploi salarié couvre le champ d'application de l'assurance chômage

L'affiliation à l'assurance chômage est obligatoire pour **tout établissement du secteur privé industriel et commercial employant au moins un salarié** en vertu d'un contrat de travail écrit ou verbal, quelle que soit sa branche d'activité.

- *Les employeurs n'étant pas recensés par l'UNEDIC (exclus de l'emploi salarié privé) :*
- Les **salariés de l'État** (ministères et services extérieurs) **et des collectivités locales** (région, département et commune),
- Les **salariés des établissements publics à caractère administratif** (Banque de France, Caisse des Dépôts et Consignations, Imprimerie Nationale, hôpitaux relevant de l'Assistance publique, Offices publics d'HLM, etc...),
- Le **personnel des ambassades, consulats étrangers et organismes internationaux**,
- Les salariés des **secteurs agricoles et para agricoles** (le Crédit agricole, certains établissements liés à l'industrie laitière, des scieries, des coopératives en produits agricoles, des entrepôts de produits agricoles, la Mutualité Sociale Agricole (MSA), les organisations professionnelles et syndicales de l'Agriculture, les gardes et jardiniers, etc...). Leur recensement est effectué par les caisses de Mutualité Sociale Agricole (CMSA) qui perçoivent les cotisations dues,
- Les **employés de maison au service des particuliers** cotisant auprès des URSSAF et de l'IRCEM,
- Les salariés des **entreprises publiques à caractère industriel et commercial dépendant de l'État** (entreprises nationales, sociétés d'État, sociétés d'économie mixte d'intérêt national - ex : EDF-GDF, SNCF, RATP, PTT, Air France, Charbonnages de France, etc...),
- Les salariés des **régies départementales ou communales**,
- Les salariés des **sociétés d'économie mixte dans lesquelles les collectivités locales ont une participation majoritaire**.

Certains de ces établissements ont conclu avec l'Unédic une **convention de gestion** : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), Air France (personnel au sol), Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), Électricité/Gaz de France (EDF-GDF), **Mines de potasse d'Alsace**, ...

- *Salariés :*

Un certain nombre de catégories de personnel sont **exclues**. C'est le cas des **intermittents du cinéma, de l'audiovisuel et du spectacle ; des salariés dont le contrat de travail est suspendu** (congé sabbatique, parental ou de conversion), **des personnes en stage dans l'entreprise ainsi que des fonctionnaires de l'État en détachement dans le secteur privé**.

Depuis 1988, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont la possibilité d'adhérer à l'Assurance chômage pour leurs agents non titulaires ou non statutaires. Toutefois, ils ne sont pas intégrés dans la statistique en tant que tels mais font l'objet d'une étude particulière.

Bien que les **salariés ayant atteint l'âge normal de la retraite** (en principe 65 ans), les **personnes non liées à l'entreprise par un contrat de travail et les mandataires** (PDG, administrateurs, gérants de SARL) ne soient pas couverts par l'Assurance chômage, **ils sont recensés**, à condition qu'il y ait, par ailleurs, au moins un salarié relevant de l'Assurance chômage dans le même établissement.

Les apprentis, les titulaires de contrats de qualification/professionnalisation, de contrats aidés, de contrats jeunes en entreprise, les personnes embauchées dans le cadre des conventions de coopération, les contrats emploi consolidé, sont également inclus.

ANNEXE 2 : Les 10 plus grosses croissances d'effectifs par secteur entre 1996 et 2006

En gris apparaissent les NAF où le solde correspond sans doute à une création ou un changement d'activité (changement de code NAF).

INDUSTRIE :

	Stock 2006	solde 96/06
Fabrication de matériels de travaux publics	1456	1456
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne	1273	1118
Fabrication d'équipements automobiles	2413	675
Fabrication de sièges	509	477
Fabrication de non-tissés	513	461
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	711	456
Fabrication de compresseurs	324	324
Fabrication de médicaments	880	281
Fabrication machines spécialisées diverses	252	252
Fabrication de machines-outils à métaux	429	229

SERVICES :

	Stock 2006	solde 96/06
Aide par le travail, ateliers protégés	1793	1243
Aide à domicile	2584	1203
Activités de nettoyage	4321	1083
Restauration de type traditionnel	4054	1010
Administration d'entreprises	1456	807
Services annexes à la production	1388	695
Transports routiers de marchandises interurbains	2641	692
Routage	741	679
Sélection et mise à disposition de personnel	1305	597
Crèches et garderies d'enfants	1023	496

COMMERCE :

	Stock 2006	solde 96/06
Hypermarchés	4602	1508
Commerce de gros de fournitures et équipements industriels divers	1345	1345
Supermarchés	3097	463
Commerce de gros de matériel agricole	449	449
Centrales d'achats alimentaires	940	422
Commerce de gros de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil	403	403
Commerce de gros de matériaux de construction et d'appareils sanitaires	1130	378
Commerce de gros de matériel électrique	346	346
Commerce de gros de sucre, chocolat et confiserie	416	343
Commerce de gros de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services	323	323

CONSTRUCTION :

	Stock 2006	solde 96/06
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	1147	495
Travaux d'installation électrique	3045	442
Construction de maisons individuelles	698	396
Plâtrerie	628	356
Réalisation de réseaux	490	291
Construction de bâtiments divers	1127	274
Terrassements divers, démolition	800	254
Réalisation de couvertures par éléments	653	220
Revêtement des sols et des murs	778	148
Travaux de charpente	310	122

ANNEXE 2 bis : Définition de l'INSEE de la nomenclature « Sélection et mise à disposition de personnel »

Définition INSEE : « Sélection et mise à disposition de personnel » = cette classe comprend la recherche et la sélection de personnel (formulation des descriptions de postes ou rédaction de CV, sélection et présentation des candidats), les services spécialisés (par exemple : recherche et placement de personnel de direction, reconversion professionnelle, bilan des compétences personnelles et professionnelles, etc.), les services de mise à disposition de main d'oeuvre (sauf travail temporaire), les activités des agences de mannequins, les activités des agences de placement de jeunes filles au pair, la prestation de personnel, l'activité des « chauffeurs de chaudières » indépendants.

ANNEXE 3 : Les 10 plus grosses pertes d'effectifs par secteur entre 1996 et 2006

INDUSTRIE :

	Stock 2006	solde 96/06
Ennoblement textile	615	-1621
Fabrication de supports de données	0	-1403
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	887	-1067
Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	175	-706
Fabrication de machines pour les industries textiles	582	-677
Fabrication d'articles divers en matières plastiques	357	-584
Tissage de l'industrie cotonnière	260	-492
Fabrication d'articles de robinetterie	70	-442
Construction de véhicules automobiles	10292	-434
Fabrication de moteurs et turbines	343	-427

SERVICES :

	Stock 2006	solde 96/06
Autres enseignements	301	-480
Cantines et restaurants d'entreprises	193	-349
Laboratoires techniques de développement et de tirage	144	-158
Transports aériens réguliers	7	-146
Conditionnement à façon	77	-125
Autres transports routiers de voyageurs	119	-122
Assurance-vie et capitalisation	23	-115
Messagerie, fret express	645	-87
Blanchisserie - teinturerie de gros	51	-79
Distribution de crédit	50	-62

COMMERCE :

	Stock 2006	solde 96/06
Commerces de gros alimentaires spécialisés divers	271	-538
Commerce de gros d'habillement	111	-272
Commerce de détail de viandes et produits à base de viande	850	-186
Autres commerces de gros de biens de consommation	322	-185
Commerce de gros de produits chimiques	198	-162
Commerce de détail de textiles	101	-127
Commerce de détail d'appareils électroménagers, de radio et de télévision	608	-120
Commerce de gros de textiles	262	-116
Commerce de détail de quincaillerie	296	-112
Commerce de gros de minerais et métaux	104	-111

CONSTRUCTION :

	Stock 2006	solde 96/06
Menuiserie métallique : serrurerie	776	-360
Construction d'ouvrages d'art	82	-276
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	709	-116
Travaux de maçonnerie générale	1702	-94
Menuiserie bois et matières plastiques	1139	-70
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	70	-45
Construction de voies ferrées	5	1
Travaux maritimes et fluviaux	3	2
Travaux d'isolation	335	3
Travaux de finition n.c.a.	64	7

ANNEXE 4 : Evolution de l'emploi salarié privé du Pays de la région mulhousienne

Pays de la région mulhousienne	1996	2006	Evolution 1996/2006
Commerce	14 025	16 788	19,7%
% du total	18,8%	19,4%	
Construction	5 517	6 300	14,2%
% du total	7,2%	7,3%	
Industrie	26 708	21 817	-18,3%
% du total	30,3%	25,2%	
Services	30 978	41 702	34,6%
% du total	43,7%	48,2%	
Total	77 228	86 607	12,1%

ANNEXE 5 : Evolution comparée de l'emploi salarié privé

1996	Pays de la région mulhousienne	Haut-Rhin	France
Agriculture	3	17	9 652
% du total	0%	0%	0%
Commerce	14 025	30 126	2 633 961
% du total	18%	17%	19%
Construction	5 517	14 909	1 130 009
% du total	7%	9%	8%
Industrie	26 708	66 989	3 797 072
% du total	35%	38%	28%
Services	30 978	62 701	6 200 751
% du total	40%	36%	45%
Total	77 231	174 742	13 771 445

2006	Pays de la région mulhousienne	Haut-Rhin	France
Agriculture	6	15	10 252
% du total	0%	0%	0%
Commerce	16 788	36 947	3 009 237
% du total	19%	18%	19%
Construction	6 300	17 468	1 395 096
% du total	7%	9%	9%
Industrie	21 817	60 683	3 427 591
% du total	25%	30%	21%
Services	41 702	85 354	8 390 309
% du total	48%	43%	52%
Total	86 613	200 467	16 232 485

EVOLUTION 1996/2006	Pays de la région mulhousienne	Haut-Rhin	France
Agriculture	-	-11,8%	6,2%
Commerce	19,7%	22,6%	14,2%
Construction	14,2%	17,2%	23,5%
Industrie	-18,3%	-9,4%	-9,7%
Services	34,6%	36,1%	35,3%
Total	12,1%	14,7%	17,9%

ANNEXE 6 : Evolution de l'emploi salarié privé d'autres unités urbaines

- Unité Urbaine de Montbéliard

UU Montbéliard	1996	2006	Evolution 96/06
Commerce	4 761	5 253	10,3%
% du total	10,4%	11,8%	
Construction	2 069	2 757	33,3%
% du total	4,5%	6,2%	
Industrie	29 288	21 598	-26,3%
% du total	63,7%	48,3%	
Services	9 828	15 075	53,4%
% du total	21,4%	33,7%	
Total	45 946	44 683	-2,7%

- Unité Urbaine de St Etienne

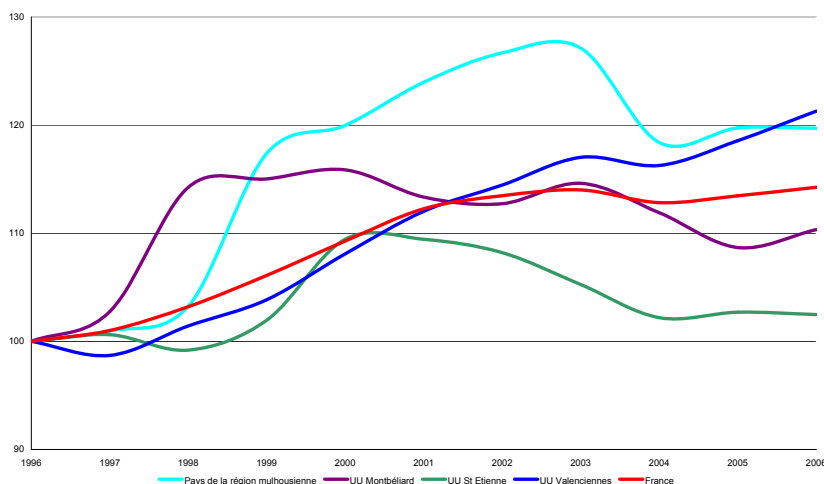
UU St Etienne	1996	2006	Evolution 96/06
Commerce	15 016	15 388	2,5%
% du total	18,0%	16,8%	
Construction	5 485	7 189	31,1%
% du total	6,6%	7,9%	
Industrie	24 246	20 182	-16,8%
% du total	29,0%	22,0%	
Services	38 783	48 819	25,9%
% du total	46,4%	53,3%	
Total	83 530	91 578	9,6%

- Unité Urbaine de Valenciennes

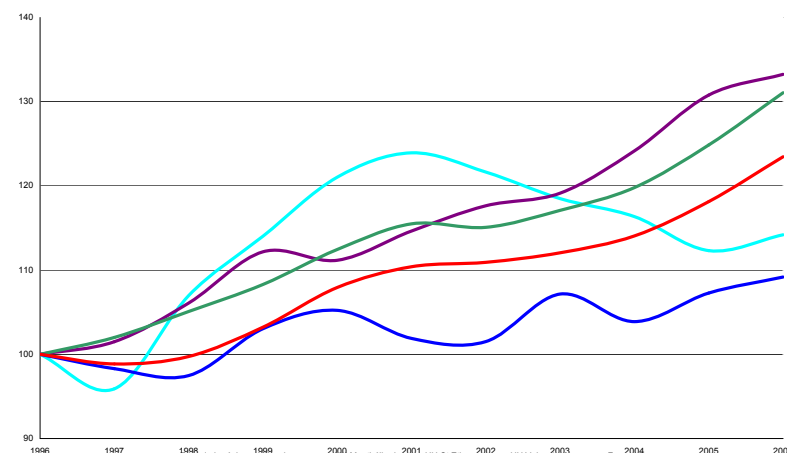
UU Valenciennes	1996	2006	Evolution 96/06
Commerce	12 037	14 600	21,3%
% du total	17,8%	16,3%	
Construction	5 154	5 627	9,2%
% du total	7,6%	6,3%	
Industrie	26 632	29 105	9,3%
% du total	39,4%	32,4%	
Services	23 702	40 432	70,6%
% du total	35,1%	45,0%	
Total	67 525	89 764	32,9%

ANNEXE 7 : Evolution comparée de l'emploi salarié privé depuis 1996 (source : UNEDIC)

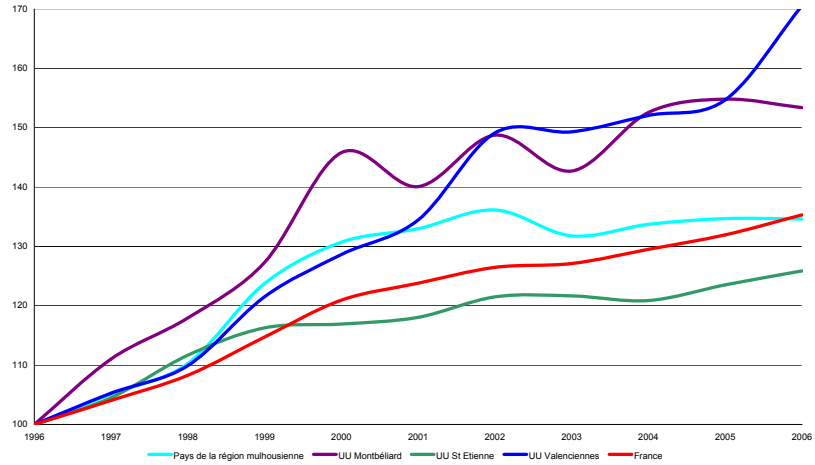
COMMERCE



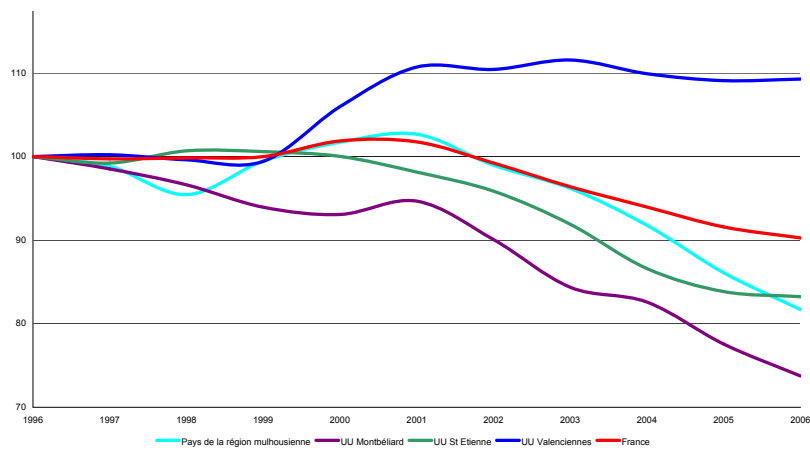
CONSTRUCTION



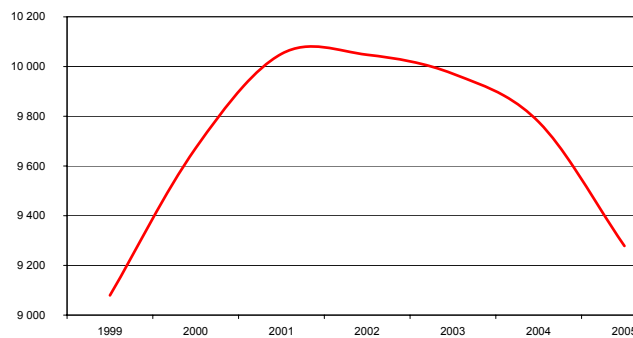
SERVICES



INDUSTRIE



ANNEXE 8 : Evolution du nombre de frontaliers résidant dans le Pays de la région mulhousienne et travaillant en Suisse





Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 10 :
La demande d'emploi

La baisse du chômage
ne profite pas à tous les
demandeurs d'emploi.

1. Evolution du taux de chômage depuis 2002 (INSEE et B.I.T)

Du fait de la disponibilité des données, l'étude du taux de chômage s'effectue sur le bassin d'emploi de Mulhouse (59 communes) et non sur le Pays de la région mulhousienne (38 communes). Le Pays de la région mulhousienne recouvre 86% de la population de la zone d'emploi de Mulhouse et 3% de la population du Pays se situent hors de la zone d'emploi (Source : RGP 99).

Bien que le taux de chômage soit à la baisse depuis 2005, il reste élevé sur le bassin d'emploi de Mulhouse. Il était encore supérieur à 10% au deuxième trimestre 2007.

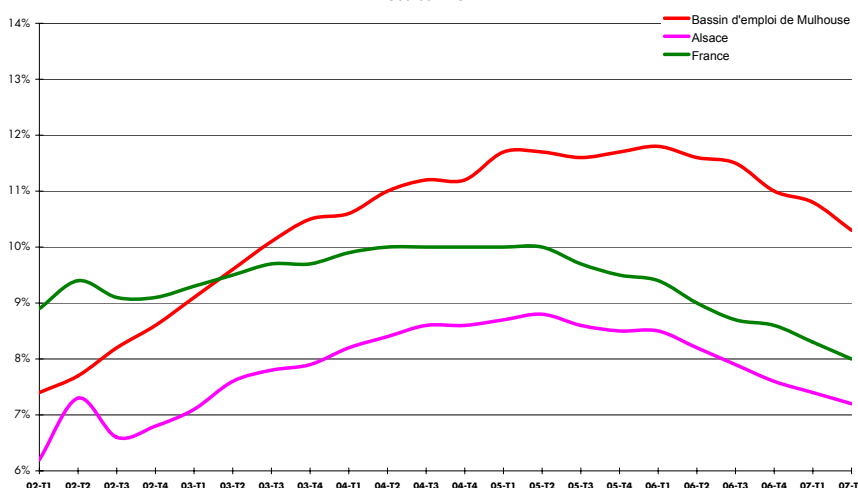
De plus, depuis juin 2002, l'écart entre le bassin d'emploi et la Région Alsace s'est creusé (écart de 0,4 point en juin 2002, de 2 points en juin 2003, de 2,6 points en juin 2004, de 2,9 points en juin 2005 et de 3,4 points en juin 2006). Cependant, on note une embellie sur le second trimestre 2007 puisque l'écart est de 3,1%.

La dynamique d'évolution du taux de chômage du bassin d'emploi de Mulhouse est similaire à celle de la Région Alsace. Il apparaît donc que le bassin d'emploi mulhousien a été plus durement touché par la hausse du taux de chômage observée entre 2001 et 2004.

En effet, depuis 2001, le Pays de la région mulhousienne subit un ralentissement général de son économie. L'emploi salarié industriel est en net recul et la diversification de l'industrie ainsi que la création d'emplois dans le secteur des services n'amortissent plus les baisses d'emplois. Le bassin d'emploi subit donc de plein fouet les mutations économiques en cours.

La baisse de l'emploi frontalier est une des raisons de cette dynamique d'évolution. En effet, alors que le nombre de frontaliers résidant dans le Pays de la région mulhousienne et travaillant en Suisse était en hausse jusqu'en 2001 (cf. Thème n°9 : Emploi total), il est en baisse ininterrompue depuis (- 5,1% en 2005 par rapport à 2004 - source : Office Fédéral de la Statistique, Suisse).

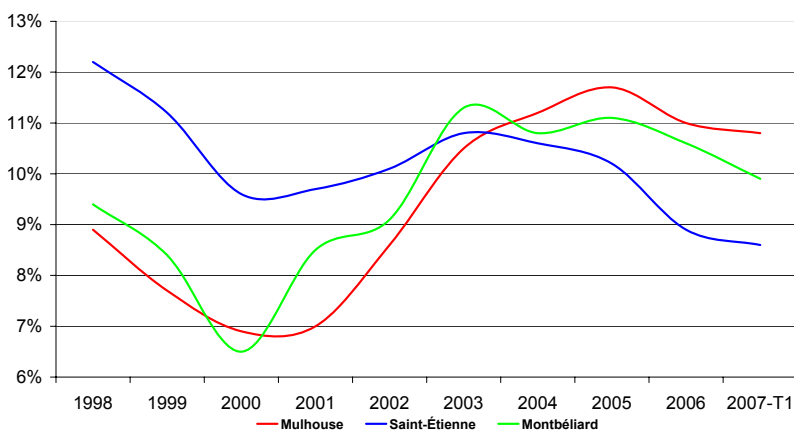
Evolution trimestrielle du taux de chômage
Source: INSEE



Comparaison avec d'autres unités

Pour une mise en perspective des évolutions du Pays de la région mulhousienne, il est apparu pertinent que l'observation s'appuie sur des comparaisons avec des territoires dont l'histoire urbaine et économique sont proches de celle du Pays de la région mulhousienne. A ce titre, Valenciennes, Montbéliard et Saint-Etienne ont été retenus.

Evolution du taux de chômage -zones d'emploi-



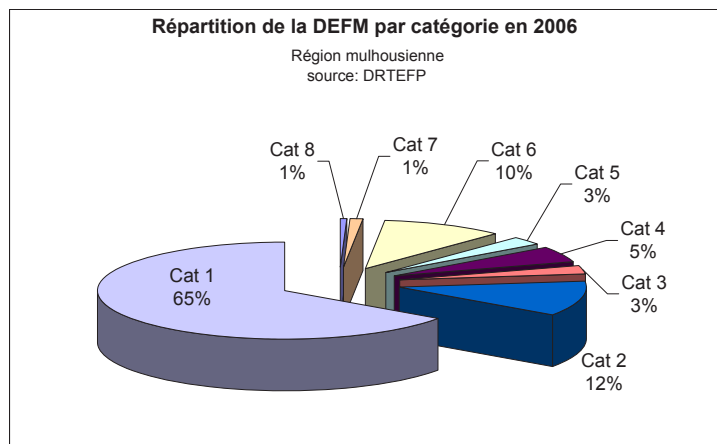
En terme de volume d'emplois privés, la zone d'emploi de Mulhouse (90 421 emplois privés en 2006 - Source UNEDIC) se situe entre les zones d'emploi de Montbéliard et de Saint-Étienne (respectivement 55 701 et 134 417 emplois salariés privés en 2006).

En terme de volume d'établissements, Mulhouse et Montbéliard sont plus proches (respectivement 7 202 et 3 569 établissements en 2006 - Source UNEDIC). De ce fait, les dynamiques d'évolution sont plus prononcées. A Saint-Étienne, la dynamique est plus lisse puisque la zone d'emploi regroupe 12 993 établissements en 2006 et qu'il n'y a pas de très grand groupe, contrairement aux zones de Mulhouse et Montbéliard (PSA).

2. Evolution de la demande d'emploi

Répartition des demandeurs d'emploi par catégorie

Les demandeurs d'emploi sont répartis en 8 catégories (cf. annexe 1) selon leur disponibilité et la durée du contrat qu'ils recherchent (temps complet, partiel,...).



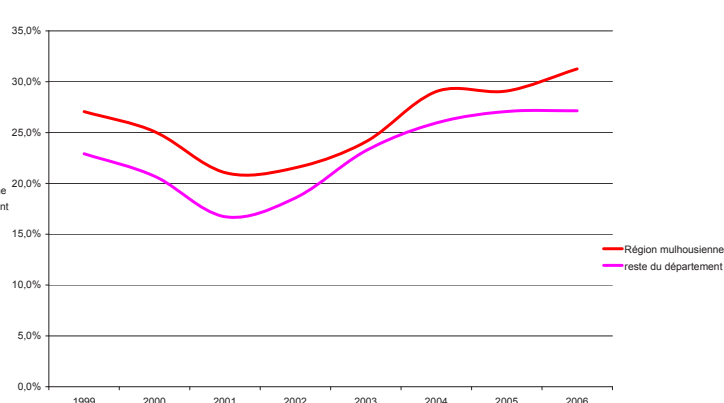
Agence ANPE Mulhouse Glück
Source : AURM

2.1. Les chômeurs de longue durée (DRTEFP/DARES)

Evolution du nombre de chômeurs de longue durée (> 1 an) depuis 1999
Source: DRTEFP



Evolution de la part des chômeurs de longue durée depuis 1999
Source: DRTEFP



Le Pays de la région mulhousienne concentre près de la moitié des chômeurs de longue durée du Département.

Le chômage de longue durée se mesure par le nombre de chômeurs de plus d'une année rapporté au nombre total de chômeurs. C'est un indicateur important pour distinguer chômage structurel et chômage conjoncturel. L'ancienneté au chômage apparaît comme le frein le plus important pour reprendre une activité, quel que soit le contexte économique. La probabilité de retrouver un emploi décroît lorsque l'ancienneté au chômage s'installe durablement. De plus, lorsque le niveau du chômage est important, les recruteurs s'orientent vers des profils différents, car être chômeur de très longue durée (ancienneté dans le chômage de plus de deux ans) peut être considéré comme le signe d'une difficulté ou d'une incapacité à s'adapter aux nouvelles contraintes du monde du travail.

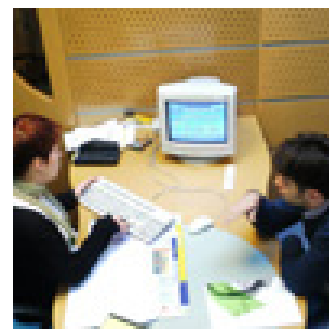
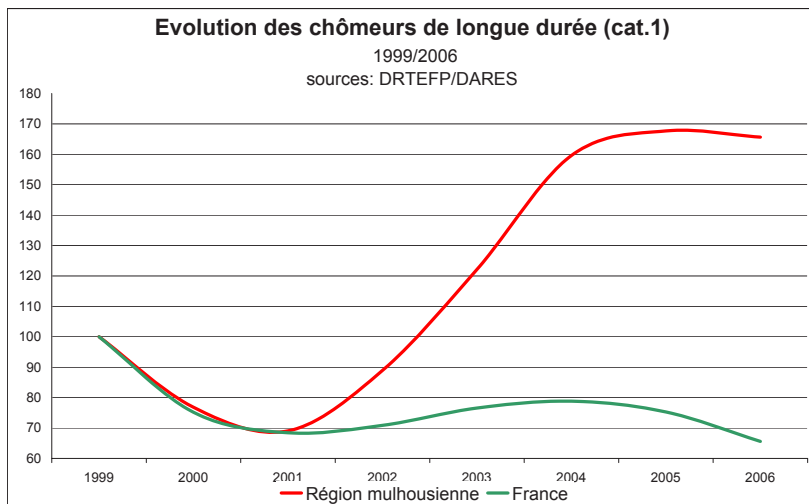
Néanmoins, le volume de chômeurs de longue durée dans le Pays a connu une légère baisse entre 2005 et 2006. Cependant la part des chômeurs de longue durée continue d'augmenter en 2006 pour atteindre plus de 30%. A titre de comparaison, la part des chômeurs de longue durée est de 29,8% dans la Communauté d'agglomération du Pays de Montbéliard.

Les évolutions du chômage de longue durée et du chômage structurel sont fortement corrélées.

Face aux mutations du marché du travail (cf. Thème n°9 : Emploi total), le socle des chômeurs de longue durée reflète la difficile réinsertion de certains demandeurs d'emploi.

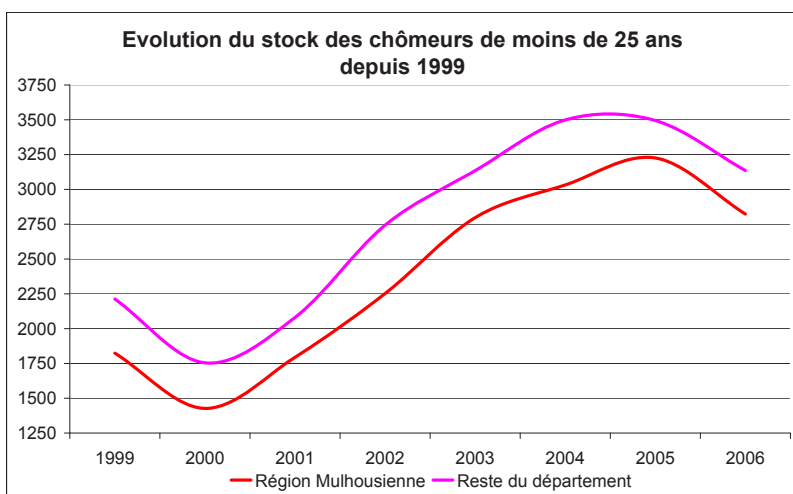
Comparaison avec des échelles supérieures

On retrouve ici les mêmes évolutions que le taux de chômage, à savoir un décrochage marqué à partir de 2001 mais aussi un retour à une baisse légère depuis 2005. On notera cependant une forte amplification de l'écart observé entre la situation française et celle du Pays de la région mulhousienne.



Demandeur d'emploi en entretien
Source: ANPE

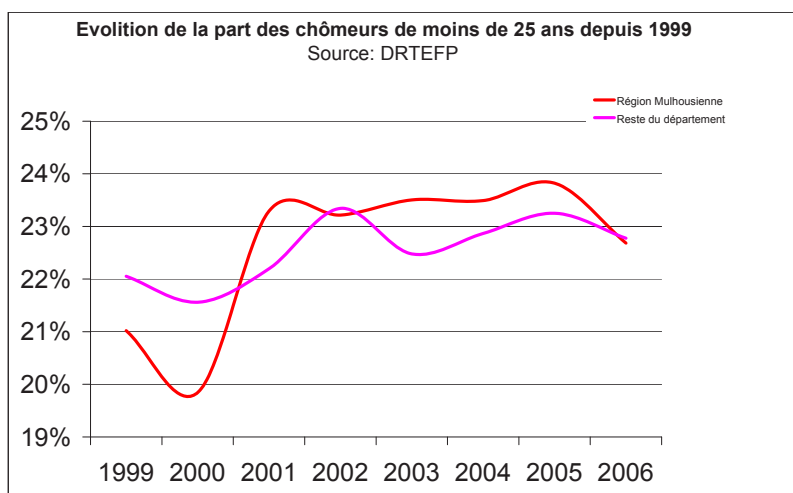
2.2. Les chômeurs de moins de 25 ans (DRTEFP/DARES)



L'évolution du volume de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (catégorie 1) suit la même tendance que celle des demandeurs d'emploi de longue durée.

Néanmoins, les moins de 25 ans sont les premiers bénéficiaires du recul du chômage : leur nombre baisse depuis 2005 et leur part dans le nombre total de chômeurs aussi.

Au-delà de la conjoncture, les déterminants individuels des chômeurs jouent un rôle majeur : le retour à l'emploi est plus facile pour les jeunes et les diplômés. Le chômage des jeunes serait-il dû à une inadéquation entre l'offre de formation et la réalité du marché du travail local ? (cf. Thème n° 14 : Formation initiale).



Les jeunes recherchent plus souvent un emploi à durée indéterminée à temps plein, ils sont de ce fait inscrits en catégorie 1, d'où leur part importante dans le nombre total de chômeurs.

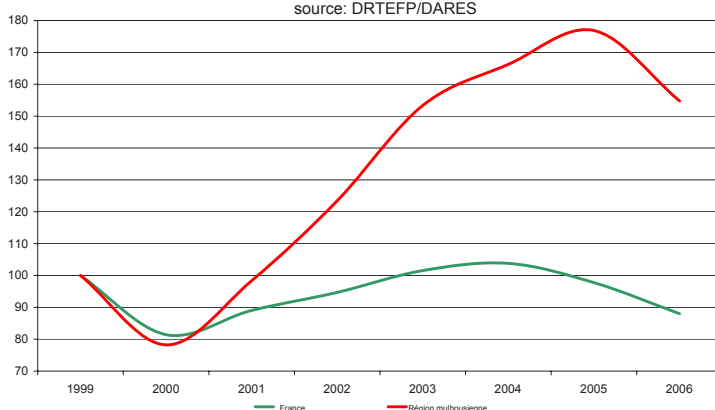
La hausse du chômage des jeunes à partir de 2000 pourrait éventuellement s'expliquer par l'abandon du service militaire obligatoire (loi du 28 octobre 1997). En effet, l'appel sous les drapeaux a été suspendu pour tous les Français qui sont nés après le 31 décembre 1978 et donc qui ont eu 21 ans en 2000.

Comparaison avec des échelles supérieures

Comme pour les chômeurs de longue durée, on retrouve ici les mêmes évolutions que le taux de chômage : décrochage marqué à partir de 2001 mais aussi un retour à une baisse depuis 2005.

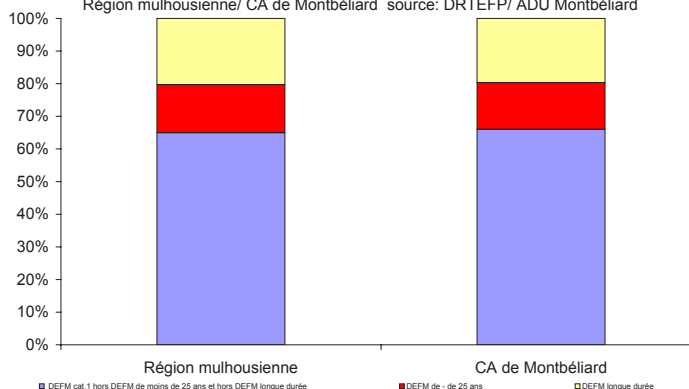
Evolution des chômeurs de moins de 25 ans (cat.1)

source: DRTEFP/DARES



Comparaison de la structure des DEFM de cat.1 en 2006

Région mulhousienne/ CA de Montbéliard source: DRTEFP/ ADU Montbéliard

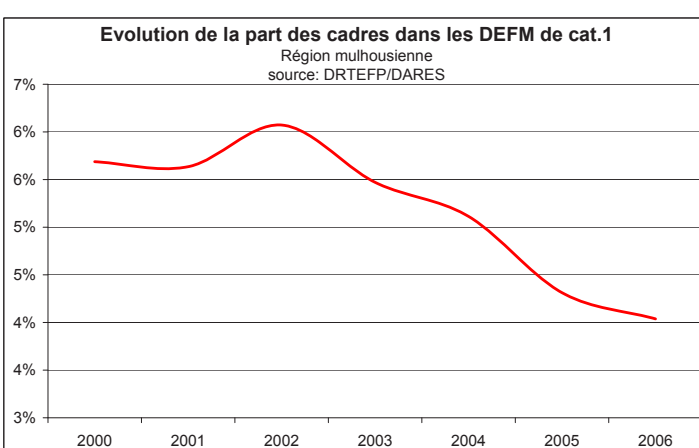
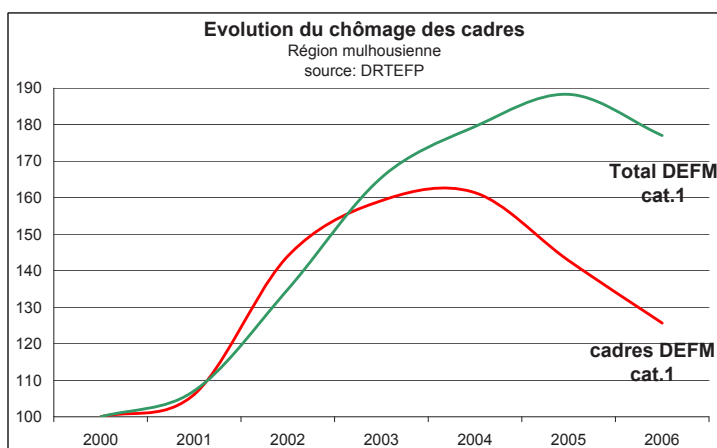


Comparaison avec d'autres agglomérations

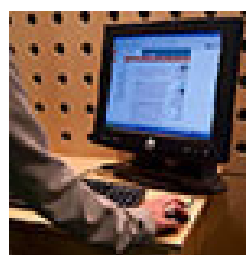
La structure de la demande d'emploi du Pays de la région mulhousienne est quasiment identique à celle de la Communauté d'Agglomération de Montbéliard. Ces deux territoires ont une vocation industrielle et les effets du ralentissement général de leur économie ont les mêmes conséquences sur la structure de la demande d'emploi.

2.3. Niveau de qualification des demandeurs d'emploi : le chômage des cadres et le niveau de qualification des chômeurs de moins de 25 ans (STMT/DRTEFP/DARES)

• Le chômage chez les cadres



Le nombre de cadres parmi les demandeurs d'emploi de catégorie 1 est un indicateur très intéressant. S'il suit une évolution comparable à la DEFM (Demande d'Emploi Fin de Mois) de catégorie 1 dans son ensemble entre 2000 et 2002, il connaît une évolution différente à partir de 2003 : la hausse est moins forte que pour l'ensemble des chômeurs et surtout la baisse est enregistrée dès 2004.



Source : APEC



Agence ANPE Mulhouse Centre
Source : AURM

Logiquement mieux protégés contre le chômage, les cadres sont parmi les premières catégories socio-professionnelles à profiter d'une reprise du marché local du travail. Cependant, le volume de cadres au chômage est faible (514 demandeurs d'emploi cadres inscrits à l'ANPE à fin décembre 2006, soit 4% de la demande d'emploi catégorie 1 totale).

• *Le niveau de formation des chômeurs de moins de 25 ans de catégorie 1 en 2006*

En 2006, on dénombrait 2823 chômeurs de moins de 25 ans de catégorie 1, soit environ 72% de l'ensemble des chômeurs de moins de 25 ans toutes catégories (3883). Ces jeunes chômeurs de catégorie 1 représentent 22,7% de l'ensemble des DEFM de catégorie 1.

		Nombre	Part
Niveau I-II	BAC + 3 OU PLUS	73	2,6%
Niveau III	BAC + 2	224	7,9%
Niveau IV	BAC BTN BT BP	552	19,6%
Niveau V	BEP CAP	1526	54,1%
Niveau V bis	BIS CEP SES	241	8,5%
Niveau VI	1ER CYCLE 2EME DEGRE	178	6,3%
NON PRECISE		29	1,0%

Source : DRTEFP

La proportion des jeunes demandeurs d'emploi ayant un CAP ou un BEP est très importante (54,1%). L'orientation industrielle du territoire entraîne une proportion élevée de titulaires de CAP et de BEP. L'importance de cette proportion est due au ralentissement économique du secteur de l'industrie. Elle est le reflet d'une inadéquation entre l'offre de formation (encore fortement tournée vers l'industrie) et les réalités du marché du travail local. Paradoxalement, les jeunes diplômés sortant du CFA (Centre de Formation pour Adultes) Industriel de Mulhouse ne semblent pas avoir de difficulté d'insertion dans l'emploi (cf. Thème n° 14 : Formation initiale).

La proportion des jeunes demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme supérieur au bac+3 est très faible (2,6%).

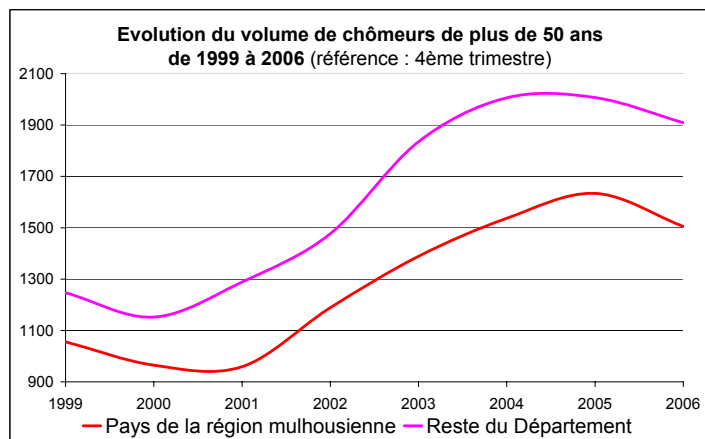
Le faible niveau de cette proportion peut avoir diverses explications :

- Le mouvement d'entrée/sortie des jeunes cadres demandeurs d'emploi est plus important que celui des autres demandeurs.
- La mobilité des cadres est plus forte.
- L'Université de Haute Alsace à Mulhouse ne propose pas toutes les formations nécessaires (cf. Thème n°15 : Enseignement supérieur) et ne jouit pas de la même notoriété que le pôle universitaire de Strasbourg : les jeunes désirant s'orienter vers des études supérieures ont tendance à aller vers d'autres agglomérations (16% des effectifs alsaciens de 2006 sont inscrits à l'Université Haute Alsace).



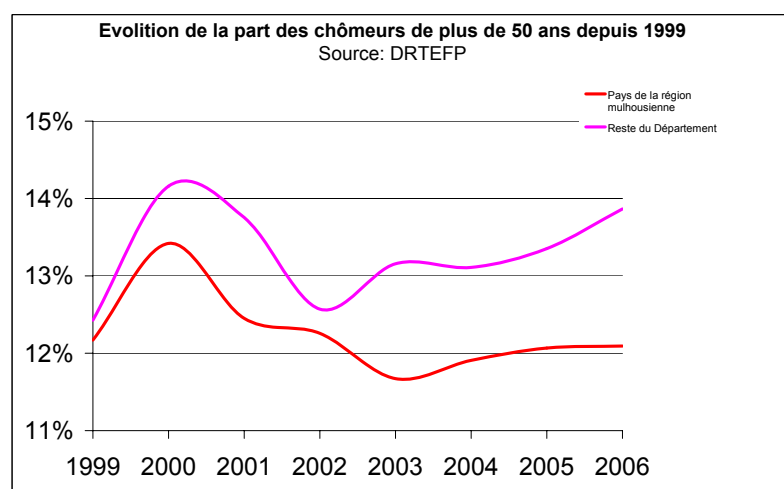
Antenne Assedic Mulhouse Glück
Source : AURM

2.4. Les chômeurs de 50 ans et plus (DRTEFP/DARES)



L'évolution du volume de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans suit la même dynamique structurelle que celle des moins de 25 ans et des chômeurs de longue durée.

Tandis que le Pays de la région mulhousienne enregistre une baisse de 12% des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans après un pic en 2005, le volume des plus de 50 ans a diminué de 8%.



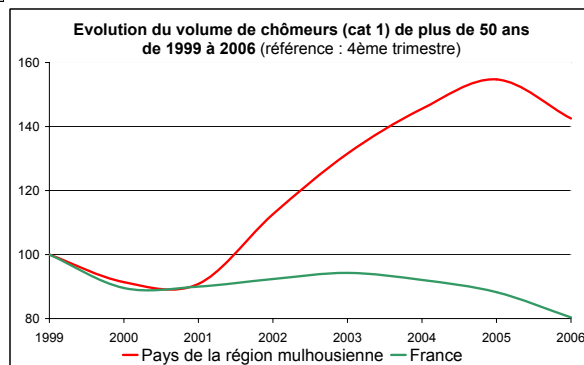
Jusqu'en 2004, l'évolution de la part des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans dans le Pays de la région mulhousienne suit la même tendance que celle du reste du Haut-Rhin.

Depuis, la part des seniors dans la demande d'emploi stagne pour le Pays alors qu'elle est en hausse pour le reste du Haut-Rhin (+0,5 point).

Comparaison avec des échelles supérieures

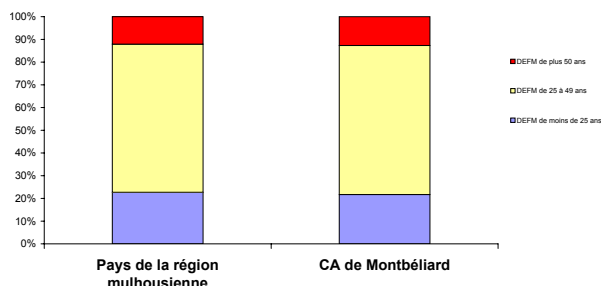
Comme pour les chômeurs de longue durée et les jeunes, on retrouve ici les mêmes évolutions : un décrochage marqué à partir de 2001 et un retour à une baisse depuis 2005.

Comparaison avec d'autres agglomérations



Comparaison de la structure par âge de la DEFM (cat 1) en 2006

Pays de la région mulhousienne/ CA de Montbéliard source: DRTEFP/ ADU Montbéliard



La structure de la demande d'emploi par âge du Pays de la région mulhousienne est quasiment identique à celle de la Communauté d'Agglomération de Montbéliard. La part des moins de 25 ans est cependant plus importante sur le Pays (+1 point par rapport à la CA de Montbéliard) et celle des plus de 50 ans est légèrement plus faible (-0,6 point).

Les chômeurs seniors sont moins nombreux que les jeunes. Néanmoins, au regard du recul de l'âge de la retraite à 65 ans et du durcissement de la règle concernant la dispense de recherche d'emploi (actuellement à 57,5 ans), cet écart risque de se reserrer. Même s'ils sont moins exposés que ces derniers au risque de perte d'emploi, les seniors, une fois au chômage, ont plus de difficultés à se réinsérer sur le marché du travail.

2.5. Les demandeurs d'emploi travailleurs handicapés (DRTEFP/DARES/ANPE)

- *Demandeurs d'emploi travailleurs handicapés du Pays de la région mulhousienne (2006)*

Catégorie	1	2	3	4	5	6	7	8	Total
DEFM TH 2006	809	466	42	77	56	66	24	3	1 543
DEFM 2007	12 445	2 207	538	1 033	533	1 974	220	121	19 071
Part TH	7%	21%	8%	7%	11%	3%	11%	2%	8%

Source : DRTEFP

Sur le territoire, la part des demandeurs d'emploi travailleurs handicapés (toutes catégories) est de 8% de la demande totale.

La majorité des demandeurs d'emploi travailleurs handicapés (52,5%) recherchent un emploi à durée indéterminé à temps plein. En revanche, beaucoup éprouvent des difficultés physiques à assurer un emploi à temps plein. 21% des demandeurs de catégorie 2 sont des travailleurs handicapés (cf. annexe 1 : définitions des 8 catégories de demande d'emploi).

- *Catégories professionnelles des demandeurs d'emploi travailleurs handicapés de la zone d'emploi de Mulhouse (2006)*



Du fait de la disponibilité des données, cette partie concerne les demandeurs d'emploi travailleurs handicapés de la zone d'emploi de Mulhouse (cf. introduction de la partie 1 de ce thème).

La part des demandeurs d'emploi travailleurs handicapés dans la demande d'emploi toutes catégories hors 4 et 5 de la zone d'emploi de Mulhouse est la même que celle de la Région Alsace (7% - cf. annexe 2).

Cette proportion est quasi équivalente à celle du Pays pour les mêmes catégories, soit 8% (cf. ci-dessus).

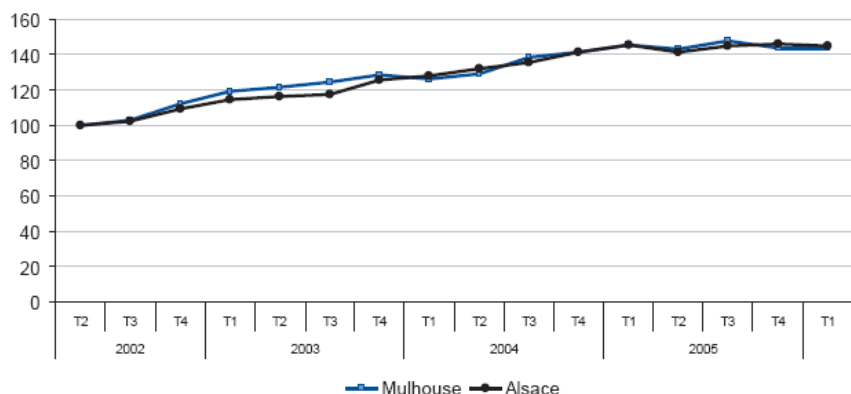


Les catégories professionnelles ayant une proportion de demandeurs d'emploi travailleurs handicapés élevée sont : (cf. annexe 2)

- le personnel de l'agriculture et de la pêche (17% pour la zone d'emploi et 15% pour la Région) : éleveur/soigneur de chevaux (25% de travailleurs handicapés), jardinier d'espaces verts (20%), éleveur spécialisé en productions rares (17%) et maraîcher-horticulteur (15%).
 - la maîtrise industrielle (13% contre 5% en Région) : agent d'encadrement des industries de process (17%), agent d'encadrement de maintenance (11%) et agent d'encadrement de la construction mécanique (10%).
 - le personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois - 11% contre 9%) : opérateur d'atelier de coupe des industries des matériaux souples (50%), conducteur de machines d'ennoblissement textile (33%), opérateur d'entretien des articles textiles (29%), ...
 - le personnel des services aux personnes et à la collectivité (10% pour les deux échelles) : agent de gardiennage et d'entretien (43%), employé technique des services funéraires (40%), agent de sécurité et de surveillance (15%), ...
- *Principaux secteurs d'emploi des travailleurs handicapés (source : Observatoire Régional de la Santé d'Alsace)*

L'industrie manufacturière est le premier secteur d'emploi des travailleurs handicapés (cf. annexe 3) mais la proportion des salariés qu'elle emploie est bien plus faible que dans la plupart des zones d'emploi de la Région alors que les secteurs du commerce/réparations automobiles et d'articles domestiques, de la santé et action sociale, et de l'immobilier/location et services aux entreprises emploient des proportions relativement importantes de travailleurs handicapés. Cela témoigne d'une intégration de ce public plus diversifiée que dans les autres zones d'emploi alsaciennes.

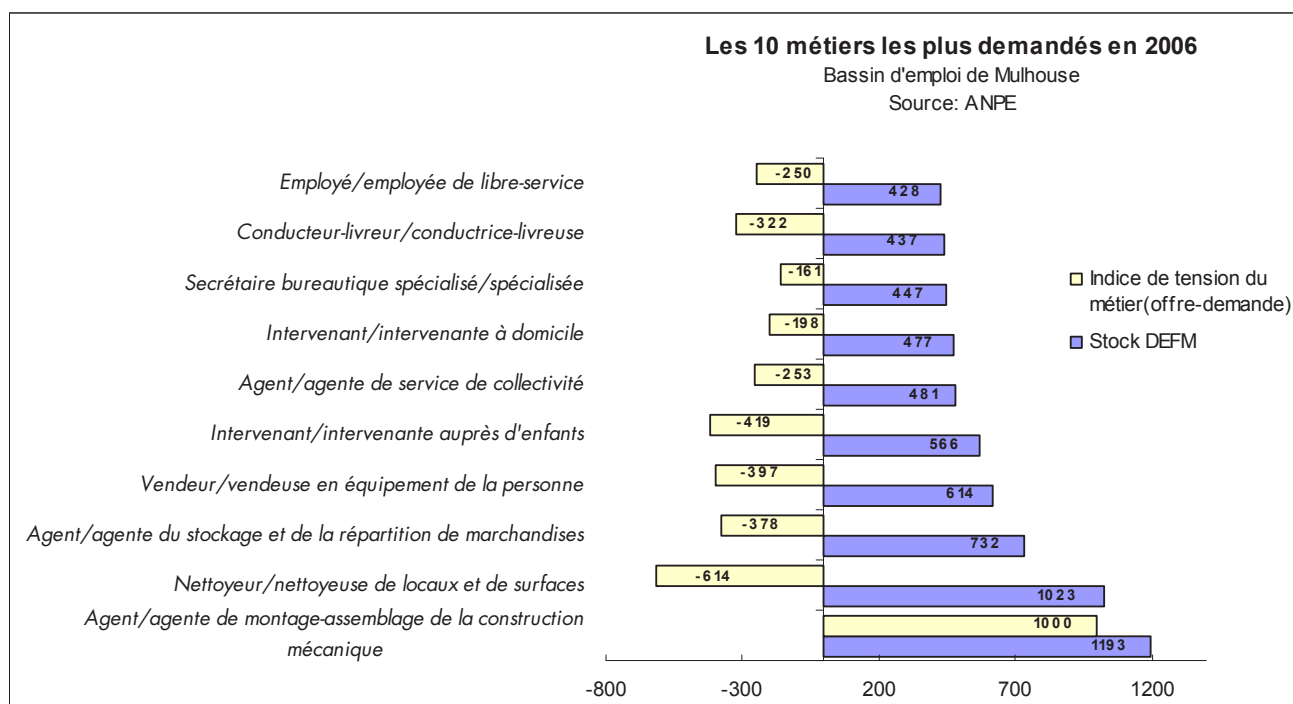
- Evolution des effectifs de demandeurs d'emploi travailleurs handicapés (base 100 : 2ème trimestre 2002)



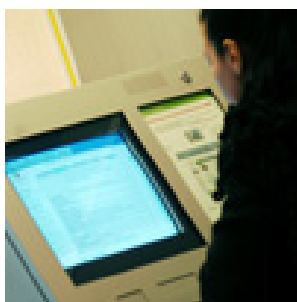
Source : DRTEFP - Demandeurs d'emploi de catégorie 1, 2 et 3

Malgré l'obligation d'employer des travailleurs handicapés dans les entreprises (6% des effectifs), la présence d'établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ainsi que d'entreprises adaptées (cf. annexe 4), les demandeurs d'emploi handicapés (catégories 1, 2 et 3) voient leurs effectifs augmenter nettement entre 2002 et 2005 (+43 %), ce qui est comparable à l'évolution observée en moyenne régionale sur la même période (+45%).

2.6. Les 10 métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi



(ANPE)



Parmi les 10 métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi, seul celui d'agent de montage-assemblage de la construction mécanique est en tension, c'est-à-dire qu'il y a plus d'offres enregistrées que de demandeurs d'emploi. La question de la réorientation des demandeurs d'emploi vers des métiers en tension et des moyens à mettre en place pour y répondre se pose donc.

Demandeur d'emploi consultant les offres
Source : ANPE

SYNTHESE

Diagnostic

- **L'embellie récente** sur le front du chômage profite principalement aux jeunes (-12% en 2006 par rapport à 2005), aux cadres (-12%) et aux seniors (-8%).
- **L'écart** entre le bassin d'emploi de Mulhouse et la France **se réduit**.

Dimension prospective

- Du fait du **ralentissement de l'économie dans le secteur de l'industrie**, la proportion des jeunes demandeurs d'emploi ayant un niveau inférieur ou égal au CAP/BEP est forte (proportion importante de CAP/BEP orientés vers les formations industrielles). Afin de rendre plus aisée l'intégration de ces jeunes sur le marché du travail et leur assurer une certaine **flexibilité**, il est nécessaire de créer des **formations polyvalentes** permettant de répondre aux besoins des entreprises en matière de main d'oeuvre, à moyen terme et à long terme. En effet, de nouvelles formes de travail existent ; les groupements d'employeurs, tels que GEbosse, ont pour but d'aider les entreprises adhérentes à mutualiser et gérer leurs besoins en compétences.
- Dans le Pays de la région mulhousienne, les services ont créés en 10 ans (de 1996 à 2006) près de 11 000 emplois, le commerce près de 2 800, la construction près de 800. Dans certains domaines, l'offre de formations initiales et de l'enseignement supérieur a suivi ces évolutions. C'est le cas notamment du domaine du commerce et de la vente qui concentrent 6% des effectifs lycéens du Pays, 16% des effectifs des Centres de Formation pour Adultes et près de 14% des effectifs de l'enseignement supérieur en lycée et CFA (cf. Thème n° 14 : Formation initiale et Thème n° 15 : Enseignement supérieur). Dans d'autres domaines, tels que l'accueil, l'hôtellerie et le tourisme, l'offre de formation est en inadéquation avec le marché local (cf. Thèmes n° 14 et 15).
- D'après l'ANPE, plus de 75% des offres comportent une **mention de diplôme**, ce qui exclut les demandeurs d'emploi sans diplôme mais expérimentés. C'est un réel enjeu qui invite à **revoir les modes et critères de recrutement**. De plus, on observe une **discrimination** à l'embauche touchant les jeunes diplômés (notamment pour les jeunes vivant en ZUS) et les seniors sans diplôme.
Pour les **jeunes demandeurs d'emploi sans qualification**, l'ANPE a mis en place une **plateforme de vocation** qui propose des évaluations sur les habiletés à exercer des métiers pour lesquels il existe de réelles opportunités d'embauche, tels que les métiers de l'hôtellerie-restauration (pour lesquels les formations sont rares dans le Pays - cf. Thème n° 14 : Formation initiale), de la santé, du bâtiment et des travaux publics, ...

ANNEXE 1 : Définition des 8 catégories de la demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont répartis en 8 catégories selon leur disponibilité et la durée du contrat qu'ils recherchent (temps complet, partiel,...).

Les personnes sans emploi immédiatement disponibles et les situations assimilées

CATEGORIE 1 Il s'agit des personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi en CDI à plein temps.

CATEGORIE 2 Ce sont les personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi en CDI à temps partiel.

CATEGORIE 3 Il s'agit des personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi en CDD, temporaire ou saisonnier, y compris de très courte durée.

Les personnes avec ou sans emploi non immédiatement disponibles

CATEGORIE 4 Ce sont les personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi (par exemple les personnes en arrêt maladie ou en action de formation).

CATEGORIE 5 Ce sont les personnes pourvues d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi.

Les personnes avec emploi, non immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi

CATEGORIE 6 Ce sont les personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un autre emploi, en CDI à plein temps, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (par exemple, les personnes effectuant leur préavis suite à un licenciement et les personnes ayant exercé une activité occasionnelle ou réduite de plus de 78 heures dans le mois d'actualisation).

CATEGORIE 7 Personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un autre emploi, en CDI à temps partiel, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

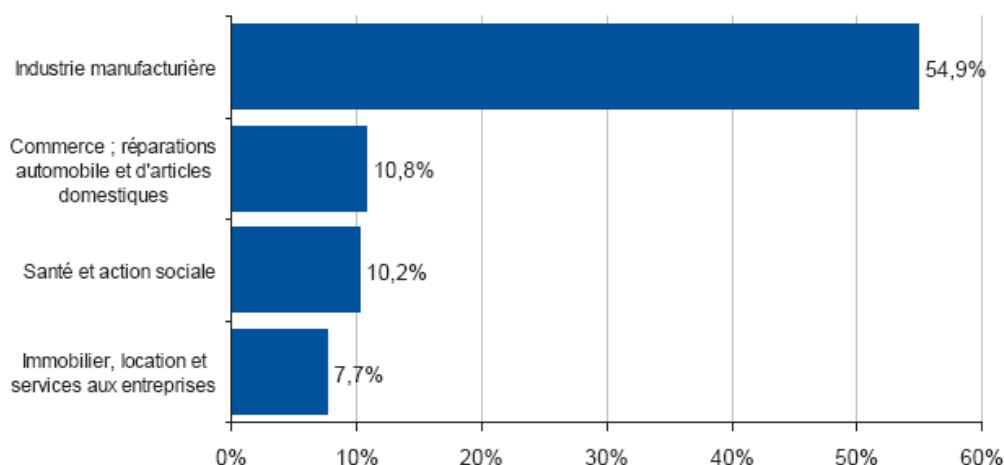
CATEGORIE 8 Il s'agit des personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un autre emploi, en CDD, temporaire ou saisonnier y compris de très courte durée, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

ANNEXE 2 : Demandeurs d'emploi travailleurs handicapés par catégories professionnelles (fin décembre 2006)

	Zone d'emploi de Mulhouse			Alsace		
	DEFM	DEFM TH	Part TH	DEFM	DEFM TH	Part TH
Toute catégorie professionnelle	18793	1321	7%	90528	6439	7%
11 Personnel des services aux personnes et à la collectivité	3272	336	10%	16038	1674	10%
12 Personnel des services administratifs et commerciaux	1890	174	9%	9923	853	9%
13 Personnel de l'industrie hôtelière	962	63	7%	4808	281	6%
14 Personnel de la distribution et de la vente	2422	123	5%	10710	542	5%
21 Professionnels des arts et du spectacle	195	5	3%	2038	33	2%
22 Professionnels de la formation initiale et de la formation continue	229	8	3%	1347	40	3%
23 Professionnels de l'intervention sociale, du développement local et de l'emploi	410	19	5%	2164	105	5%
24 Professionnels de la santé (professions paramédicales)	190	14	7%	945	35	4%
31 Professionnels de la santé (professions médicales)	25	1	4%	192	3	2%
32 Cadres administratifs et professionnels de l'information et de la communication	499	19	4%	3266	103	3%
33 Cadres commerciaux	347	5	1%	2302	53	2%
41 Personnel de l'agriculture et de la pêche	255	43	17%	1648	251	15%
42 Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	1523	66	4%	5749	285	5%
43 Personnel du transport et de la logistique	2103	149	7%	9259	750	8%
44 Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique	2550	156	6%	9229	696	8%
45 Personnel des industries de process	501	42	8%	3941	325	8%
46 Personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois)	111	12	11%	606	54	9%
47 Personnel de type artisanal	309	25	8%	1508	112	7%
51 Maîtrise industrielle	48	6	13%	239	12	5%
52 Techniciens industriels	456	37	8%	1790	144	8%
53 Cadres techniques de l'industrie	235	1	0%	1366	21	2%
61 Agents de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie	190	16	8%	995	64	6%
Non précisé	71	1	1%	465	3	1%

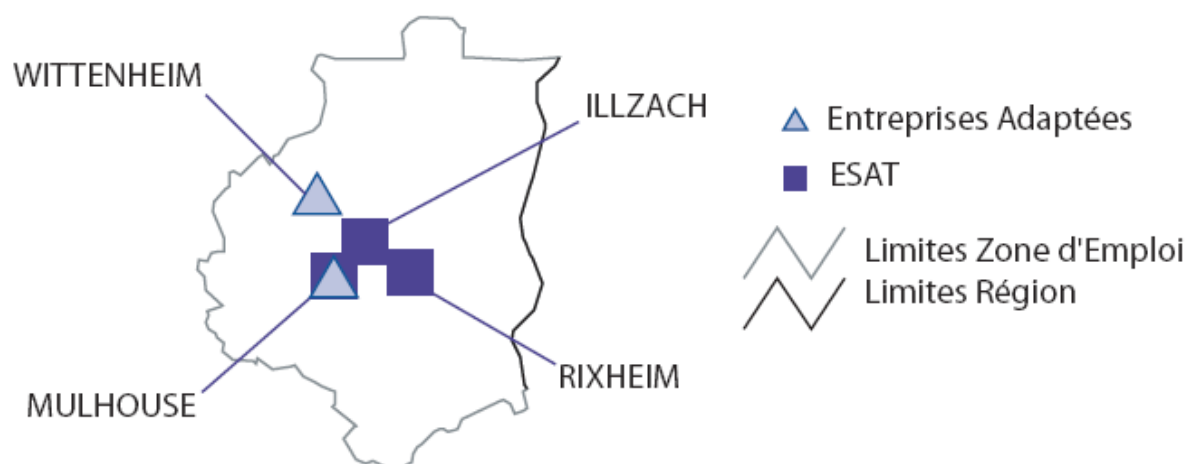
Source : ANPE

ANNEXE 3 : Principaux secteurs d'emploi des travailleurs handicapés



Source : DDTEFP, DRTEFP - DOETH 2004

ANNEXE 4 : Sites d'implantation d'établissements du milieu protégé dans la zone d'emploi de Mulhouse



Source : DDASS / DRASS - DRTEFP



Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 11 :
L'offre et la qualité de l'emploi

Une montée des secteurs des services et de la construction mais une offre d'emploi encore influencée par PSA et le travail intérimaire

1. Le nombre d'offres d'emploi enregistrées (ANPE)

1.1. Offres d'emploi par bassin d'emploi

Le nombre d'offres d'emploi enregistrées à l'ANPE pour le bassin d'emploi de Mulhouse a baissé de 11,2 % entre 2005 et 2006, passant de 18 858 à 16 738.

Bassins d'Emploi	2005	2006	Evolution 2005/06
Mulhouse	18 858	16 738	-11,2%
Colmar Neuf-Brisach	11989	12 338	2,9%
Guebwiller	2 391	2 638	10,3%
St Louis	3 590	3 716	3,5%
Thann-Cernay	2 723	2 601	-4,5%
Haut-Rhin	39 551	38 031	-3,8%
Région Alsace	96 461	97 710	1,3%

Cette évolution n'est cependant pas isolée. Ainsi, le nombre d'offres d'emplois enregistrées dans le bassin d'emploi de Thann-Cernay baisse de 4,5%.



Agence ANPE Mulhouse Glück
Source : AURM

La baisse du nombre d'offres d'emplois enregistrées dans le bassin d'emploi de Mulhouse par l'Agence Nationale Pour l'Emploi n'est pas uniquement le fait d'un ralentissement de l'économie mais également d'une perte de part de marché de l'ANPE (rapport entre le nombre d'offres d'emploi enregistrées et les déclarations préalables à l'embauche).

Une analyse de l'évolution des Déclarations Uniques d'Embauche (Source : URSSAF) enregistrées entre 2005 et 2006 sur le Pays de la région mulhousienne vient corroborer cette explication.

1.2. Analyse des Déclarations Uniques d'Embauche (URSSAF)

(cf. annexe 1)

L'analyse des déclarations uniques d'embauche n'est pas intégralement comparable à l'analyse des offres d'emploi enregistrées par l'ANPE.

Ces dernières ne suffisant pas pour analyser la réalité de l'emploi du Pays de la région mulhousienne, il est nécessaire d'observer l'évolution des DUE.

Il convient toutefois de bien garder à l'esprit que les DUE présentées ici n'intègrent pas le travail temporaire, qui représentait, en 2006, 50% des offres d'emploi enregistrées à l'ANPE pour le Bassin d'Emploi de Mulhouse.

Cette analyse permet tout de même de recentrer l'analyse sur les activités puisqu'elle suit les Nomenclatures Economiques de Synthèse (NES) mises en place par l'UNEDIC.

NES5	2005	2006	Evolution 2005/2006
INDUSTRIE	5 189	3 797	-26,8%
CONSTRUCTION	2 528	2 758	9,1%
COMMERCE	7 713	7 688	-0,3%
SERVICES	32 428	32 522	0,3%
AUTRES*	512	347	-32,2%
TOTAL	48 370	47 112	-2,6%

* la rubrique « Autres » comprend le secteur « agriculture, sylviculture, pêche » (secteur sur lequel l'URSSAF n'a qu'une couverture très marginale par rapport à la MSA) ainsi que les établissements dont l'activité est indéterminée.

La baisse du nombre de DUE entre 2005 et 2006 n'est pas très élevée (-2,6% - cf. annexe 2) et ne constitue pas en soi le signe d'une baisse du dynamisme de l'emploi dans le Pays de la région mulhousienne. Elle s'explique en grande partie par la perte de vitesse de l'Industrie : le nombre de DUE enregistré par l'URSSAF dans ce secteur d'activité a baissé de 26,8% entre 2005 et 2006.

1.3. Les 10 métiers comptant le plus d'offres d'emploi de 2005 à 2006 (ANPE)

Comme en 2005, les offres concernant les agents de montage-assemblage de la construction mécanique ont été très importantes dans le bassin de Mulhouse. Elle représentent 13,1% des offres enregistrées en 2006. Cette forte proportion d'offres enregistrées dans ce métier est notamment due à la présence de PSA et de ses sous-traitants (94% de ces offres sont des offres d'intérim - cf. partie 4 de ce thème).

Parmi les 10 métiers ayant le plus d'offres déposées à l'ANPE en 2006, on retrouve les nettoyeurs de locaux et de surfaces ainsi que les intervenants à domicile. Les métiers du secteur des services sont donc en développement, comme le confirme leur « classement » en 2005.

Il est également important de souligner :

- la progression des métiers de l'hôtellerie-restauration : le métier de serveur en restauration passe du 17^{ème} au 7^{ème} rang (carence en formation dans ce secteur - cf. Thèmes n° 14 et 15),
- la présence des métiers de la construction en 2005 comme en 2006 (secteur où les déclarations uniques d'embauche ont le plus progressé de 2005 à 2006) et des métiers du transport et de la logistique.

Même en augmentation, certaines offres peuvent être précaires ; il est nécessaire d'apprécier leur qualité à travers le type et la durée des contrats proposés.

ROME	Offres enregistrées 2006	part du total en 2006	Offres enregistrées 2005	part du total en 2005	"Classement" en 2005
Tous domaines professionnels	16 738	100,0%	18 858	100,0%	-
44131 Agent/agent de montage-assemblage de la construction mécanique	2 193	13,1%	4 098	21,7%	1
11211 Nettoyeur/nettoyeuse de locaux et de surfaces	409	2,4%	377	2,0%	5
43114 Conducteur/conductrice de transport de marchandises (réseau routier)	373	2,2%	430	2,3%	4
43311 Agent/agent de stockage et de la répartition de marchandises	354	2,1%	533	2,8%	3
43315 Agent distributeur/agent distributeur	344	2,1%	312	1,7%	8
13222 Serveur/serveuse en restauration	318	1,9%	193	1,0%	17
42114 Ouvrier/ouvrière de la maçonnerie	315	1,9%	333	1,8%	6
12132 Secrétaire bureautique spécialisé/spécialisée	286	1,7%	321	1,7%	7
11112 Intervenant/intervenante à domicile	279	1,7%	227	1,2%	13
12131 Secrétaire bureautique polyvalent/polyvalente	246	1,5%	143	0,8%	31

2. Type et durée des contrats proposés (ANPE)

Répartition des offres d'emploi enregistrées par l'ANPE (bassin d'emploi de Mulhouse) en 2006 par type de contrats :

Dans le bassin d'emploi de Mulhouse, la proportion des offres d'intérim est très importante (+ 4,3 points par rapport à la Région), alors que celle des offres d'emploi durables est plus faible (- 4,6 points). La nature de l'emploi dans le bassin de Mulhouse est plus précaire qu'en Région Alsace.

	Bassin d'emploi de Mulhouse		Région Alsace	
	Offres enregistrées en cumul	Proportion	Offres enregistrées en cumul	Proportion
Total des offres	16 738	-	97 710	-
dont CDI	5 190	31%	21 156	33%
dont offres durables (>6 mois)	7 093	42,4%	45 852	47%
dont offres d'intérim	8 424	50,3%	44 883	46%
dont contrats aidés	2 476	14,8%	12 973	13%

3. Répartition des offres par catégorie professionnelle (ANPE)

Parmi les catégories professionnelles ayant une évolution d'offres enregistrées positive entre 2005 et 2006, on retrouve principalement les domaines de l'industrie (cf. annexe 3). Cependant, il s'agit sans doute de postes très qualifiés. De plus, le volume des offres est relativement faible.

L'expansion du secteur des services se confirme. En effet, les offres enregistrées dans la catégorie du personnel des services aux personnes et à la collectivité augmentent de 18,3% et surtout leur proportion parmi le total des offres augmente de 2,7 points. C'est la plus forte progression de 2006.



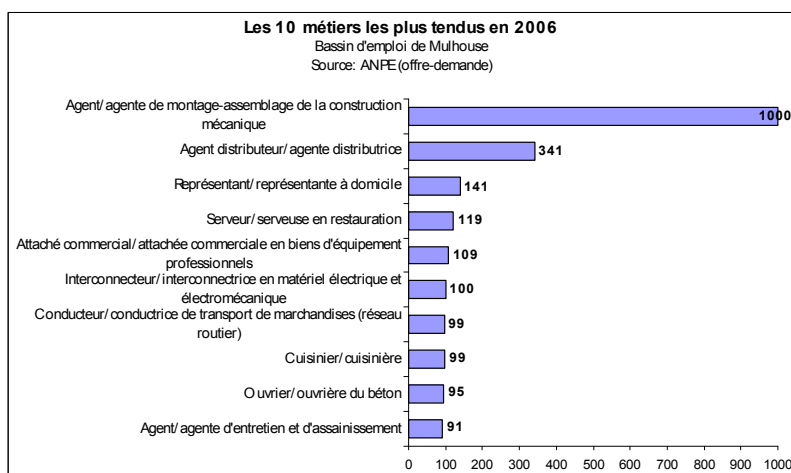
ANPE Mulhouse Centre
Source : AURM

Comme au niveau national, le secteur de l'industrie hôtelière se développe. On note pour le bassin d'emploi de Mulhouse une progression de 24,3% des offres enregistrées et de 1,6 points de la proportion parmi le total des offres.

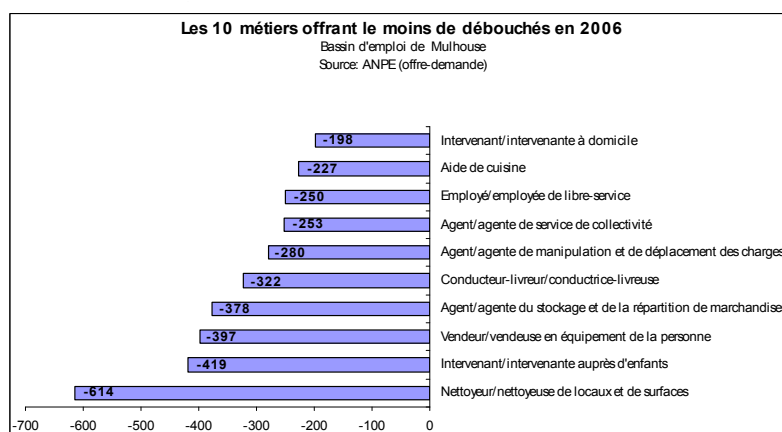
Même si le nombre d'offres enregistrées dans les métiers du bâtiment et des travaux publics a diminué entre 2005 et 2006, sa proportion parmi le total des offres enregistrées sur le bassin d'emploi de Mulhouse est en hausse de 1 point. Le secteur de la construction est donc en développement.

4. Métiers en tension et métiers offrant peu de débouchés

Métiers en tension en 2006



Métiers offrant peu de débouchés en 2006



Un métier est dit en tension lorsque le volume de demandeurs d'emploi ne suffit pas à pourvoir les offres d'emploi déposées à l'ANPE. Le tableau ci-contre montre l'écart entre les OEE (offres d'emploi enregistrées) et la DEFM (demande d'emploi fin de mois).

On retrouve ici le métier d'agent de montage-assemblage de la construction mécanique. Il apparaît comme fortement en tension. Dans ce métier, 94% des offres enregistrées en 2006 sont des offres d'intérim et donc peuvent être de très courte durée, d'où le nombre important d'offres enregistrées sur le bassin d'emploi. D'autres paramètres sont à prendre en compte pour affirmer la difficulté de recrutement : le taux de satisfaction des offres est de 99% alors que la moyenne tout métier confondu est de 91%. Ce métier n'apparaît pas en tension.

Dans le domaine des services, tous les métiers n'ont pas de difficulté de recrutement. Par exemple, le taux de satisfaction des offres d'agent d'entretien et d'assainissement est de 99% et il n'y a pas d'offre en stock : le métier n'est donc pas en tension.

Par contre, dans le domaine de la distribution et de la vente, le métier de représentant à domicile peut être considéré en tension puisque le taux de satisfaction des offres n'est que de 82% et que 43% des offres en stock ont plus de trois mois.

Dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, le métier d'ouvrier du béton est fortement en tension : certes 77% des offres sont des offres d'intérim mais le taux de satisfaction n'est que de 58%.

Certains métiers n'offrent aucun débouché : la demande est bien plus forte que l'offre. L'objectif est donc d'orienter ces demandeurs d'emploi vers les métiers en tension par le biais de formations courtes et polyvalentes.

5. Le travail à temps partiel (INSEE-DADS)

« Depuis 2001, la réglementation sociale considère comme à temps complet toute personne effectuant la durée légale ou conventionnelle de l'entreprise... Les seuils statistiquement établis pour les temps complets correspondent à un horaire annuel d'environ 1450 heures à 1800 heures... Les « faibles temps partiels » ont un horaire annuel inférieur à un seuil correspondant environ à 40 à 55% de 1820 heures. Les temps partiels sont dans la situation intermédiaire. », source INSEE.

Catégories socio-professionnelles	Faible temps partiels			Temps partiels		
	2002	2005	Evolution	2002	2005	Evolution
Non codage	154			422	161	-61,8%
Chefs d'entreprises, Cadres et professions intellectuelles supérieures	388	362	-6,7%	944	1183	25,3%
Professions intermédiaires	491	408	-16,9%	3172	3121	-1,6%
Employés	1008	721	-28,5%	9481	9918	4,6%
Ouvriers non qualifiés	749	541	-27,8%	3088	2765	-10,5%
Ouvriers qualifiés	552	414	-25,0%	1957	1757	-10,2%
Apprentis et stagiaires	59		-100,0%	174	188	8,0%
Total	3401	2446	-28,1%	19238	19093	-0,8%

Dans la période considérée, le nombre de salariés recensés (lieu de résidence = Pays de la région mulhousienne) par les Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) a baissé de 3,4%, passant de 98 203 à 94 813 salariés (taux de secret estimé à moins de 0,1%). Le nombre de salariés travaillant à temps partiel a baissé de 5%. Ce sont d'ailleurs les salariés à faible temps partiel qui ont connu une forte baisse de leurs effectifs (-28%).

Les salariés les moins qualifiés (employés et ouvriers) sont majoritairement concernés par le travail à temps partiel :

	TEMPS PARTIEL			
	Employés	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Total des salariés à temps partiel
2002	10489	3837	2509	22639
% du total	46,3%	16,9%	11,1%	100%
2005	10639	3306	2171	21539
% du total	49,4%	15,3%	10,1%	100%

Sur le marché du travail, il y a deux types de temps partiel : le temps partiel « choisi » et le temps partiel « subi ». Le temps partiel « subi » concernerait en premier lieu les populations salariées les plus fragiles. Ce sont sans doute aussi ces salariés qui sont les plus en danger en cas de problèmes dans leur secteur d'activité. Pour autant, on ne peut pas parler de précarisation des conditions d'emploi dans le Pays de la région mulhousienne puisque plus de temps partiel ne signifie pas forcément plus de précarité.

SYNTHESE

Diagnostic

- Le **travail temporaire** représente un poids important (4,2% de l'emploi salarié privé total en 2006), en raison notamment de PSA puisque le secteur de l'industrie est lié à celui-ci (variable d'ajustement des effectifs à la charge de travail - cf. Thème n° 9 : Emploi total).
- Les métiers des secteurs des services et de la construction se développent, notamment à travers le Programme de Rénovation Urbaine pour le secteur de la construction (près de 264 M€ alloués au programme) qui a pour objectif d'améliorer la vie dans les quartiers les plus en difficulté (Vauban-Neppert, Cité-Briand, Franklin-Fridolin, Wolf-Wagner-Mertzau, Bourtzwiller et Coteaux).
- Il y a des métiers en forte **tension** dans le Pays de la région mulhousienne parmi lesquels agent de montage-assemblage de la construction mécanique, représentant à domicile, serveur en restauration, ...

Dimension prospective

- Pour répondre aux besoins des entreprises, il est nécessaire de réorienter les demandeurs d'emploi vers les métiers enregistrant le plus d'offres et de les former (cf. Thèmes n° 14 et 15). Il s'agit par exemple des métiers du secteur des services.
- Il est impératif de lever certains freins à l'accessibilité à l'emploi tels que le permis et l'alphabétisation.
- Une étude sur les mouvements d'emploi est en cours. Elle consiste à analyser le volume des mouvements (créations et destructions) dans les entreprises du secteur privé afin de mieux connaître l'évolution de la nature des emplois sur le territoire du Pays de la région mulhousienne.

ANNEXE 1 : Déclarations Uniques d'Embauche (URSSAF)

La Déclaration Unique d'Embauche (DUE) est obligatoire lors de l'embauche d'un salarié. Elle permet de remplir, en une seule formalité, l'essentiel des obligations déclaratives incombant à l'employeur. L'organisme à contacter est l'URSSAF dont relève l'établissement, qui se chargera par la suite de communiquer les informations recueillies aux organismes sociaux et aux administrations concernées.

Cette formalité ne concerne cependant pas certaines catégories d'emploi qui ont recours à des formules déclaratives spécifiques, il s'agit des particuliers employeurs d'employés de maison et des employeurs occasionnels d'intermittents du spectacle.

De même, certaines entreprises peuvent, sous conditions, recourir à une formalité simplifiée de déclarations liées à l'embauche telle que le titre emploi entreprise (TEE). Dans cette hypothèse, les volets «identification du salarié» servent de déclaration unique d'embauche.

Les entreprises concernées doivent réunir les conditions suivantes :

- relever de certains secteurs d'activités ;
- quel que soit l'effectif, occuper des salariés occasionnels dans la limite de 100 jours, consécutifs ou non, par année civile (ou pour les salariés rémunérés à l'heure dans la limite de 700 heures par année civile).

ANNEXE 2 : Evolution des DUE par secteur d'activité de 2005 à 2006 (source : URSSAF)

Secteur d'activité (NES16)	2005	2006	Evolution 2005/2006
Industries agricoles et alimentaires	1 326	1 284	-3,2%
Industries des biens de consommation	531	498	-6,2%
Industrie automobile	1 978	701	-64,6%
Industries des biens d'équipement	445	453	1,8%
Industries des biens intermédiaires	823	808	-1,8%
Energie	86	53	-38,4%
Construction	2 528	2 758	9,1%
Commerce	7 713	7 688	-0,3%
Transports	1 575	1 443	-8,4%
Activités financières	532	619	16,4%
Activités immobilières	586	673	14,8%
Services aux entreprises	12 778	12 291	-3,8%
Services aux particuliers	8 835	8 811	-0,3%
Education, santé, action sociale	5 582	6 152	10,2%
Administration et activités associatives	2 540	2 533	-0,3%
Autres*	512	347	-32,2%
TOTAL	48 370	47 112	-2,6%

ANNEXE 3 : Répartition des offres par catégorie professionnelle de 2005 à 2006 (source : ANPE)

	Offres enregistrées en 2006	Offres enregistrées en 2005	Evolution 2005/2006
Toutes catégories professionnelles	16 738	18 858	-11,2%
45 Personnel des industries de process	269	144	86,8%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	1,6%	0,8%	0,8 point
22 Professionnels de la formation initiale et de la formation continue	234	166	41,0%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	1,4%	0,9%	0,5 point
13 Personnel de l'industrie hôtelière	920	740	24,3%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	5,5%	3,9%	1,6 points
32 Cadres administratifs et professionnels de l'informatique et de la communication	380	311	22,2%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	2,3%	1,6%	0,6 point
24 Professionnels de la santé (professions paramédicales)	168	140	20,0%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	1,0%	0,7%	0,3 point
53 Cadres techniques de l'industrie	250	211	18,5%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	1,5%	1,1%	0,4 point
11 Personnel des services aux personnes et à la collectivité	1 824	1 542	18,3%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	10,9%	8,2%	2,7 points
52 Techniciens industriels	601	511	17,6%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	3,6%	2,7%	0,9 point
33 Cadres commerciaux	304	271	12,2%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	1,8%	1,4%	0,4 point
46 Personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois)	86	77	11,7%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	0,5%	0,4%	0,1 point
61 Agents de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie	370	344	7,6%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	2,2%	1,8%	0,4 point
42 Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	1 614	1 628	-0,9%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	9,6%	8,6%	1,0 points
12 Personnel des services administratifs et commerciaux	1 383	1 415	-2,3%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	8,3%	7,5%	0,8 point
41 Personnel de l'agriculture et de la pêche	231	241	-4,1%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	1,4%	1,3%	0,1 point
51 Maîtrise industrielle	45	47	-4,3%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	0,3%	0,2%	0,0 point
14 Personnel de la distribution et de la vente	1 983	2 271	-12,7%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	11,8%	12,0%	-0,2 point
47 Personnel de type artisanal	263	325	-19,1%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	1,6%	1,7%	-0,2 point
23 Professionnels de l'intervention sociale, du développement local et de l'emploi	430	533	-19,3%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	2,6%	2,8%	-0,3 point
21 Professionnels des arts et du spectacle	29	37	-21,6%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	0,2%	0,2%	0,0 point
44 Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique	3 754	5 406	-30,6%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	22,4%	28,7%	-6,2 points
43 Personnel du transport et de la logistique	1 583	2 469	-35,9%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	9,5%	13,1%	-3,6 points
31 Professionnels de la santé (professions médicales)	17	29	-41,4%
<i>Proportion parmi le total des offres enregistrées</i>	0,1%	0,2%	-0,1 point



Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

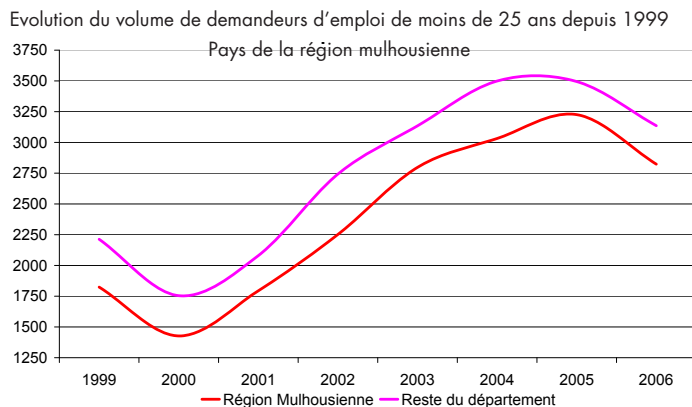
Thème n° 12 :
Insertion

Un maillage dense de structures d'insertion et des liens à consolider.

1. Situation de l'emploi des publics fragilisés

1.1. Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans

(source : DRTEFP/DARES)

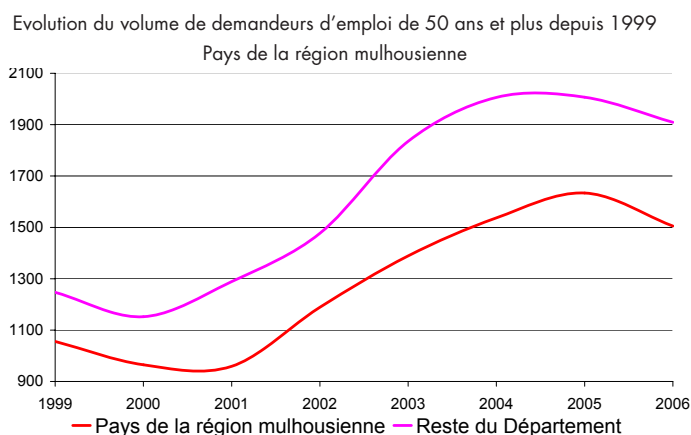


Les moins de 25 ans sont les premiers bénéficiaires du recul du chômage : leur nombre baisse depuis 2005 et leur part dans le nombre total de chômeurs aussi (cf. Thème n°10 : Demande d'emploi).

Au-delà de la conjoncture, les déterminants individuels des chômeurs jouent un rôle majeur : le retour à l'emploi est plus facile pour les jeunes et les diplômés.

1.2. Demandeurs d'emploi seniors

(source : DRTEFP/DARES)

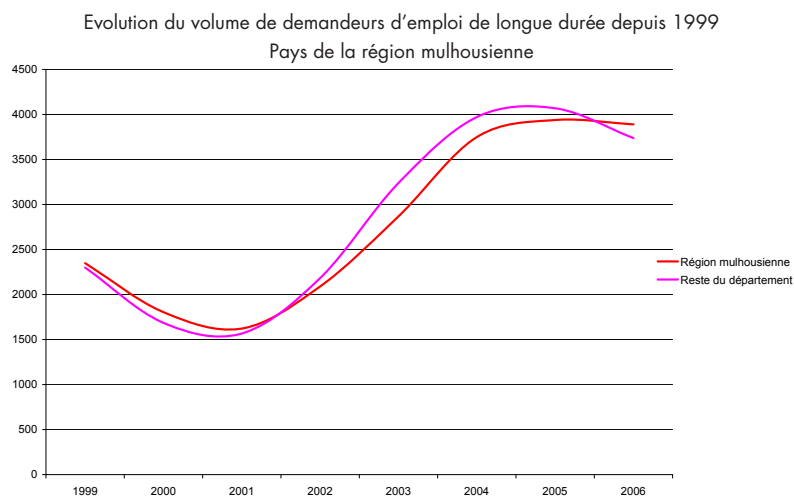


L'évolution du volume de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans suit la même dynamique structurelle que celle des moins de 25 ans mais la baisse est moins prononcée.

Depuis 2004, la part des seniors dans la demande d'emploi stagne pour le Pays de la région mulhousienne alors qu'elle est en hausse pour le reste du Haut-Rhin (cf. Thème n°10 : Demande d'emploi).

1.3. Demandeurs d'emploi de longue durée

(source : DRTEFP/DARES)



Le chômage de longue durée se mesure par le nombre de chômeurs de plus d'une année rapporté au nombre total de chômeurs.

Le Pays de la région mulhousienne concentre près de la moitié des chômeurs de longue durée du Département.

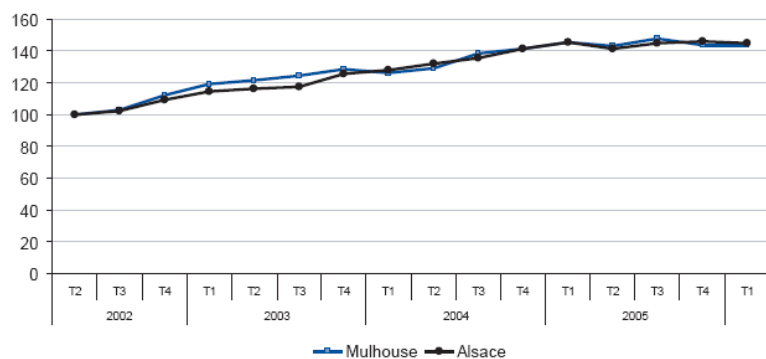
L'ancienneté au chômage apparaît comme le frein le plus important pour reprendre une activité, quel que soit le contexte économique. La probabilité de retrouver un emploi décroît lorsque l'ancienneté au chômage s'installe durablement (cf. Thème n°10 : Demande d'emploi).

Face aux mutations du marché du travail (cf. Thème n°9 : Emploi total), le socle des chômeurs de longue durée reflète la difficile réinsertion de certains demandeurs d'emploi.

1.4. Demandeurs d'emploi travailleurs handicapés

(source : DRTEFP/DARES)

Graphique 2 : Evolution des effectifs de demandeurs d'emploi prioritaires (base 100 : 2ème trimestre 2002)



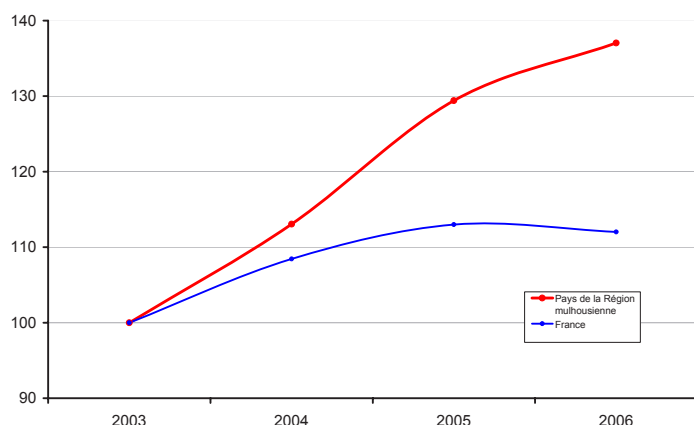
Source : DRTEFP - Demandeurs d'emploi de catégorie 1, 2 et 3

Malgré l'obligation d'employer des travailleurs handicapés à hauteur de 6% des effectifs dans les entreprises, la présence d'établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ainsi que d'entreprises adaptées, les demandeurs d'emploi handicapés (catégories 1, 2 et 3) voient leurs effectifs augmenter nettement entre 2002 et 2005 (+43 %), ce qui est comparable à l'évolution observée en moyenne régionale sur la même période (+45%) - cf. Thème n°10 : Demande d'emploi.



1.5. Bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI)

(source : CAF)



Le nombre d'allocataires CAF a relativement peu varié dans le Pays de la région mulhousienne de 2003 à 2006 (cf. Thème n°3 : Qualité de vie). Par contre, la part des bénéficiaires du RMI a fortement augmenté depuis 2003 (+3,2 points en 2006 par rapport à 2003). Cette augmentation est pour partie liée à la dégradation de la situation de l'emploi.

2. Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)

(cf. Cartographie des services)

2.1. Définition et rôle

Parmi les structures d'insertion par l'activité économique, il convient de distinguer les initiatives qui s'exercent dans :

- le secteur marchand : entreprises d'insertion (EI), entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), associations intermédiaires (AI),
- le secteur non marchand : ateliers et chantiers d'insertion (ACI).



Chantier TRAM, Mulhouse
Source : SITRAM

Les SIAE du secteur marchand sont complètement intégrées dans le secteur professionnel dans lequel elles exercent leur activité économique et ont pour mission de forger des compétences pour conduire le personnel vers une insertion durable.

Les SIAE relevant du secteur non marchand sont des structures d'utilité sociale autorisées au recours des contrats aidés (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi ou Contrats d'Avenir) et dont la mission consiste à remettre en confiance des personnes souvent exclues du marché du travail depuis de longues années.

L'Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Economique d'Alsace (URSIEA) est une association de droit local (loi de 1908) qui a pour objectif de fédérer les Structures d'Insertion par l'Economique (SIAE) alsaciennes.

En 2005, elle comptait parmi ses membres :

- 36 des 45 Entreprises d'Insertion (EI) conventionnées en Alsace,
- les 10 Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) alsaciennes,
- les 20 Associations Intermédiaires (AI) conventionnées en Alsace,
- 18 des 44 Chantiers d'Insertion (CI) alsaciens.



source: www.agate-paysages.org

2.2. Données relatives aux SIAE.

L'URSIEA a pour mission la création et l'alimentation d'un Observatoire Economique et Social d'où les chiffres présentés et analysés ci-dessous proviennent.

- Répartition géographique des SIAE (siège, antennes et établissements)

	ETTI	AI	EI	CI	total
Alsace	14	37	44	39	134
Haut-Rhin	8	22	16	15	61
Zone d'Emploi de Mulhouse	5	7	13	10	35
<i>Structures dont le siège se trouve dans la ZE de Mulhouse</i>	4	4	11	10	29
Zone d'Emploi de Colmar Neuf Brisach	2	7	0	4	13
Zone d'Emploi de Guebwiller	0	2	1	0	3
Zone d'Emploi de Altkirch	0	2	1	0	3
Zone d'Emploi de Thann-Cernay	1	3	0	1	5
Zone d'Emploi de Saint Louis	0	1	0	0	1

Source : URSIEA

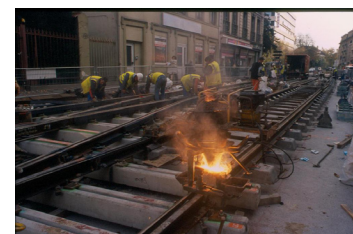
35 des 61 SIAE (soit 57,4%) travaillant dans le Département du Haut-Rhin sont implantées dans la zone d'emploi de Mulhouse. Le poids démographique de l'Agglomération mulhousienne à l'échelle départementale explique logiquement ce chiffre. 29 des 61 SIAE (soit 47,5%) ont installé leur siège dans la zone d'emploi de Mulhouse. Leur périmètre d'intervention n'est pas seulement limitée à cette zone.

(cf. annexe 1 pour la répartition des SIAE par activité)

- Répartition du nombre de salariés en insertion dans les SIAE

	ETTI	AI	EI	CI	total
Alsace	1329	3985	1656	193	7163
Haut-Rhin	1091	2070	381	88	3630
Structures dont le siège se trouve dans la Zone d'Emploi de Mulhouse	969	1257	289	88	2603

Source : URSIEA



Chantier TRAM, Mulhouse
Source : SITRAM

Dans l'ensemble, on peut dire que les structures dont le siège social est localisé dans la Zone d'Emploi de Mulhouse sont plutôt des structures importantes. En effet, elles représentent 71,7% des salariés en insertion recensés dans le Haut-Rhin et 36,3% des salariés en insertion en Alsace.

	Zone d'emploi de Mulhouse	Haut-Rhin	Poids de la zone d'emploi de Mulhouse à l'échelle départementale	Alsace	Poids de la zone d'emploi de Mulhouse à l'échelle régionale
Salariés en insertion	2 603	3 630	71,70%	7 163	36,30%
Emploi salarié privé	90 421	200 578	45,10%	521 031	17,40%
Part des salariés en insertion dans l'emploi salarié privé	2,30%	1,80%	-	1,40%	-

Source : URSIEA

La zone d'emploi de Mulhouse concentre 36,3% des salariés en insertion alsaciens alors que son poids dans l'emploi salarié privé en Alsace n'est « que » de 17,4%.

source: www.fondation.veolia.com



Les salariés en insertion représentent en 2006 2,9% des 90 421 emplois salariés privés recensés par l'UNEDIC. A titre de comparaison, leur part est de 1,8% dans le département du Haut-Rhin et de 1,4% à l'échelle alsacienne.

A la lumière des données extraites de l'Observatoire de l'URSIEA, deux interprétations sont possibles :

- la zone d'emploi de Mulhouse compte plus de personnes très éloignées de l'emploi que le reste de l'Alsace, ce qui explique le maillage territorial fort des SIAE mais aussi la concentration dans ce périmètre des salariés en insertion recensés en Alsace,
- le maillage territorial fort des SIAE et la présence du siège social de structures importantes dans la zone d'emploi de Mulhouse sont la cause de cette surreprésentation.

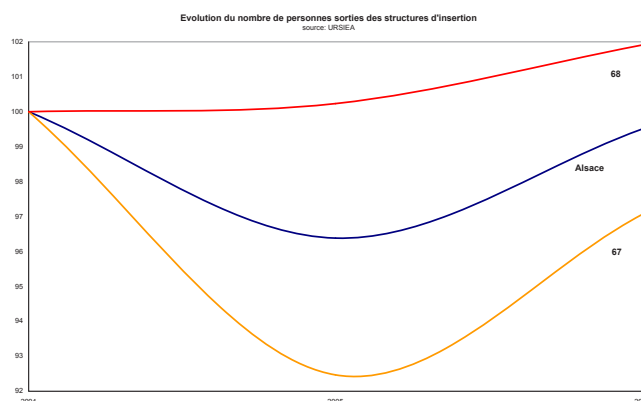
• Caractéristiques des salariées des SIAE

- Proportion des personnes sorties des structures d'insertion par âge

L'augmentation du nombre de personnes sorties des structures d'insertion est continue depuis 2004 pour le Haut-Rhin. Contrairement à la Région Alsace, le Département n'a pas connu de diminution entre 2004 et 2005.

De manière générale, le Département concentre plus de personnes sorties des structures d'insertion que le Bas-Rhin et le nombre global de personnes qui sont entrées a augmenté entre 2004 et 2006 dans le Haut-Rhin alors qu'il a eu tendance à baisser dans le Bas-Rhin.

Ce constat n'est pas le signe d'un affaiblissement des difficultés rencontrées par les personnes en insertion dans le Département puisque la proportion de sorties par rapport aux entrées dans les dispositifs d'insertion est stable depuis 2004 (40% en 2006 pour le Haut-Rhin et 41,7% pour l'Alsace).



Sur les trois années observées, la proportion d'adultes en insertion est plus élevée dans le Haut-Rhin que dans le Bas-Rhin. Malgré l'impact positif de la diminution du chômage sur les jeunes et les seniors (cf. partie 1 de ce thème), la proportion des personnes de moins de 26 ans et de plus de 50 ans en insertion est en augmentation sur le Haut-Rhin.

	2004		2005		2006	
	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Bas-Rhin	Haut-Rhin
- 26 ans	44,4%	55,6%	37,7%	62,3%	43,8%	56,2%
Adultes	51,2%	48,8%	50,6%	49,4%	50,4%	49,6%
+ 50 ans	48,6%	51,4%	46,4%	53,6%	42,9%	57,1%
Total	49,6%	50,4%	47,6%	52,4%	48,4%	51,6%

Source : URSIEA

- Proportion des personnes sorties des structures d'insertion par niveau de formation (cf. annexe 2 : tableau de correspondance des niveaux de formation)

On observe une baisse sensible des personnes ayant un faible niveau de qualification (infra V et VI : sans qualification) à toutes les échelles. En revanche, la part des personnes ayant un niveau de qualification « moyen à élevé » (niveaux IV et + : Bac, Bac Pro, Brevet de Technicien, Diplômes d'études supérieures) est en forte augmentation, notamment dans le Haut-Rhin. L'évolution des niveaux de qualification des personnes en insertion suit donc logiquement l'évolution des niveaux de l'ensemble de la population en âge de travailler en Alsace, à savoir une augmentation constante du niveau global de qualification (cf. Thème n°13 : Niveau de formation de la population). Cette caractéristique pourrait aussi néanmoins être le reflet d'un marché du travail local qui a de plus en plus de mal à intégrer tous les diplômés des diverses formations présentes en Alsace (cf. Thème n°14 : Formation initiale). La situation semble plus préoccupante pour le Haut-Rhin. En effet, le nombre de personnes ayant un niveau de qualification supérieur ou égal à IV entrant en structure d'insertion a augmenté de 17,6% en moyenne annuelle !

	Alsace	Haut-Rhin	Bas-Rhin
infra V et VI	-1,2%	0,2%	-2,7%
V bis et V	1,6%	0,7%	2,7%
IV et +	9,9%	17,6%	2,6%
Total	-0,1%	0,6%	-0,8%

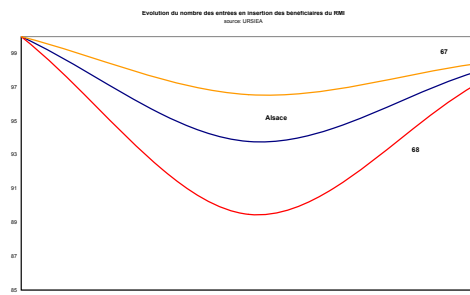
Source : URSIEA

- Situation à l'entrée

RMI : stabilité du nombre de bénéficiaires du RMI parmi les personnes en insertion.

	2004	2005	2006
Alsace	1531	1436	1499
Haut-Rhin	599	536	582
Bas-Rhin	932	900	917

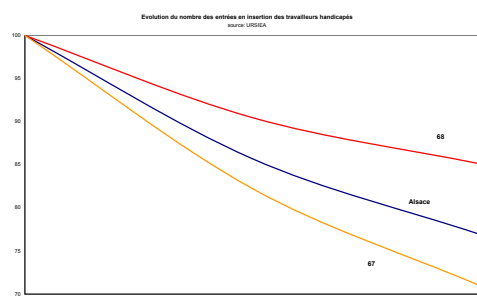
Source : URSIEA



Travailleurs handicapés : forte baisse, plus marquée dans le Bas-Rhin que dans le Haut-Rhin.

	2004	2005	2006
Alsace	399	342	307
Haut-Rhin	168	152	143
Bas-Rhin	231	190	164

Source : URSIEA



- Situation à la sortie

Les évolutions sont similaires pour les 3 territoires concernant les sorties vers l'emploi (CDI ou CDD). On notera en revanche une forte différences des taux de croissance annuel des sorties sans emploi (DE) : le Haut-Rhin se caractérise par une forte augmentation du nombre de personnes qui sortent des structures d'insertion pour se retrouver demandeurs d'emploi. C'est sans doute le signe que le marché du travail du Haut-Rhin est moins dynamique et plus fragile que son homologue bas-rhinois.

	Alsace	Bas-Rhin	Haut-Rhin
CDI	5,1%	4,5%	5,4%
CDD	-0,4%	-0,1%	-0,7%
Formation	4,9%	0,0%	11,6%
Demandeur d'emploi	0,8%	-1,3%	3,6%

mode de calcul: Taux de croissance annuel

3. Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrit dans le cadre de la politique européenne de cohésion économique et sociale : il bénéficie à ce titre des interventions financières du Fonds Social Européen.

Plate forme partenariale, le PLIE est reconnu pour sa dynamique d'accompagnement individualisé vers l'emploi des publics les plus éloignés et est au coeur de la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la région mulhousienne.

Les PLIE constituent un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

Plateformes de coordination et d'ingénierie, les PLIE mobilisent, pour la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs clairement identifiés, l'ensemble des acteurs intervenant avec l'Etat et le Service Public de l'Emploi en matière d'insertion sociale et professionnelle (collectivités territoriales, entreprises et organismes socioprofessionnels, structures d'insertion par l'activité économique, associations).

3.1. Les quatre priorités du PLIE

Le PLIE a pour objectif de faciliter l'accès à l'emploi durable des résidents de l'agglomération mulhousienne.

Les priorités du PLIE sont :

- Organiser des opérations de recrutement avec les entreprises,
- Insérer les jeunes en grandes difficultés,
- Insérer les bénéficiaires du RMI,
- Insérer les demandeurs d'emploi de longue durée de plus de 50 ans.



Chantier TRAM, Mulhouse
Source : SITRAM

3.2. Les critères d'entrée dans le PLIE

Limité en 1993 à la ville de Mulhouse, le territoire du PLIE s'est progressivement étendu au Pays de la région mulhousienne. Les bénéficiaires du PLIE doivent donc résider dans une des communes du Pays.

• Situation vis-à-vis de l'emploi

Le bénéficiaire du PLIE doit être inscrit à l'ANPE et être :

- Demandeur d'emploi de longue durée,
- Bénéficiaire de l'allocation spécifique de solidarité,
- Bénéficiaire d'une reconnaissance travailleur handicapé Cotorep,
- Bénéficiaire d'une invalidité CPAM,
- Jeune de moins de 26 ans primo demandeur d'emploi,
- Primo-arrivant,
- Parent isolé,
- Sortant du milieu carcéral.

• Le niveau de qualification

Le niveau de qualification doit rester strictement inférieur au niveau V. Dans certains cas, le diplôme peut être considéré comme obsolète en fonction de la spécialité et/ou de la durée d'inactivité dans le domaine concerné.

Les titres obsolètes dès l'obtention sont : les CAP/BEP Secrétariat et Comptabilité, Couture, Sanitaire et Social, Petite Enfance, Coiffure- Esthétique, Employé de pharmacie et l'ETC Bio Service. Ils peuvent également être obsolètes au bout de 2 ans, lorsque le titulaire n'a jamais exercé professionnellement dans la spécialité et lorsque le titulaire n'a plus exercé dans la spécialité pendant 5 ans.



source: www.r-pur.asso.fr

3.3. Le parcours du bénéficiaire dans le PLIE

Etape A : Observation, élaboration du parcours et du contrat d'insertion (de 1 à 3 mois),

Etape B : Intégration, mise en situation de travail, formation,

Etape C : Validation de l'employabilité,

Etape D : Préparation à la sortie du PLIE,

Etape E : Placement à l'emploi ou en formation qualifiante,

Etape F : Sortie positive au sens du PLIE (validée à plus de 6 mois),

Etape G : Abandon,

Etape H : Amélioration significative sans pouvoir être comptabilisée comme sortie positive du PLIE.

3.4. Les sorties du PLIE

Une sortie du PLIE est considérée comme réussie si le bénéficiaire de l'accompagnement a :

- un contrat de travail de droit commun : CDI, CDD de plus de 6 mois ; y compris les contrats d'insertion dans l'emploi, le contrat de qualification/professionnalisation, le contrat d'apprentissage, ...
- un contrat de mission intérim : 455 heures sur 12 mois en équivalent temps plein, 910 heures sur 18 mois,
- une création d'entreprise : activité d'au moins 6 mois,
- une formation qualifiante de niveau V poursuivie jusqu'au passage du diplôme et validée par la signature d'un contrat de travail.

Sur environ 15 ans, le PLIE a permis de mobiliser près de 40 millions d'euros de fonds européens qui sont venus abonder les dépenses des collectivités territoriales et de l'Etat en direction des personnes éloignées de l'emploi.

- *Sorties du PLIE de 2004 à 2006.*

De 1993 à 2006, 10 020 personnes initialement éloignées de l'emploi ont été bénéficiaires du PLIE du Pays de la région mulhousienne et 4 294 de ces personnes ont retrouvé un emploi ou suivi une formation qualifiante.

	2004		2005		2006	
	Nombre	Evolution N-1	Nombre	Evolution N-1	Nombre	Evolution N-1
Personnes suivies	2 903	4,95%	3 102	6,85%	3 666	18,18%
Entrées dans le dispositif PLIE	963	-4,20%	1 068	10,90%	1 339	25,37%
Sorties positives	453	10,21%	448	-1,10%	532	18,75%
dont emploi	426	6,77%	414	-2,82%	474	14,49%
dont formation qualifiante	27	125,00%	34	25,93%	59	73,53%
Sorties autres (*)	418	-	348	-16,75%	1 175	237,64%

(*) *Sorties autres : changement de dispositif (RMI), amélioration de la situation (travail moins de 20H/semaine), rupture de parcours.*

Après une légère baisse en 2005, les sorties positives du dispositif ont augmenté de près de 19% en 2006. Cette hausse de sorties positives est en partie liée à l'embellie récente constatée au niveau de la demande d'emploi des jeunes et des seniors (cf. partie 1 de ce thème). En général, la proportion des sorties positives parmi les entrées dans le dispositif du PLIE varie entre 40 et 50%.

Les placements à l'emploi des bénéficiaires ont connu une croissance de près de 15% par rapport à 2005 et leur proportion parmi les sorties positives est importante mais toutefois en baisse depuis 2004 (94% en 2004, 92% en 2005 et 89% en 2006).

La proportion des sorties des bénéficiaires pour suivre une formation qualifiante est en hausse : + 5 points en 2006 par rapport à 2004.

- *Exemples d'actions*

Dans le cadre du PLIE, des opérations de formation et de recrutement de personnes initialement éloignées de l'emploi ont été organisées avec les entreprises à l'occasion de leur implantation sur le territoire du Pays (Mammouth/Auchan à Bourtzwiller, Decathlon à Wittenheim, Kinopolis à Mulhouse, Leroy Merlin à Morschwiller, ...), ou de leur développement (PSA Peugeot Citroën à Sausheim, Cora à Dornach, ...).

Quelques actions réalisées en 2006 :

	Bénéficiaires
Code de la route (80 heures)	153
Code de la route (50 heures)	105
Diagnostic d'accès au logement privé	75
Opération vendanges	63
Suivi psychologique et sophrologique	52
Apprentissage de la conduite	47
Accompagnement socio-professionnel dans le cadre de l'accès au logement	32
Atelier de relooking	28
Placement à l'emploi	19
Accompagnement de personnes handicapées	15
Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale	12
Projet action formation emploi	12

SYNTHESE

Diagnostic

- L'embellie récente sur le front du chômage profite principalement aux jeunes (-12% en 2006 par rapport à 2005) et aux seniors (-8%), impactant ainsi les sorties positives des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) et du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE).
- La présence de nombreuses SIAE dans la zone d'emploi de Mulhouse paraît être la conséquence et non la cause de la présence dans ce même périmètre d'une population précaire, fragile et très éloignée de l'emploi (cf. Thème n°3 : Qualité de vie et Thème n°10 : Demande d'emploi).

Dimension prospective

- Au vue de l'ampleur des difficultés rencontrées par certains publics fragiles face à l'emploi, le maillage dense des SIAE ainsi que les actions du PLIE sont à entretenir et à développer. Il est nécessaire de renforcer les liens entre le monde de l'entreprise et le monde de l'insertion.
- Face aux critères exigés dans les offres d'emploi (près des trois quart comportent une mention de diplôme - cf. Thème n°10 : Demande d'emploi) et à la discrimination à l'embauche touchant notamment les jeunes issus des zones urbaines sensibles, les structures d'insertion doivent encore accentuer leurs actions en faveur des publics en difficulté.

ANNEXE 1 : Répartition des SIAE par structure et activité

Avertissement : présence de double compte possible car une structure peut intervenir dans plusieurs secteurs d'activité

	Zone d'emploi de Mulhouse					Département du Haut-Rhin					Région Alsace				
	ETTI	AI	EI	CI	total	ETTI	AI	EI	CI	total	ETTI	AI	EI	CI	total
Agriculture, horticulture, maraîchage	0	0	0	2	2	0	0	0	2	2	0	1	1	1	5
Aménagement et entretien d'espaces verts	0	0	4	3	7	0	0	4	5	9	0	1	9	2	21
Aménagement et valorisation d'espaces naturels	0	0	0	3	3	0	0	0	5	5	0	0	2	5	12
Bâtiment (gros œuvre)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Bâtiment (second œuvre)	0	0	1	1	2	0	0	1	1	2	0	0	2	1	5
Bâtiment (travaux publics, terrassement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Collecte alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			0	0
Commerce d'occasion	0	0	1	1	2	0	0	1	1	2	0	0	1	5	8
Courses	0	0	1	0	1	0	0	1	0	1	0	0	2	0	3
Electroménager (commerce d'occasion)	0	0	1	0	1	0	0	1	0	1	0	0	1	0	2
Formation d'auxiliaire de vie sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1
Imprimerie, communication	0	0	1	0	1	0	0	2	0	2	0	0	0	0	2
Industrie (sous-traitance)	0	0	2	0	2	0	0	3	0	3	0	0	5	0	8
Intérim	5	0	0	0	5	8	0	0	0	8	6	0	0	0	14
Jouets (commerce d'occasion)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Médiation et prévention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3
Mise à disposition de personnel aux collectivités et aux entreprises	0	7	0	0	7	0	19	0	0	19	0	14	0	0	33
Mise à disposition de personnel aux particuliers	0	7	0	0	7	0	22	0	0	22	0	14	0	0	36
Nettoyage de locaux professionnels et collectifs	0	0	2	1	3	0	0	2	1	3	0	1	3	0	7
Nettoyage et balayage de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Nettoyage industriel et immobilier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Petites réparations en logements sociaux	0	0	1	1	2	0	0	1	1	2	0	0	4	0	6
Préparation de commandes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Prestations auprès des personnes âgées dépendantes; garde d'enfants à domicile	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Prestations aux collectivités	0	0	2	0	2	0	0	2	0	2	0	0	7	0	9
Production de bois de chauffage	0	0	0	1	1	0	0	0	2	2	0	0	0	0	2
Récupération, reconditionnement, recyclage	0	0	3	2	5	0	0	3	4	7	0	0	3	11	21
Repassage, blanchisserie	0	0	1	0	1	0	0	2	0	2	0	0	1	0	3
Restauration	0	0	0	1	1	0	0	0	2	2	0	0	1	1	4
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Vannerie, chaiserie, petite menuiserie	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1
Vêtements (commerce d'occasion)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3

Source : URSIEA

ANNEXE 2 : Tableau de correspondance des niveaux de formation

Niveau I-II	BAC + 3 OU PLUS
Niveau III	BAC + 2
Niveau IV	BAC BTN BT BP
Niveau V	BEP CAP
Niveau V bis	BIS CEP SES
Niveau VI	1ER CYCLE 2EME DEGRE



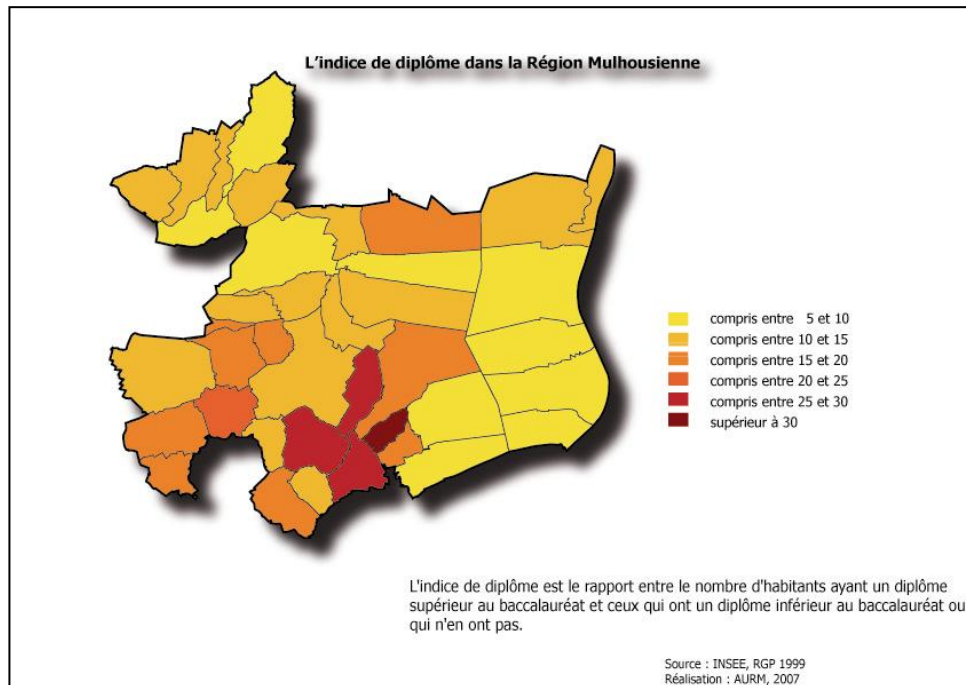
Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 13 :
Niveau de formation de la population

Le diplôme réduit le risque
de chômage ... et facilite la
« ségrégation spatiale » ...

1. Niveaux de diplôme de la population (INSEE RGP 1999)

Il faut rester vigilant quant à cette analyse puisque l'indice de diplôme fait appel au recensement général de la population de 1999 et que les revenus moyens concernent l'année 2005.

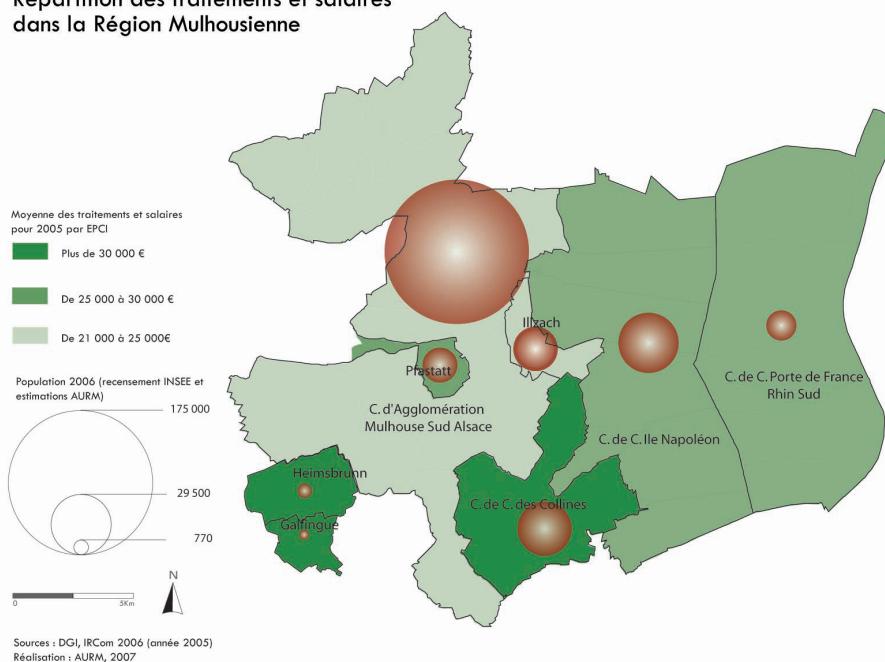


Cette carte se superpose presque parfaitement avec la carte montrant le nombre d'emplois transfrontaliers par commune (cf. thème 9 : Emploi total - page 8), ce qui tend à démontrer la relative dépendance du Pays de la région mulhousienne à l'agglomération bâloise en ce qui concerne les emplois fortement qualifiés.

Une analyse plus détaillée et plus fine (tenant compte par exemple de la pyramide des âges et du solde migratoire des communes du Pays de la région mulhousienne) permettrait de mieux comprendre ce découpage. Cette analyse pourra être faite avec le recensement rénové de 2009, le recensement général de 1999 ne reflétant pas la réalité.

Les revenus moyens des habitants des communes du Pays de la région mulhousienne semble être corrélé à l'indice de diplôme.

Répartition des traitements et salaires dans la Région Mulhousienne



Par exemple, la communauté de communes des Collines a un revenu moyen important (plus de 30 000 €) ainsi qu'un indice de diplôme élevé (supérieur à 30 pour les communes de Zimmersheim et Bruebach, entre 25 et 30 pour les communes de Brunstatt et Riedisheim). Illzach a un revenu moyen compris entre 21 000 et 25 000 € et un indice de diplôme compris entre 10 et 15.

Cependant, cette corrélation n'est pas toujours vérifiée, comme pour la communauté de communes Porte de France Rhin Sud dont le revenu moyen est élevé (entre 25 000 et 30 000 €) et l'indice de diplôme faible (généralement entre 5 et 10).

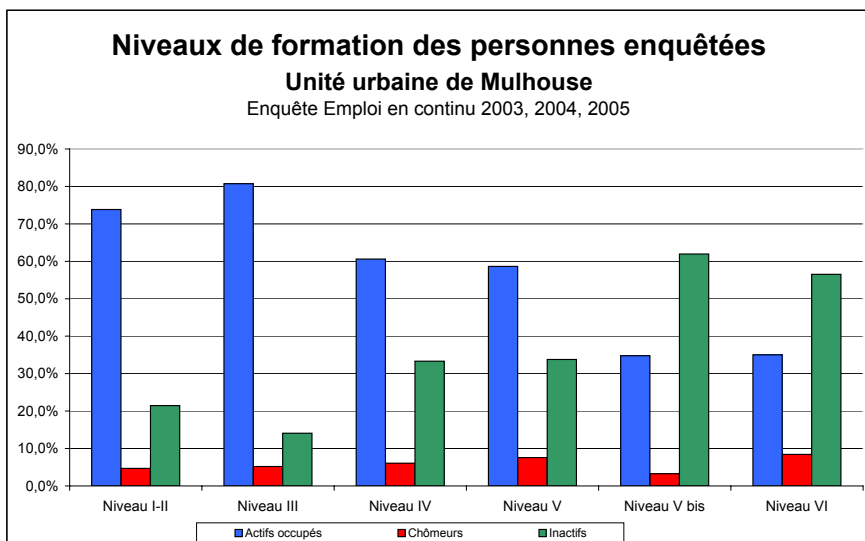
Là encore, une analyse plus détaillée permettrait de mieux comprendre ces différences (recensement rénové de 2009).

2. Niveaux de formation de la population (Enquête Emploi - cf. annexe 1)

Avertissements :

- Au niveau de l'unité urbaine de Mulhouse et de la Région Alsace, il s'agit des résultats de l'enquête Emploi réalisée par l'INSEE en continu de 2003 à 2005.
- Au niveau de la France, l'enquête s'est effectuée sur 2003 et ne comptabilise que les personnes ayant terminé leurs études initiales entre mai 1998 et janvier 2003.

- Unité urbaine de Mulhouse



- Comparaison avec des échelles supérieures

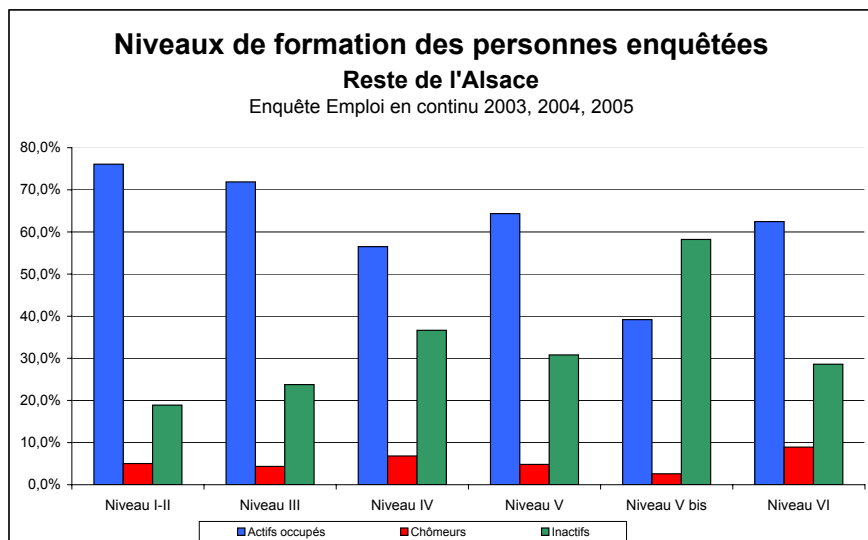


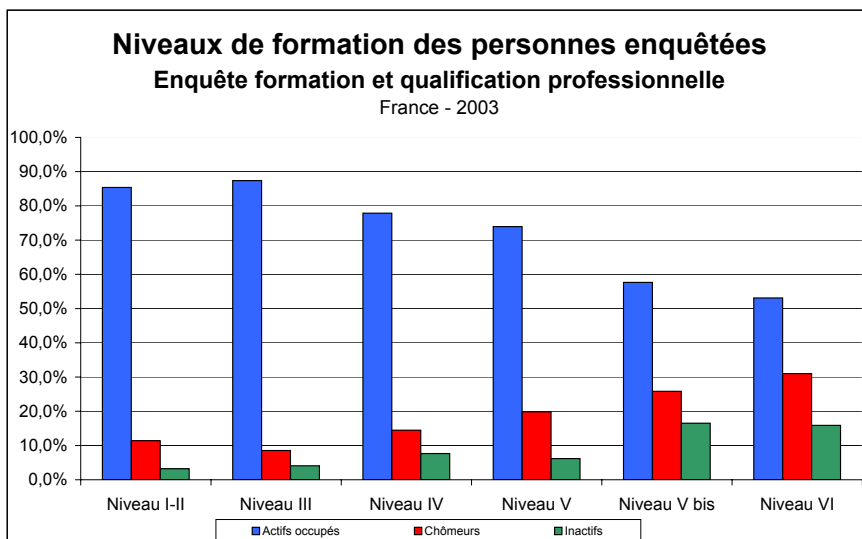
Tableau de correspondance :

Niveau I-II	Bac+ 3 et plus
Niveau III	BTS - DUT
Niveau IV	BAC et Brevets Techniques
Niveau V	CAP - BEP
Niveau V bis	certificat d'étude professionnel
Niveau VI	aucun titre

Le niveau de formation des habitants de l'unité urbaine de Mulhouse est sensiblement comparable au niveau de formation ailleurs en Alsace : à Mulhouse comme à Haguenau, le diplôme réduit le risque de chômage.

En détail, quelques différences apparaissent :

- La proportion des personnes avec un niveau de formation élevé (niveaux I et II) est moins bien représentée parmi les actifs occupés de l'Unité Urbaine de Mulhouse (73,8% - cf. annexe 2) que dans le reste de l'Alsace (76,1% - cf. annexe 3). Cela peut notamment s'expliquer par l'attraction de l'agglomération de Strasbourg (84% des effectifs universitaires se concentrent à Strasbourg - cf. Thème n° 15 : Enseignement supérieur). La part des inactifs de niveau supérieur ou égal au bac+3 est relativement importante sur le territoire en comparaison au reste de l'Alsace (+2,6 points).
- La proportion des personnes avec un niveau III de l'Unité Urbaine de Mulhouse est importante (80,7% contre 71,9% pour le reste de l'Alsace) en raison sans doute du poids de l'agglomération mulhousienne, par la proximité et l'influence de l'agglomération bâloise, mais aussi par l'offre de formation du territoire (l'Université Haute Alsace concentre 46% des effectifs alsaciens inscrits en DUT ou DEUST en 2006 - cf. Thème n° 15).
- Une part importante des demandeurs d'emploi de l'Unité Urbaine de Mulhouse a un niveau V (+2,8 points par rapport au reste de l'Alsace - cf. annexes 2 et 3). L'orientation industrielle du territoire (entraînant une proportion élevée de titulaires de CAP et de BEP) et le ralentissement économique du secteur de l'industrie (cf. Thème n° 10 : La demande d'emploi) expliquent cette forte proportion.



Avertissement : les données concernent uniquement des personnes ayant terminé leurs études initiales après mai 1998, ce qui induit une sous représentation logique des niveaux VI et V bis.

L'enquête nationale n'a pas le même champ et ne s'est pas déroulée à la même période que l'enquête réalisée en Alsace. La comparaison directe n'est pas souhaitable.

La proportion d'actifs occupés de niveau I, II et III est élevée : plus les niveaux de formation sont élevés, plus le risque de chômage tend à diminuer.

SYNTHESE

Diagnostic

- Même si l'indice de diplôme de l'Unité Urbaine de Mulhouse est plus faible que celui de la Région Alsace (21,8% contre 23,3% au recensement général de la population de 1999), les **structures de la population par niveaux de formation sont similaires** d'après l'enquête emploi réalisée en continu de 2003 à 2005. On a donc une **élévation du niveau de formation depuis 1999** (due notamment au remplacement des générations âgées, peu diplômées, par des générations jeunes ayant bénéficié de l'expansion de l'enseignement supérieur), ce qui constitue un atout fort pour le développement du Pays de la région mulhousienne.
- Le **diplôme** favorise l'entrée sur le marché du travail.
- Le sud du Pays semble plus attractif pour les cadres, ce qui induit logiquement des différences en terme de revenu moyen. Cette différence d'attractivité est en partie due à l'emploi transfrontalier (cf. Thème n°9) et a également des **répercussions** sur les coûts du foncier et de l'immobilier.

Dimension prospective

- L'attractivité économique et résidentielle n'est pas uniforme à l'échelle du Pays de la région mulhousienne, ce qui est un atout pour le Pays. On observe une **diversité de l'offre** en termes de coûts et de qualité de vie (identité de territoires diverses, choix entre milieux urbains et ruraux : Bassin Potassique, Bande Rhénane, Pays de Sundgau, Ville de Mulhouse ...), couplée à une **bonne accessibilité interne** (tram-train) et **externe** (TGV Est - TGV Rhin-Rhône des 2011 - renforcement de l'aéroport de Mulhouse-Bâle). Ceci pourrait avoir à terme un rôle à jouer dans le développement du Pays de la région mulhousienne.
- La proportion d'inactifs et de demandeurs d'emploi de **niveau V** est relativement élevée : l'offre de formation est encore fortement tournée vers l'industrie (cf. Thème n° 14 : Formation initiale). Il est donc nécessaire de réorienter ces personnes vers des **formations courtes** pouvant répondre aux besoins immédiats des entreprises (cf. Thème n° 10 : Demande d'emploi).

ANNEXE 1 : Enquête Emploi (INSEE)

Réalisée par l'Insee depuis 1950, l'enquête Emploi est la source statistique qui permet de mesurer le chômage au sens du BIT (*). Elle fournit aussi des données sur les professions, l'activité des femmes ou des jeunes, la durée du travail, les emplois précaires. Elle permet de mieux cerner la situation des chômeurs et les changements de situation vis à vis du travail. Depuis 2003, l'enquête Emploi est trimestrielle et sa collecte auprès d'un échantillon de ménages, est réalisée en continu sur toutes les semaines de chaque trimestre.

(*) Le Bureau international du travail (BIT) est un organisme rattaché à l'ONU et chargé des questions générales liées au travail dans le monde. Il harmonise les concepts et définitions relatives au travail et à l'emploi, en particulier celles relatives à la population active occupée et aux chômeurs.

ANNEXE 2 : Niveaux de formation de la population de l'unité urbaine de Mulhouse (INSEE)

	Actifs occupés	Demandeurs d'emploi	Inactifs
Niveau I-II	73,8%	4,7%	21,5%
Niveau III	80,7%	5,2%	14,1%
Niveau IV	60,6%	6,1%	33,3%
Niveau V	58,6%	7,6%	33,8%
Niveau V bis	34,8%	3,3%	62,0%
Niveau VI	35,0%	8,4%	56,5%

ANNEXE 3 : Niveaux de formation de la population du reste de l'Alsace (INSEE)

	Actifs occupés	demandeurs d'emploi	Inactifs
Niveau I-II	76,1%	5,0%	18,9%
Niveau III	71,9%	4,3%	23,8%
Niveau IV	56,5%	6,8%	36,7%
Niveau V	64,4%	4,8%	30,8%
Niveau V bis	39,2%	2,6%	58,2%
Niveau VI	62,5%	8,9%	28,6%

ANNEXE 4 : Niveaux de formation de la population française (INSEE)

	Actifs occupés	Demandeurs d'emploi	Inactifs
Niveau I-II	85,4%	11,4%	3,2%
Niveau III	87,4%	8,5%	4,1%
Niveau IV	77,9%	14,5%	7,7%
Niveau V	73,9%	19,9%	6,2%
Niveau V bis	57,7%	25,8%	16,5%
Niveau VI	53,1%	31,0%	15,9%

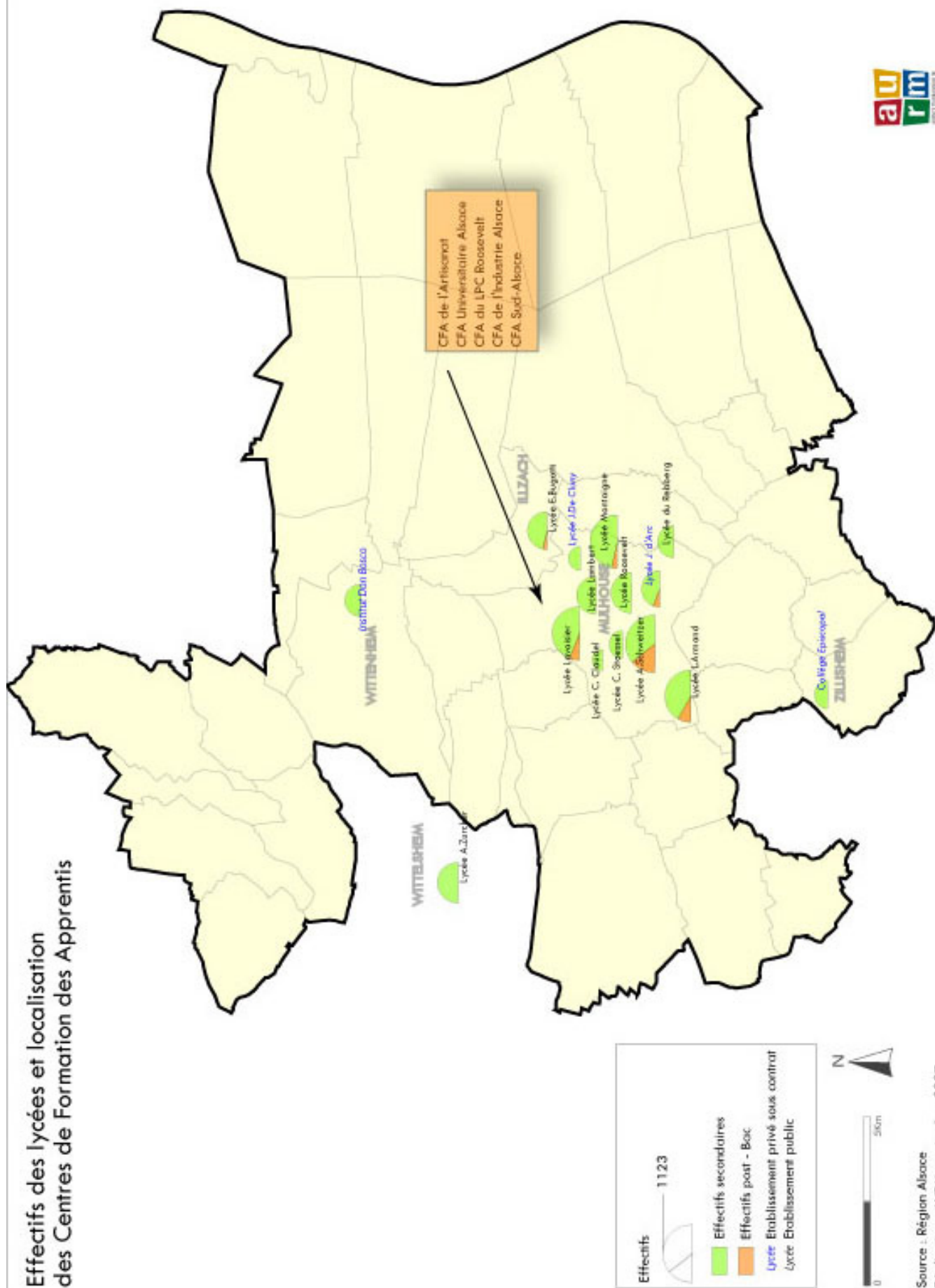


Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n°14 :
Formation initiale

La nécessité d'adaptation
de l'offre de formation à
l'évolution du marché local
de certains secteurs.

Effectifs des lycées et localisation des Centres de Formation des Apprentis



Seul le second cycle de la formation initiale est étudié pour les lycées et les centres de formation pour adultes du territoire du Pays de la région mulhousienne.

Malgré un taux de chômage élevé pour le Pays de la région mulhousienne (10,3% sur la zone d'emploi de Mulhouse en juin 2007), des difficultés de recrutement existent.

Par ailleurs, les mutations économiques induisent de profonds changements. Dans un contexte où les créations nettes d'emploi risquent d'être insuffisantes, il n'est pas certain que les flux de formation restent appropriés pour chacune des familles professionnelles, tant en terme de quantitatif que de qualitatif.

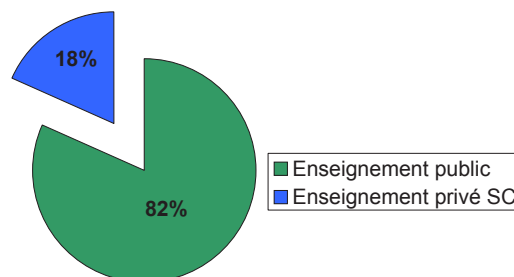
1. Effectifs et formations en lycées

1.1. Effectifs des lycées publics et privés sous contrat

Le Pays de la région mulhousienne concentre 34,8% des effectifs du Haut-Rhin en 2006 et représentait 35,4% de la population haut-rhinoise au recensement général de la population de 1999.

La majorité des lycées du territoire sont des lycées publics (10 sur 16) et regroupent 82% des effectifs totaux de la rentrée 2006 (cf. annexe 1).

Effectifs des lycéens en 2006 par type d'enseignement
Territoire MEF
source : Région Alsace



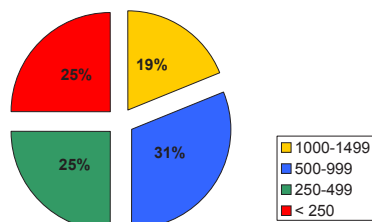
Les lycées haut-rhinois et alsaciens suivent une répartition quasi similaire, même si l'enseignement privé est plus présent sur le territoire du Pays (18% contre 13% des effectifs alsaciens - cf. annexe 1).

Comparativement à la zone d'emploi de Montbéliard l'enseignement privé est très présent sur le territoire du Pays (18% contre 1% sur la zone d'emploi de Montbéliard - cf. annexe 1). Par contre, l'enseignement privé est nettement plus représenté sur le bassin de formation Loire Sud (30% - cf. annexe 1).



Lycée privé Cluny
Mulhouse
www.lyceycluny-mulhouse.fr

Etablissements par taille
Pays de la région mulhousienne
source : Région Alsace



Les établissements du Pays de la région mulhousienne sont majoritairement de taille moyenne (500 à 999 élèves - cf. annexe 2), voire de petite taille (50% des lycées comptent moins de 500 élèves). Il n'y a pas de gros établissements (plus de 1500 lycéens).

Comme pour le Pays, le Département du Haut-Rhin et la Région Alsace regroupent essentiellement des établissements de petite taille et de taille moyenne. Néanmoins, le Haut-Rhin (hors Pays) compte trois gros établissements publics tandis que le Bas-Rhin n'a pas d'établissement inscrivant plus de 1500 lycéens (cf. annexe 2).

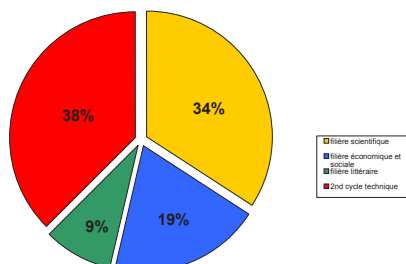


Lycée Michel de Montaigne
Mulhouse
www.lycee-montaigne.net

1.2. Effectifs de la rentrée 2006 par filière

Sur le territoire du Pays de la région mulhousienne, plus de la moitié des lycéens ont choisi la filière générale et le tiers a opté pour la filière professionnelle (cf. annexe 3).

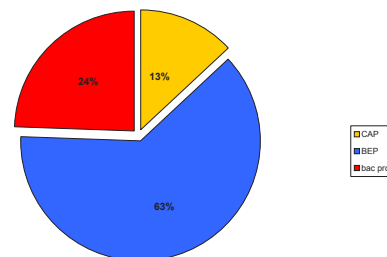
Répartition par filière des effectifs de 1ère et terminale
Pays de la région mulhousienne
Source : Région Alsace



Pour le second cycle général et technique, il apparaît clairement que l'offre de formation du territoire est très orientée vers la filière technique (38%) et la filière scientifique (34%), la filière littéraire étant très faiblement représentée. Cette orientation est probablement due à la tradition industrielle du territoire et au pôle chimique et pharmaceutique de Bâle.

Au niveau du second cycle professionnel (représentant 33% des effectifs lycéens), 61% des effectifs préparent un BEP et 25% préparent un Bac Professionnel.

Répartition du second cycle professionnel
Pays de la région mulhousienne
Source : Région Alsace



La structure des effectifs des lycées du Pays suit la même tendance que celle du Département du Haut-Rhin et de la Région Alsace (cf. annexe 3).

A titre de comparaison, dans la zone d'emploi de Montbéliard (194 539 habitants au recensement général de la population de 1999, 250 699 pour le Pays), le second cycle professionnel (représentant 36% des effectifs lycéens - cf. annexe 3), compte 52% de lycéens préparant un BEP (63% pour le territoire du Pays de la région mulhousienne) et 29% un Bac Professionnel (24% pour le Pays).



Lycée Stoessel, Mulhouse
www.lpstoessel.fr

1.3. Effectifs de la rentrée 2006 par filière



Lycée Louis Armand, Mulhouse
www.louis-armand.uha.fr

Les domaines de formation comptant le plus d'effectifs sur le Pays de la région mulhousienne sont : les formations générales, les spécialités pluriscientifiques (rappel : 34% des effectifs de 1ère et terminale du second cycle général se dirigent vers la filière scientifique), les spécialités pluridisciplinaires sciences humaines et droit, le commerce et la vente, les spécialités plurivalentes des échanges et gestion (cf. annexe 4).

Ces domaines disciplinaires concentrent également le plus d'effectifs lycéens aux niveaux départemental et régional. Cependant, le domaine de l'électricité et de l'électronique se trouve parmi les cinq formations comptant le plus d'effectifs dans le Département (6% des effectifs haut-rhinois) et en Région (6% des effectifs alsaciens) et est moins représenté sur le territoire du Pays (5% des effectifs).

1.4. Taux de réussite par filière - session 2006

		Pays
ENSEIGNEMENT PUBLIC	2nd cycle GT	
	bac général	85,5%
	bac techno	81,7%
	2nd cycle pro	
	CAP	NC
ENSEIGNEMENT PRIVE	2nd cycle GT	
	bac général	96,5%
	bac techno	73,5%
	2nd cycle pro	
	CAP	NC

Source : Académie de Strasbourg

* NC = non communiqué



Les taux de réussite du secondaire sur le Pays de la région mulhousienne sont relativement faibles comparativement à d'autres échelles (cf. annexe 5).

Le taux de réussite au baccalauréat général est inférieur à celui du Département et de la Région mais néanmoins similaire à l'unité urbaine de Saint-Étienne et à la zone d'emploi de Montbéliard. Au niveau du bac professionnel et du bac technologique, les taux de réussite aux examens sont également inférieurs à ceux de l'Alsace.

		Haut-Rhin	Alsace
ENSEIGNEMENT PUBLIC	2nd cycle GT		
	bac général	89,0%	90,0%
	bac techno	81,8%	84,1%
	2nd cycle pro		
	CAP	77,9%	77,2%
ENSEIGNEMENT PRIVE	2nd cycle GT		
	bac général	96,9%	94,9%
	bac techno	83,8%	81,6%
	2nd cycle pro		
	CAP	84,6%	79,9%
SANS OBJET	2nd cycle GT		
	bac général	45,7%	51,1%
	bac techno	56,7%	50,8%
	2nd cycle pro		
	CAP	67,0%	68,3%

Source : Académie de Strasbourg

L'orientation industrielle du territoire entraîne une proportion élevée de CAP/BEP « industriels » et les taux de réussite pour ces diplômes ne sont pas communiqués (données non disponibles actuellement car non consolidées).

2. Effectifs et formations en Centre de Formation des Apprentis (CFA)

ETABLISSEMENTS	Effectifs 2005
CFA DE L'ARTISANAT	626
CFA DE L'INDUSTRIE ALSACE	549
CFA DU LPC ROOSEVELT	872
TOTAL DES EFFECTIFS DU TERRITOIRE DE LA MEF	2047

Source : Région Alsace

Le seul CFA de l'industrie en Alsace se situe à Mulhouse. Une antenne existe également à Colmar.



www.cfai-alsace.fr

RATTACHEMENT	Effectifs rentrée 2005		
	HAUT RHIN	BAS RHIN	ALSACE
CFA DE LA CHBRE DES METIERS	626	716	1342
CFA DE L'INDUSTRIE	549	0	549
CFA PUBLIC EN	1986	4164	6150
CFA ASSOCIATIFS	1504	1096	2600
CFA PUBLIC AGRICOLE	406	305	711
Total général	5071	6281	11352

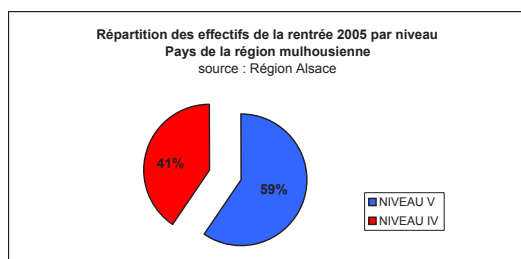
Source : Région Alsace

2.1. Effectifs de la rentrée 2005 par diplôme

NIVEAU V	Effectifs 2005
BEP	336
BEPA	0
Brevet	47
BCP	0
CAP	745
CAPA	0
CTM	69
MC	18
NIVEAU IV	832
BAC PRO	676
BP	156
BTM	0
MC	0
TOTAL	2047

Source : Région Alsace

CTM = Certificat Technique des Métiers
BTM = Brevet Technique des Métiers
BCP = Brevet de Compagnon Professionnel
MC = Mention Complémentaire



La majorité des effectifs des CFA suit une formation de niveau V (59%). 61% de ces effectifs préparent un CAP et 28% préparent un BEP. Pour les formations de niveau IV, 81% préparent un Bac professionnel.

La structure des effectifs des CFA du Département du Haut-Rhin suit la même tendance que celle des CFA de la Région Alsace. Une très forte proportion des élèves en apprentissage suit une formation de niveau V (74% pour le Département et 77% pour la Région). Cela peut être le reflet d'un faible niveau de formation des jeunes alsaciens lorsqu'ils ne poursuivent pas leurs études en niveau IV.

	Haut-Rhin	Alsace
NIVEAU V	3744	8689
BEP	667	1346
BEPA	146	259
Brevet	47	47
BCP	73	131
CAP	2433	6139
CAPA	149	302
CTM	177	391
MC	52	74
NIVEAU IV	1327	2663
BAC PRO	976	1714
BP	347	838
BTM	0	63
MC	4	31
Certificat	0	17
TOTAL	5071	11352

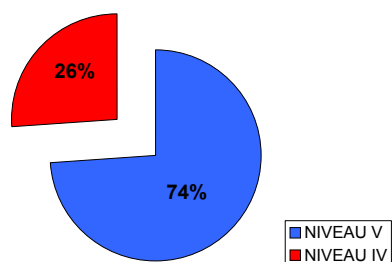
Source : Région Alsace

CTM = Certificat Technique des Métiers
 BTM = Brevet Technique des Métiers
 BCP = Brevet de Compagnon Professionnel
 MC = Mention Complémentaire

Cette proportion est nettement supérieure à celle du territoire du Pays de la région mulhousienne (59% de niveau V) ce qui, ajoutée à la forte proportion de niveau IV (41% sur le Pays) et de niveau I et II (35% des effectifs de licence professionnelle de la Région étudient à l'Université Haute Alsace de Mulhouse), montre que les apprentis du Pays ont un niveau de formation plus élevés que ceux du reste de l'Alsace.

Répartition des effectifs par niveau Haut-Rhin

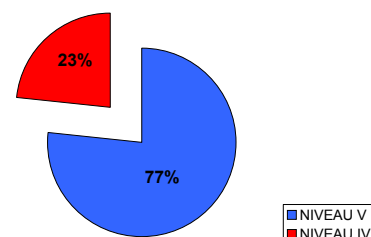
source : Région Alsace



La grande majorité des personnes effectuant un apprentissage de niveau V dans un CFA prépare un CAP (65% dans le Haut-Rhin, 72% en Alsace et 61% sur le Pays). De plus, 28% des apprentis du territoire préparent un BEP contre 18% dans le Haut-Rhin et 15% au niveau régional. Les apprentis du Pays de la région mulhousienne suivent une formation d'un niveau plus élevé que les apprentis du reste de l'Alsace.

Répartition des effectifs par niveau Alsace

source : Région Alsace



Ce constat est renforcé par le fait que 81% des apprentis du territoire inscrits dans une formation de niveau IV préparent un Bac professionnel contre 74% au niveau départemental et 65% au niveau régional.

2.2. Effectifs de la rentrée 2005 par groupe de formation

Les domaines de formation en apprentissage comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays de la région mulhousienne sont (cf. annexe 6) :

- Commerce, vente (au 4ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant près de 6% des effectifs en lycée et près de 16% des effectifs en CFA),
- Moteurs et mécanique automobile (au 12ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant près de 3% des effectifs en lycée et plus de 15% des effectifs en CFA),
- Electricité, électronique (au 7ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant plus de 5% des effectifs en lycée et près de 11% des effectifs en CFA),
- Agro-alimentaire, alimentation, cuisine (au 21ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant moins de 1% des effectifs en lycée et près de 11% des effectifs en CFA),
- Coiffure, esthétique et autres services aux personnes (au 17ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant plus de 1% des effectifs en lycée et près de 10% des effectifs en CFA),
- Structures métalliques (au 16ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant près de 2% des effectifs en lycée et plus de 7% des effectifs en CFA),
- Mécanique générale et de précision, usinage (au 15ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant plus de 2% des effectifs en lycée et près de 6% des effectifs en CFA),
- Santé (au 11ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant plus de 3% des effectifs en lycée et près de 5% des effectifs en CFA).

2.3. Taux de réussite par diplôme et par CFA du Pays de la région mulhousienne (session 2007)

- CFA de l'Industrie Alsace (Mulhouse)

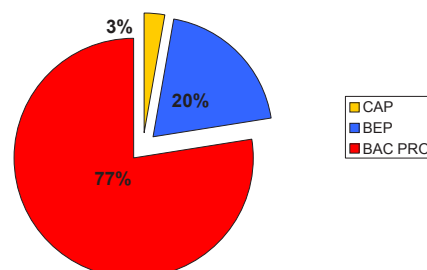


www.cfai-alsace.fr

La majorité des apprentis du CFAI Alsace ayant passé un examen en juin 2007 ont obtenu un bac professionnel (77,4% - cf. annexe 7).

Le taux de réussite en BEP est en baisse par rapport à 2006 (- 10,9 points) mais celui des Bac Pro est en hausse (+4,2 points).

Effectifs reçus aux examens de juin 2007 par diplôme - CFAI



- CFA du LPC Roosevelt (Mulhouse)



De manière générale, les taux de réussite aux examens du CFA de Roosevelt ont augmenté en 2007 par rapport à 2006. La plus forte progression est enregistrée pour les CAP (cf. annexe 8).



- CFA de l'Artisanat (Mulhouse)

Examens	Taux de réussite
CAP Carrossier Réparateur	64%
CAP Mécanicien en Maintenance de Véhicule, option Véhicules Particuliers	89%
CAP Mécanicien en Maintenance de Véhicule, option Véhicules Industriels	80%
CAP Mécanicien en Maintenance de Véhicule, option Motocycles	100%
CAP Peintre en Carrosserie	87%
CAP Sellerie Générale	100%
CAP Vendeur Magasinier en pièces de rechange et équipements	82%
CAP Coiffure	79%
BEP Mécanicien en Maintenance de Véhicule, option Véhicules Particuliers	92%
BEP Carrosserie	65%
Mention Complémentaire Maintenance des systèmes embarqués de	-
Mention Complémentaire Coloriste / Permanentiste	86%
Certificat de Qualification Professionnelle Technicien Electricien Electronicien Automobile	100%
Certificat de Qualification Professionnelle Carrossier Peintre	82%
Certificat de Qualification Professionnelle Magasinier vendeur confirmé en pièces de rechange et accessoires	100%
Certificat de Toilettier Canin	87%
Brevet Professionnel Coiffure	81%
Bac Pro Maintenance de véhicules automobiles, option Véhicules Particuliers	95%
Bac Pro Maintenance de véhicules automobiles, option Véhicules Industriels	100%
Bac Pro Maintenance de véhicules automobiles, option Motocycles	80%
Bac Pro Carrosserie, option Réparation	100%

Source : CFA de l'Artisanat de Mulhouse



www.cfaa-mulhouse.fr

2.4. Enquête d'insertion professionnelle 6 mois après l'examen de juin 2006 au CFAI Alsace

(Source : CFAI Alsace)

Diplôme	Nombre de réponses	En situation d'emploi	Formation en alternance	Autre formation	Recherche d'emploi
BEP Métiers de l'Electronique	29	10%	87%	3%	-
BEP Réalisation d'Ouvrages Chaudronnés	9	33%	67%	-	-
BEP Métiers de la Production Mécanique Informatisée	4	-	100%	-	-
Total BEP	42	14%	83%	3%	-
Bac Pro Electrotechnique, Energie, Equipements Communicants en 2 ans	45	67%	20%	5%	8%
Bac Pro Electrotechnique, Energie, Equipements Communicants en 3 ans	12	50%	34%	8%	8%
Bac Pro Maintenance des Equipements Industriels en 2 ans	33	54%	36%	-	10%
Bac Pro Maintenance des Equipements Industriels en 3 ans	16	63%	31%	6%	-
Bac Pro Pilotage des Systèmes de Production Automatisée	11	55%	27%	9%	9%
Bac Pro Technicien d'Usinage en 2 ans	26	61%	31%	8%	-
Bac Pro Technicien d'Usinage en 3 ans	2	50%	-	50%	-
Bac Pro Technicien Outilleur en 2 ans	3	67%	33%	-	-
Total Bac Pro	148	60%	28%	6%	6%

Source : CFAI Alsace

Il apparaît dans cette enquête sur les sortants de juin 2006 que 34% des apprentis titulaires d'un BEP ou d'un Bac Pro poursuivent leurs études en 2007 (cf. annexe 9).

De plus, Il semble que les apprentis du CFAI Alsace n'aient pas de problème d'insertion dans l'emploi. En effet, seulement 6% des personnes interrogées sont à la recherche d'un emploi et 60% sont en situation d'emploi, emploi durable ou précaire.

SYNTHESE

Diagnostic

- Plus de la moitié des lycéens se dirige vers la filière générale (principalement scientifique) et technique et un tiers se dirige vers la filière professionnelle.
- Le niveau général des lycéens et apprentis du Pays de la région mulhousienne est au dessus de la moyenne régionale alors que les taux de réussite sont plus faibles : le Pays est bien placé au regard des taux d'entrée en formation mais pas au regard des taux de sortie.
- Le Pays de la région mulhousienne possède le seul CFA de l'Industrie de la Région Alsace. Malgré une chute très marquée de l'emploi salarié privé de l'industrie depuis 1999 (cf. Thème n°9 : Emploi total) et la prédominance du secteur des services (48,2% de l'emploi salarié privé total et 25,2% pour l'industrie), le secteur de l'industrie occupe encore une place importante dans la structure de l'emploi du Pays de la région mulhousienne et les sortants du CFAI semblent ne pas connaître de problème d'insertion dans l'emploi. Ces derniers peuvent cependant chercher un débouché dans certains métiers des services à l'industrie (par exemple la maintenance industrielle) ou occuper un emploi hors du territoire (par exemple en Suisse).

Dimension prospective

- Pour certains secteurs, les formations dispensées sur le Pays de la région mulhousienne ne sont pas adaptées à la réalité du marché du travail local et aux mutations fortes qu'il traverse. C'est le cas du secteur des services qui est en pleine expansion (cf. Thème n°9 : Emploi total) notamment pour les activités d'aide par le travail, aide à domicile, métiers de l'hôtellerie-restauration, ...
- L'offre de formation de la filière professionnelle doit s'adapter aux nouvelles techniques générées par le développement durable notamment dans les secteurs de la construction (exemples : métiers de l'installation d'équipements thermiques et de climatisation - cf. Thème n°9 ; normes de Haute Qualité Environnementale) et de l'énergie (énergies renouvelables).
- Quelle est la situation des diplômés du Pays de la région mulhousienne à la sortie de leur formation ? Sont-ils en situation d'emploi durable ?

N.B. : Les données du GRETA, de l'AFPA et de l'Ecole de la Seconde Chance seront intégrées ultérieurement.

L'AFPA a inauguré une formation relative à l'énergie renouvelable le 13 novembre et ouvrira également une formation à la rentrée 2008 afin de répondre aux nouveaux besoins de l'Euroairport (menuisiers, mécaniciens spécialisés, ...).

Les Ecoles de la Seconde Chance viennent s'inscrire comme des réponses adaptées aux besoins de jeunes en grande difficulté d'une part et aux attentes des entreprises locales d'autre part. Elles proposent des formations qualifiantes de courte durée (de 6 mois à 2 ans) en partenariat avec les entreprises ce qui permet aux stagiaires à la fois d'acquérir des compétences techniques, sociales et comportementales indispensables à leur insertion et de construire leur projet personnel et professionnel. L'Europe compte aujourd'hui 26 écoles de ce type dont une à Mulhouse.

ANNEXE 1 : Effectifs des lycées publics et privés sous contrat (2006)

Pays de la région mulhousienne

COMMUNES	ENSEIGNEMENT	ETABLISSEMENTS	EFFECTIFS 2006
ILLZACH	Public	LETPI ETTORE BUGATTI	634
	Public	LEGT ALBERT SCHWEITZER	1032
	Public	LEG LAMBERT	690
MULHOUSE	Public	LEGT LOUIS ARMAND	936
	Public	LEGT MICHEL DE MONTAIGNE	1161
	Public	LEGTPI LAURENT DE LAVOISIER	1055
	Public	LP CHARLES STOESEL	381
	Public	LPC ROOSEVELT	700
	Public	LPE CAMILLE CLAUDEL	205
	Public	LP DU REBBERG	464
	Privé Sous Contrat	LY ST-JOSEPH DE CLUNY	83
	Privé Sous Contrat	LP ST-JOSEPH DE CLUNY	195
	Privé Sous Contrat	LYCEE JEANNE D'ARC	534
WITTENHEIM	Privé Sous Contrat	LY INSTITUT DON BOSCO	68
	Privé Sous Contrat	LP INSTITUT DON BOSCO	392
ZILLISHEIM	Privé Sous Contrat	LY COLLEGE EPISCOPAL	366
TOTAL DES EFFECTIFS DE LA REGION MULHOUSIENNE			8896

Source : Région Alsace



Salle de classe
www.lyceeculuny-mulhouse.fr

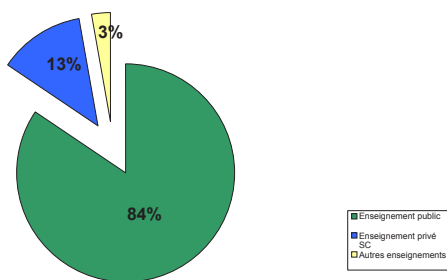
Comparaison avec des échelles supérieures

ETABLISSEMENTS	Effectifs rentrée 2006		
	HAUT RHIN	BAS RHIN	ALSACE
Enseignement public	21604	30362	51966
Enseignement privé SC	3259	4438	7697
Autres enseignements	688	710	1398
Total général	25551	35510	61061

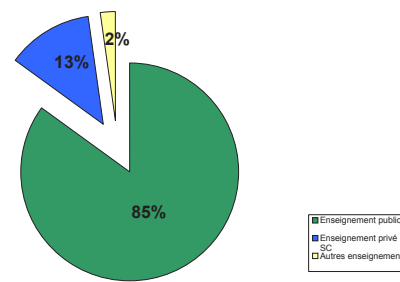
Source : Région Alsace

Autres enseignements : privé agricole, public agricole, enseignement spécialisé.

Effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement
Haut - Rhin
source : Région Alsace



Effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement
Alsace
source : Région Alsace



Autres enseignements : privé agricole, public agricole, enseignement spécialisé.

Comparaison avec d'autres agglomérations

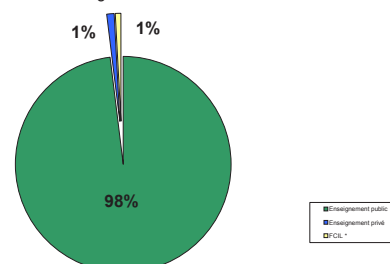
Zone d'emploi de Montbéliard :

ETABLISSEMENTS	Effectifs 2006
Enseignement public	5482
Enseignement privé	52
FCIL *	51
Total général	5585

Source : Région Franche Comté

* Formation Complémentaire Initiative Locale
Education Nationale uniquement

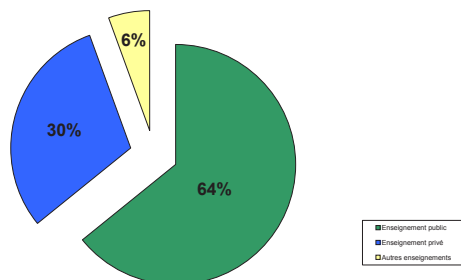
Effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement
ZE Montbéliard
source : Région Franche Comté



Bassin de formation Loire Sud :

ETABLISSEMENTS	Effectifs 2006
Enseignement public	12524
Enseignement privé	5847
Autres enseignements	1109
Total général	19480

Source : Région Rhône-Alpes

 Effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement
 Bassin de formation Loire Sud
 source : Région Rhône-Alpes

 DIRECTION DES LYCEES
 LES DIFFERENTS BASSINS DE FORMATION


ANNEXE 2 : Taille des lycées publics et privés sous contrat (2006)

Pays de la région mulhousienne

Nombre d'élèves	Nbre d'étab
1500-1999	0
1000-1499	3
500-999	5
250-499	4
< 250	4
Total	16

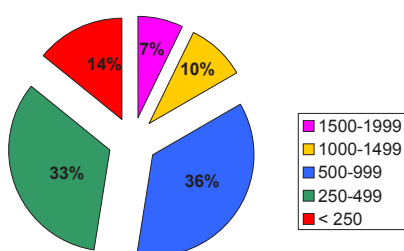
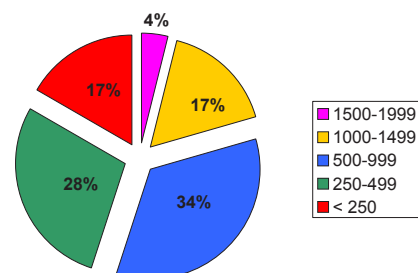
Source : Région Alsace


 Lycée Lavoisier
 Mulhouse
www.lycee-lavoisier.net

Comparaison avec des échelles supérieures

Nombre d'élèves	Nombre d'établissements	
	HAUT-RHIN	REGION
1500-1999	3	3
1000-1499	4	13
500-999	15	39
250-499	14	31
< 250	6	17
Total	42	103

Source : Région Alsace

 Etablissements par taille
 Haut-Rhin
 source : Région Alsace

 Etablissements par taille
 Alsace
 source : Région Alsace


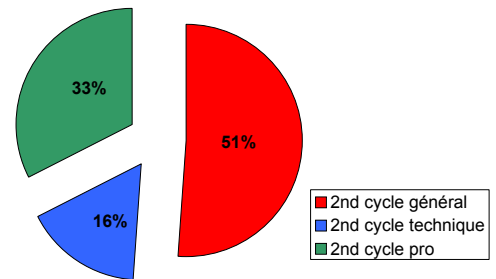
ANNEXE 3 : Effectifs par filière des lycées publics et privés sous contrat (2006)

Pays de la région mulhousienne

	Public	Privé SC	Total
2nd cycle général	3690	858	4548
2nde générale	1789	349	2138
filière scientifique	1004	319	1323
filière économique et sociale	593	159	752
filière littéraire	304	31	335
2nd cycle technique	1261	193	1454
2nd cycle pro	2307	587	2894
CAP	316	62	378
BEP	1418	380	1798
bac pro	573	130	703
MC	0	15	15
TOTAL	7258	1638	8896

Source : Région Alsace

Répartition des effectifs de la rentrée 2006 par filière
Pays de la région mulhousienne
source : Région Alsace

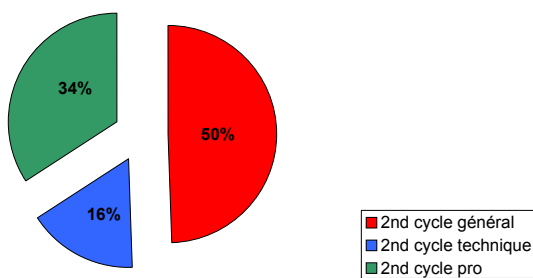


Comparaison avec des échelles supérieures

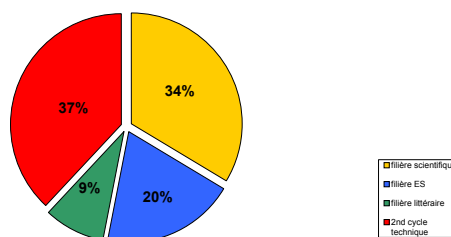
	Haut - Rhin				Alsace					Total
	Public	Pub.ag.	Privé SC	Total	Public	Pub.ag.	Pr.ag.	Privé SC	Pub.Spé.	
2nd cycle général	10897	130	1624	12651	27150	272	0	4753	0	32175
2nde générale	5065	92	712	5869	12506	189	0	1895	0	14590
filière scientifique	3091	38	551	3680	7972	83	0	1433	0	9488
filière ES	1843	0	299	2142	4557	0	0	896	0	5453
filière littéraire	898	0	62	960	2115	0	0	529	0	2644
2nd cycle technique	3577	173	431	4181	8302	283	0	674	0	9259
2nd cycle pro	7130	385	1204	8719	16514	611	134	2270	98	19627
CAP	817	0	62	879	1951	0	43	183	98	2275
BEP	4422	244	813	5479	10040	364	65	1499	0	11968
bac pro	1867	141	314	2322	4414	247	26	548	0	5235
MC	24	0	15	39	109	0	0	40	0	149
TOTAL	21604	688	3259	25551	51966	1166	134	7697	98	61061

Source : Région Alsace

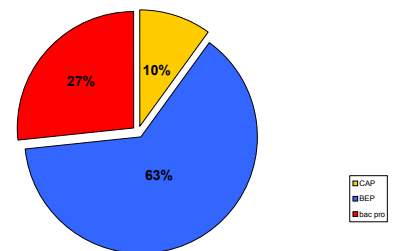
Répartition des effectifs de la rentrée 2006 par filière
Haut-Rhin
source : Région Alsace



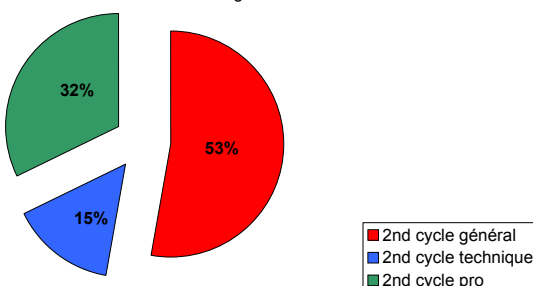
Répartition par filière des effectifs de 1ère et terminal
Haut-Rhin
Source : Région Alsace



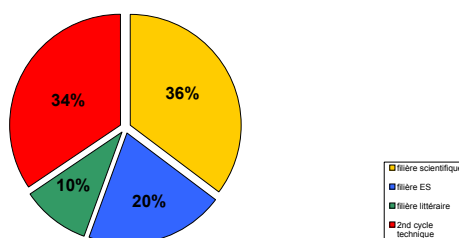
Répartition du second cycle professionnel
Haut-Rhin
Source : Région Alsace



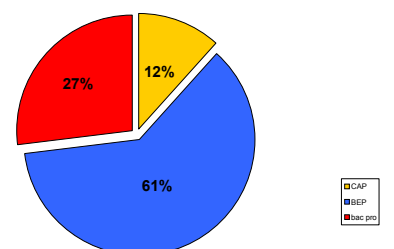
Répartition des effectifs de la rentrée 2006 par filière
Alsace
source : Région Alsace



Répartition par filière des effectifs de 1ère et terminal
Alsace
Source : Région Alsace



Répartition du second cycle professionnel
Alsace
Source : Région Alsace



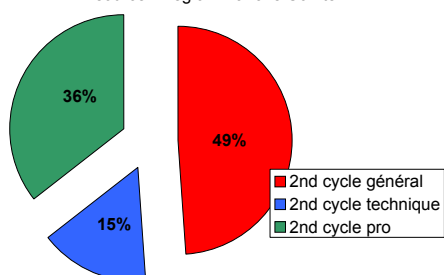
Comparaison avec d'autres agglomérations

	Public	Privé	Total
2nd cycle général	2704	-	2704
<i>dont 2nde détermination</i>	1274	-	1274
<i>dont bac général</i>	1430	-	1430
2nd cycle technique	855	-	855
2nd cycle pro	1923	52	1975
CAP	314	52	366
BEP	1026	-	1026
Bac pro	556	-	556
Mention Complémentaire	27	-	27
FCIL*	51	-	51
TOTAL	5533	52	5585

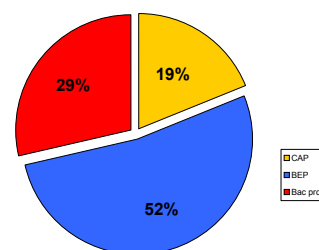
Source : Région Franche Comté

* formation complémentaire d'initiative locale

Répartition des effectifs de la rentrée 2006 par filière
Zone de Montbéliard
source : Région Franche Comté



Répartition du second cycle professionnel
Zone de Montbéliard
Source : Région Franche Comté



ANNEXE 4 : Effectifs par groupe de formation des lycées publics et privés sous contrat (2006)

Pays de la région mulhousienne

Domaines disciplinaires	Effectifs 2006
Formations générales	2138
Spécialités pluridisciplinaires	1323
Spécialités pluridisciplinaires sciences humaines et droit	752
Commerce, vente	559
Spécialités plurivalentes des échanges et gestion	517
Secrétariat, bureautique	414
Electricité, électronique	407
Spécialités littéraires et artistiques plurivalentes	335
Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	312
Comptabilité, gestion	295
Santé	285
Moteurs et mécanique automobile	276
Transformations chimiques et apparentées	265
Mécanique générale et de précision, usinage	213
Structures métalliques	169
Coiffure, esthétique et autres services aux personnes	121
Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement	93
Transport, manutention, magasinage	72
Habillement (y.c. mode et couture)	66
Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité	57
Agro-alimentaire, alimentation, cuisine	52
Spécialités pluritechnologiques matériaux souples	52
Spécialités pluritechnologiques des transformations	45
Accueil, hôtellerie, tourisme	24
Technologies industrielles fondamentales	20
Technologies de commande des transformations industrielles	19
Travail social	15
Total des effectifs	8896


Source : Région Alsace

Formations comptant le plus d'effectifs

Comparaison avec des échelles supérieures

Domaines disciplinaires	Effectifs 2006	
	Haut-Rhin	Région
Formations générales	5869	14590
Spécialités pluriscientifiques	3680	9432
Spécialités pluridisciplinaires sciences humaines et droit	2117	5484
Spécialités plurivalentes des échanges et gestion	1925	4273
Electricité, électronique	1616	3635
Commerce, vente	1362	2897
Secrétariat, bureautique	1064	2321
Spécialités littéraires et artistiques plurivalentes	985	2364
Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	967	1780
Comptabilité, gestion	753	1800
Mécanique générale et de précision, usinage	753	1567
Santé	570	1284
Accueil, hôtellerie, tourisme	497	1476
Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité	454	1037
Transformations chimiques et apparentées	323	698
Moteurs et mécanique automobile	276	700
Structures métalliques	272	557
Agro-alimentaire, alimentation, cuisine	238	500
Production végétale (vin, vignes)	185	228
Travail du bois et de l'ameublement	157	581
Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement	154	260
Habillement (y.c. mode et couture)	153	380
Technologie agricole	145	255
Mines et carrières, génie civil, topographie	122	262
Coiffure, esthétique et autres services aux personnes	121	263
Aménagement paysager (parcs, ...)	108	125
Transport, manutention, magasinage	93	295
Spécialités pluritechnologiques des transformations	83	159
Bâtiment : finitions	74	278
Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction	73	288
Energie, génie climatique	69	257
Plasturgie, matériaux composites	64	105
Spécialités pluritechnologiques matériaux souples	52	93
Technologies industrielles fondamentales	52	72
Bâtiment : construction et couverture	49	127
Forêts, espaces naturels, faune, pêche	42	55
Technologies de commande des transformations industrielles	19	19
Travail social	15	42
Techniques d'imprimerie et d'édition	0	269
Autres disciplines artistiques	0	101
Production animale	0	56
Journalisme et communication	0	44
Informatique, traitement de l'information	0	20
Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie)	0	17
Sécurité des biens et des personnes	0	15
Total des effectifs	25551	61061

Source : Région Alsace

 Formations comptant le plus d'effectifs

ANNEXE 5 : Taux de réussite par filière des lycées publics et privés sous contrat (session 2006)

	ZE MONBELIARD
2nd cycle GT	80,4%
dont bac général	85,5%
dont bac techno	71,8%
2nd cycle pro	72,2%
dont CAP	75,2%
dont BEP	66,0%
dont bac pro	81,0%
dont MC	95,5%
TOTAL ENSEIGNEMENT PUBLIC	76,7%
2nd cycle pro	94,7%
dont CAP	94,7%
TOTAL ENSEIGNEMENT PRIVE	94,7%

Source : Région Franche Comté

	UU SAINT ETIENNE
2nd cycle GT	83,5%
dont bac général	86,8%
dont bac techno	79,1%
2nd cycle pro	78,4%
dont CAP	75,5%
dont BEP	76,9%
dont bac pro	83,5%
dont MC	78,6%
TOTAL ENSEIGNEMENT PUBLIC	78,2%
2nd cycle GT	90,2%
dont bac général	90,9%
dont bac techno	89,3%
2nd cycle pro	76,5%
dont CAP	69,8%
dont BEP	84,4%
dont bac pro	71,6%
dont MC	85,0%
TOTAL ENSEIGNEMENT PRIVE	81,8%

Source : Région Rhône Alpes

ANNEXE 6 : Effectifs des CFA de la rentrée 2005 par groupe de formation

Domaines disciplinaires	Pays	Haut-Rhin	Bas-Rhin	Région
Commerce, vente	327	735	846	1581
Moteurs et mécanique automobile	311	367	589	956
Electricité, électronique	225	498	311	809
Agro-alimentaire, alimentation, cuisine	221	727	1116	1843
Coiffure, esthétique et autres services aux personnes	187	352	320	672
Structures métalliques	147	223	256	479
Mécanique générale et de précision, usinage	121	121	0	121
Santé	100	100	249	349
Secrétariat, bureautique	84	96	77	173
Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité	66	66	3	69
Transport, manutention, magasinage	62	62	89	151
Production animale	47	61	28	89
Travail social	41	41	142	183
Technologies de commande des transformations industrielles	36	36	0	36
Accueil, hôtellerie, tourisme	27	316	274	590
Comptabilité, gestion	26	26	21	47
Technologies industrielles fondamentales	9	9	0	9
Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	6	6	20	26
Cuir et peaux	3	3	5	8
Travail du bois et de l'ameublement	1	155	653	808
Production végétale (vin, vignes)	0	170	99	269
Aménagement paysager (parcs, ...)	0	222	180	402
Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie)	0	0	4	4
Matériaux de construction, verre, céramique	0	0	7	7
Energie, génie climatique	0	126	140	266
Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction	0	36	17	53
Mines et carrières, génie civil, topographie	0	33	27	60
Bâtiment : construction et couverture	0	169	267	436
Bâtiment : finitions	0	305	445	750
Spécialités pluritechnologiques matériaux souples	0	0	8	8
Habillement (y.c. mode et couture)	0	0	13	13
Finances, banques, assurances	0	0	29	29
Techniques d'imprimerie et d'édition	0	0	36	36
Techniques des images, son, spectacle	0	10	0	10
Animation culturelle, sportive et des loisirs	0	0	10	10
Total des effectifs	2047	5071	6281	11352

Source : Région Alsace

ANNEXE 7 : Taux de réussite du CFA de l'Industrie Alsace par diplôme (session 2007)

Diplôme	Effectifs présentés	Effectifs reçus	Taux de réussite
CAP Conduite de Systèmes Industriels	6	6	100%
Total CAP	6	6	100%
BEP Métiers de l'Electronique	27	24	88,9%
BEP Réalisation d'Ouvrages Chaudronnés	11	8	72,7%
BEP Métiers de la Production Mécanique Informatisée	15	13	86,7%
Total BEP	53	45	84,9%
Bac Pro Electrotechnique, Energie, Equipements Communicants en 2 ans	58	57	98,3%
Bac Pro Electrotechnique, Energie, Equipements Communicants en 3 ans	20	18	90%
Bac Pro Maintenance des Equipements Industriels en 2 ans	48	47	97,9%
Bac Pro Maintenance des Equipements Industriels en 3 ans	7	7	100%
Bac Pro Pilotage des Systèmes de Production Automatisée	12	12	100%
Bac Pro Technicien d'Usinage en 2 ans	28	28	100%
Bac Pro Technicien Outilleur en 3 ans	8	6	75%
Total Bac Pro	181	175	96,7%
Total hors enseignement supérieur	240	226	94,2%

Source : CFAI Alsace

ANNEXE 8 : Taux de réussite du CFA du LPC Roosevelt par diplôme (sessions 2003 à 2007)

Examens	Taux de réussite Année 2003	Taux de réussite Année 2004	Taux de réussite Année 2005	Taux de réussite Année 2006	Taux de réussite Année 2007
CAP Employé de vente					
Option A : Produits Alimentaires	75%	76,2%	85,7%	67,7%	82,8%
Option B : Produits d'équipement courants	95,7%	66,7%	82,4%	81,3%	88%
CAP Vente Multi Spécialité				100%	
CAP Agent Entreposage et Messagerie	83,3%	60%	83,3%	90%	100%
CAP Tri Acheminement et Distribution	90%	100%	93,8%	100%	91,7%
CTM Boucher	75%	73,3%	77%	75%	80%
Option Charcutier Traiteur	83,3%	80%	70%	100%	66,7%
Option Boucherie d'Etale	0%	57,1%	73%	83,3%	100%
CAP Pâtissier	45,7%	44,8%	63%	62,5%	71,8%
CAP Boulanger	38,6%	89,3%	72,4%	73,3%	91,2%
CAP Art de la Reliure			100%		100%
CAP Petite Enfance			92%	87,5%	100%
CAP Fleuriste	100%	81,3%	93,9%	81,3%	80%
CAP Assistant Technique en Milieu Familial Collectif					80%
BEP Optique en Lunetterie	100%		0%		50%
BEP Vente Action Marchande	82,8%	73,1%	75,9%	73,8%	71,1%
BEP Logistique		90%	100%	66,7%	83,3%
BEP Métiers de la Comptabilité	100%	100%	50%		66,7%
BEP Métiers du Secrétariat	92,9%	61,1%	90,9%	91,7%	84,2%
BP Préparateur en Pharmacie	74,1%	59,4%	68,6%	65,5%	64,6%
Bac Pro Comptabilité	85,7%	100%	80%	90,9%	71,4%
Bac Pro Secrétariat	84,6%	80%	89%	100%	100%
Bac Pro Commerce	96,8%	88,89%	86%	91,4%	81,5%
Bac Pro Logistique	81,8%		100%	100%	80%
Bac Pro Services Accueil					83,3%

Source : CFA Roosevelt



Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 15 :
Enseignement supérieur

Une professionnalisation
croissante.

L'enseignement supérieur est étudié pour les lycées, les centres de formation pour adultes (CFA) et l'université du territoire du Pays de la région mulhousienne.

1. Enseignement supérieur en lycées

1.1. Effectifs des lycées publics et privés sous contrat

COMMUNES	ENSEIGNEMENT	ETABLISSEMENTS	EFFECTIFS 2006
MULHOUSE	Public	LEGT ALBERT SCHWEITZER	407
	Public	LEGT LOUIS ARMAND	187
	Public	LEGTPI LAURENT DE LAVOISIER	141
	Public	LEGT MICHEL DE MONTAIGNE	76
	Privé Sous Contrat	LYCEE JEANNE D'ARC	72
ILLZACH	Public	LETPI ETTORE BUGATTI	46
TOTAL DES EFFECTIFS DE LA REGION MULHOUSIENNE			929

Source : Région Alsace

	Effectifs 2006
Enseignement secondaire	8896
Enseignement post bac	929
Total	9825

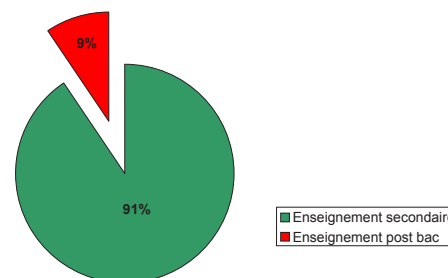
Source : Région Alsace



Lycée Jeanne d'Arc
www.ejda.fr

Les lycées publics concentrent 92% des effectifs de l'enseignement supérieur en lycée du Pays de la région mulhousienne.

Part de l'enseignement post bac en lycée
Pays de la région mulhousienne



La part de l'enseignement post bac représente 12% des effectifs lycéens de la Région Alsace (cf. annexe 1) alors qu'elle ne représente que 9% des lycéens du Pays. Le poids de l'enseignement supérieur dans le Haut-Rhin et sur la zone d'emploi de Montbéliard est similaire à celui du territoire (cf. annexe 1).

1.2. Effectifs post bac de la rentrée 2006 par filière

La part des étudiants étant en classes préparatoires aux grandes écoles sur le territoire du Pays de la région mulhousienne est relativement importante comparativement au Département et à la Région (39% pour le Pays, 18% dans le Haut-Rhin et 28% en Alsace).

	Effectif 2006
BTS	570
CPGE	359
Total effectifs post bac	929

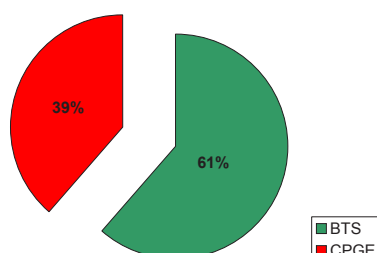
Source : Région Alsace

Le BTS reste la formation post bac la plus suivie dans les lycées (cf. annexe 2). La question de l'intégration au LMD (Licence-Master-Doctorat) du BTS reste entière.



www.lycee-bugatti.net

Enseignement post bac en lycée par filière
Pays de la région mulhousienne



La part des effectifs en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) est peu élevée dans la zone de Montbéliard (cf. annexe 2). Le territoire de Montbéliard reste tourné vers le secteur de l'industrie (dont l'emploi chute - cf. Thème n°9 : Emploi total) avec une classe préparatoire en technologies et sciences industrielles au lycée Jules Viette de Montbéliard alors que le Pays se tourne vers le commerce avec une classe préparatoire économique et commerciale au lycée Montaigne de Mulhouse. En revanche aucune école supérieure de commerce n'existe sur le territoire du Pays de la région mulhousienne.

1.3. Effectifs de la rentrée 2006 par groupe de formation

Domaines disciplinaires	Effectifs rentrée 2006
Spécialités pluriscientifiques	283
Commerce, vente	99
Electricité, électronique	82
Spécialités pluridisciplinaires sciences humaines et droit	76
Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité	69
Secrétariat, bureautique	56
Santé	52
Finances, banques, assurances	51
Transformations chimiques et apparentées	49
Moteurs et mécanique automobile	46
Comptabilité, gestion	44
Technologies de commande des transformations industrielles	22
Total des effectifs	929

Source : Région Alsace

 Formations comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays

Les effectifs post bac des lycées du Pays de la région mulhousienne se dirigent en majorité vers les spécialités pluriscientifiques (plus de 30% de l'effectif post bac total), vers le commerce et vente (plus de 10% des effectifs) ainsi que vers l'électricité et l'électronique (près de 9%).

Les domaines du commerce/vente et des spécialités pluriscientifiques sont également bien représentés sur le Département et la Région (cf. annexe 3). Dans le domaine de l'électricité et de l'électronique, près de 30% des effectifs haut-rhinois et 50% des effectifs alsaciens suivent cette formation dans un lycée du territoire.

Cependant certaines formations, fortement représentées au niveau régional, concentrent peu d'effectifs au niveau du territoire du Pays. C'est le cas notamment de la comptabilité-gestion qui concentre 12,5% des effectifs alsaciens et uniquement 5% des effectifs du territoire. Le domaine de l'accueil-hôtellerie-tourisme (7% des effectifs alsaciens) et les spécialités littéraires et artistiques plurivalentes (4% des effectifs alsaciens) ne comptent aucun effectif lycéen post bac sur le Pays de la région mulhousienne.

2. Enseignement supérieur en Centre de Formation des Apprentis (CFA)

2.1. Effectifs des CFA en 2005

La majorité des apprentis de l'enseignement supérieur suivent leur formation au CFA Universitaire (42,2%) et au CFA de l'Industrie (35,7%) - cf. annexe 4.

Les effectifs de l'enseignement supérieur des CFA du Pays de la région mulhousienne représentent près de 94% des effectifs du Haut-Rhin et près de 52% de ceux de l'Alsace. L'apprentissage est donc très fortement représenté sur le territoire (cf. annexe 4).



www.cfai-alsace.fr

2.2. Effectifs de la rentrée 2005 par diplôme

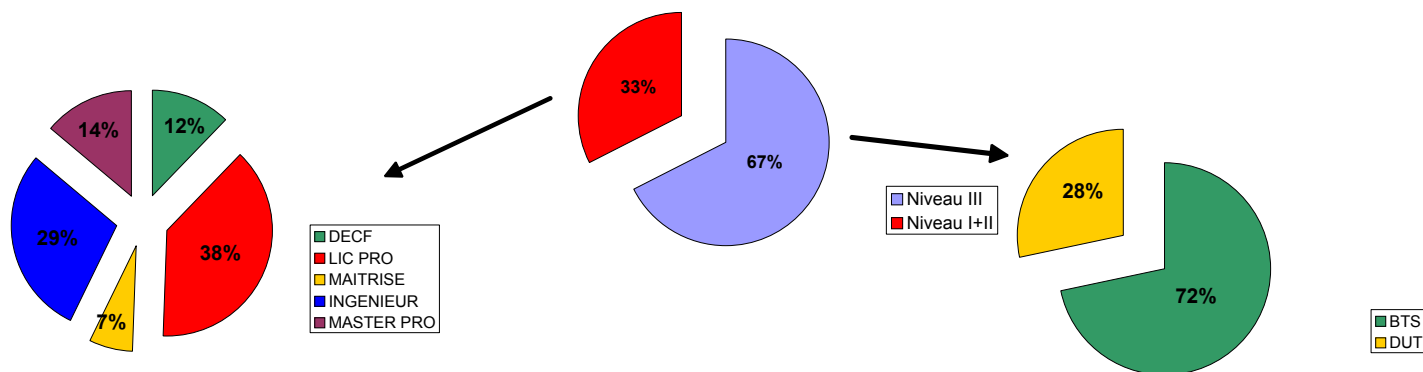


www.cfaa-mulhouse.fr

Sur le Pays de la région mulhousienne, la majorité des effectifs prépare une formation de niveau III en 2005 (67,5% - cf. annexe 5).

La structure des effectifs du Haut-Rhin est équivalente à celle du territoire du Pays puisque 94% des effectifs de l'enseignement supérieur du Haut-Rhin se situent sur le territoire.

Répartition des effectifs de la rentrée 2005 par niveau

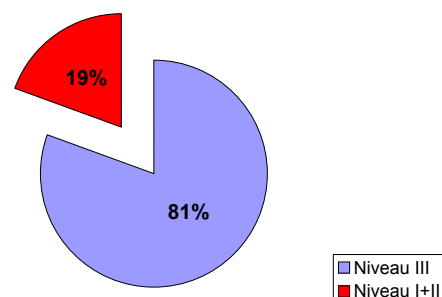


Pour les formations supérieures au Bac+2 (niveau I et II), la majorité des effectifs des CFA prépare une licence professionnelle (dispositif LMD mis en place en 2005) ou un diplôme d'ingénieur.

Pour les formations de Bac à Bac+2 (niveau III), le BTS est prédominant (72% des effectifs). De plus, une part importante des BTS se fait par alternance (plus de 44% sur le territoire contre seulement 21% dans le Département et 18% dans la Région). Sur le Pays de la région mulhousienne, les étudiants tendent donc non seulement à se former mais surtout à se professionnaliser.

La structure des effectifs de l'enseignement supérieur des CFA de la Région Alsace suit la même tendance que la structure des effectifs du Pays (cf. annexe 5). Cependant, sur le territoire, les étudiants apprentis suivent en 2005 une formation plus qualifiante que les apprentis alsaciens (33% de niveau I et II contre 9% pour la Région). Ce constat est probablement dû à l'importance des inscriptions en licence professionnelle dans le Pays de la région mulhousienne.

Répartition des effectifs de la rentrée 2005 par niveau Alsace



2.3. Effectifs de la rentrée 2005 par groupe de formation

On retrouve ici les deux domaines prédominants de la formation supérieur en lycée : Commerce et vente, et Electricité et électronique.

Les formations en apprentissage restent néanmoins marquées par la tradition industrielle du territoire.

Les formations de l'enseignement supérieur prédominantes en Alsace sont (cf. annexe 6) :

- Commerce et vente : 18,2% des effectifs de l'enseignement supérieur en CFA pour la Région, 15,8% pour le Département (exclusivement sur le territoire du Pays pour le Département)
- Comptabilité, gestion : 16,1% des effectifs de l'enseignement supérieur en CFA pour la Région, 12,9% pour le Département (exclusivement sur le territoire du Pays pour le Département)
- Technologies de commande des transformations industrielles : exclusivement sur le territoire (19,5% des effectifs de l'enseignement supérieur en CFA du Pays, 10% de l'effectif régional).

Domaines disciplinaires	Région mulhousienne
Technologies de commande des transformations industrielles	181
Commerce, vente	157
Comptabilité, gestion	128
Moteurs et mécanique automobile	78
Electricité, électronique	57
Mécanique générale et de précision, usinage	55
Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données	55
Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction	40
Technologies industrielles fondamentales	37
Ressources Humaines, gestion du personnel, organisation du travail	37
Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité	25
Spécialités plurielles des échanges et de la gestion	23
Bâtiment : finitions	21
Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie)	17
Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance	17
Transport, manutention, magasinage	3
Total des effectifs	931

Source : Région Alsace

2.4. Taux de réussite par diplôme - session 2007

- CFA de l'Industrie Alsace (Mulhouse)

La majorité des apprentis de l'enseignement supérieur du CFAI Alsace ayant passé un examen en juin 2007 ont obtenu un BTS (80,6% - cf. annexe 7). Le taux de réussite en BTS est en hausse par rapport à 2006 (+ 12,2 points) mais celui des diplômes d'ingénieur est en baisse (- 10 points mais tout de même de 90%).

- CFA du LPC Roosevelt (Mulhouse)

La seule formation de niveau III dispensée au CFA de Roosevelt est le BTS Productique qui enregistre un taux de réussite de 100% pour 2007.

- CFA de l'Artisanat (Mulhouse)

Deux formations post-bac sont dispensées au CFA de l'Artisanat de Mulhouse : le BTS « Maintenance après-vente automobile, option Véhicules Particuliers » qui enregistre un taux de réussite de 48% pour 2007 et le BTS « Maintenance après-vente automobile, option Véhicules Industriels » qui enregistre un taux de réussite de 100%.

2.5. Enquête d'insertion professionnelle 6 mois après l'examen de juin 2006 au CFAI Alsace

Diplôme	Nombre de réponses	En situation d'emploi	Formation en alternance	Autre formation	Recherche d'emploi
BTS Electrotechnique	26	61%	16%	7%	16%
BTS Mécanique et Automatismes Industriels	4	-	100%	-	-
BTS Maintenance Industrielle	42	69%	21%	7%	3%
BTS Étude et Réalisation d'Outillage	8	75%	25%	-	-
BTS Conception de produits Industriels	10	20%	60%	20%	-
BTS Industrialisation des Produits Mécaniques	5	20%	20%	60%	-
BTS Production Mécanique	4	100%	-	-	-
Total BTS	99	58%	27%	10%	5%
Ingénieur Mécanique	12	92%	-	-	8%
Ingénieur Informatique Industrielle	4	100%	-	-	-
Total Ingénieurs	16	94%	-	-	6%

Source : CFAI Alsace

D'après cette enquête sur les sortants de juin 2006, 94% des apprentis titulaires d'un diplôme d'ingénieur et 58% titulaires d'un BTS sont en emploi 6 mois après l'obtention de leur diplôme. Parmi les BTS, 37% poursuivent leurs études en 2007 (Licence professionnelle ou cycle général).

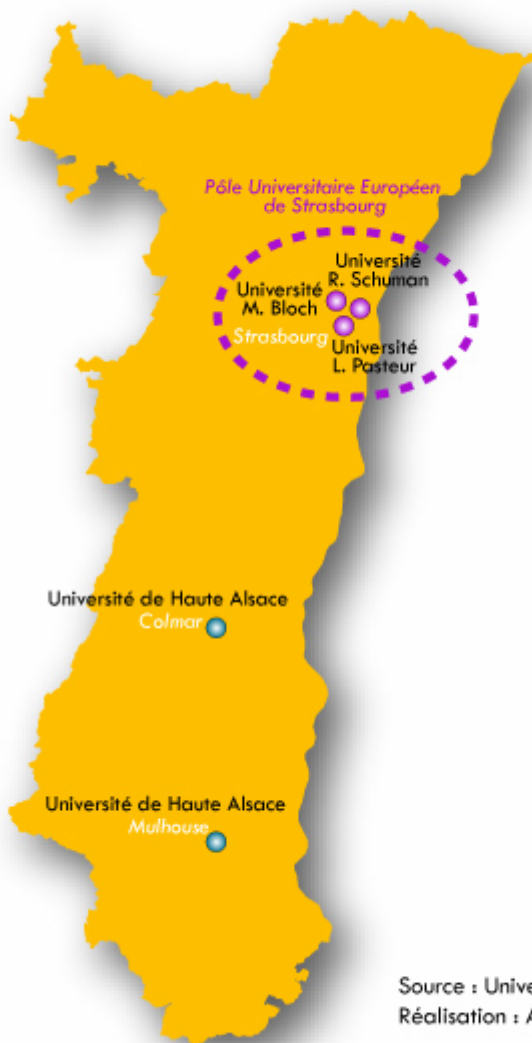
Plus le diplôme est élevé, plus l'intégration dans l'emploi est aisée.

Les personnes titulaires d'un niveau I ou II occupent-elles un emploi correspondant au niveau de leur formation ?

3. Enseignement supérieur universitaire

3.1. Université Haute Alsace

Localisation des universités en Alsace



Les Universités Louis Pasteur (ULP), Marc Bloch (UMB) et Robert Schuman (URS) forment le pôle universitaire européen de Strasbourg.

L'Université Louis Pasteur propose aujourd'hui une large variété de formations dans les secteurs de la santé et des sciences exactes, humaines et sociales.

L'Université Marc Bloch regroupe 10 composantes : arts, sciences historiques, lettres, langues, langues et sciences humaines appliquées, philosophie - sciences du langage, sciences sociales, sciences du sport, théologie catholique et théologie protestante.

L'Université Robert Schuman est spécialisée dans le droit, les sciences politiques et la gestion.

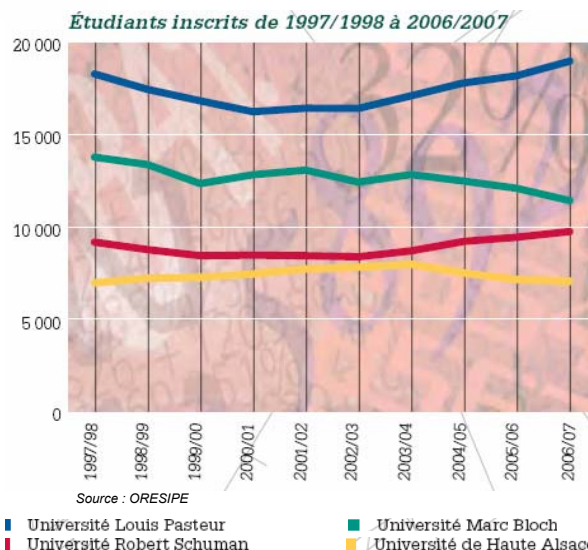
L'Université de Haute Alsace (UHA) propose une centaine de formations dans quatre domaines : Lettres, Langues et Sciences Humaines ; Gestion et Commerce ; Droit et Sciences Sociales; Sciences et Technologies.

- Etudiants inscrits à la rentrée 2006

Depuis la rentrée 2003, on note une baisse des effectifs des universités de Haute Alsace et Marc Bloch en faveur des universités Robert Schuman et Louis Pasteur.

	Effectifs 2006
Université Haute Alsace	7 502
Université Louis Pasteur	18 847
Université Marc Bloch	11 965
Université Robert Schuman	9 947
Total des effectifs universitaires en Alsace	48 261

Source : ORESIPE



- Répartition des étudiants par type de diplôme à la rentrée 2006 (cf. annexe 8)

Le dispositif LMD (Licence Master Doctorat) a été mis en place en Alsace à la rentrée 2005.

- Licence : l'UHA, représentant 16% de l'effectif universitaire global, regroupe 35% des licences professionnelles.
- Master : 14,5% des étudiants inscrits à l'UHA en 2006 préparent un Master. Dans l'effectif alsacien, l'UHA ne regroupe que 12,3% des Master.
- Doctorat : les doctorants sont très peu présents à l'UHA. En effet, ils ne représentent que 2% de l'effectif total de l'Université Haute Alsace alors qu'il représentent 7% à l'Université Louis Pasteur, 7% à l'Université Marc Bloch et 5% à l'Université Robert Schuman. De plus, la part de l'UHA dans l'ensemble des doctorants alsaciens n'est que de 6%.

- Part des bacheliers - rentrée 2006

La part des bacheliers inscrits à l'université en 2006 (cf. annexe 9) est plus importante à l'UHA (20,8%) que dans les autres universités de la Région (14,5% pour l'ULP, 14,8% pour l'UMB et 14,7% pour l'URS).

Les néo bacheliers inscrits à l'UHA sont principalement issus de la filière Sciences et Technologies et de la filière professionnelle.



Campus UHA
www.uha.fr

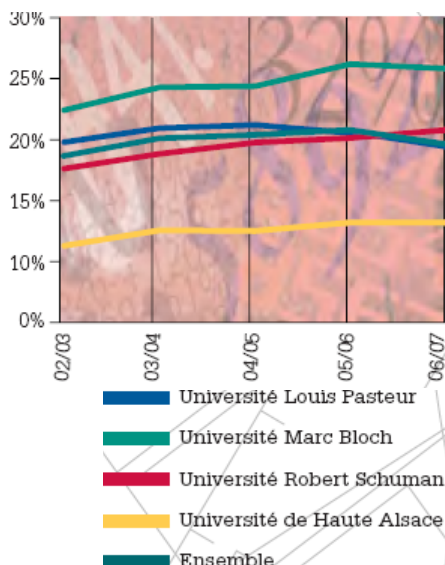
Académie d'obtention du baccalauréat	UHA	ULP	UMB	URS	Ensemble
Haut-Rhin (académie de Strasbourg)	67%	21%	17%	15%	26%
Bas-Rhin (académie de Strasbourg)	11%	50%	49%	47%	43%
Nancy-Metz	4%	10%	11%	9%	9%
Besançon	6%	4%	5%	5%	4%
Autres académies	12%	16%	18%	24%	18%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : ORESIPE

22% des étudiants de l'UHA, titulaires d'un baccalauréat, ont obtenu celui-ci hors de l'académie de Strasbourg (30% pour l'ULP, 34% pour l'UMB et 38% pour l'URS) et 67% des étudiants sont issus des lycées du Haut-Rhin : cela met en évidence le statut d'université de proximité de l'UHA. La faiblesse de l'attractivité de l'UHA s'explique notamment par la présence du pôle universitaire de Strasbourg qui a une forte notoriété, ainsi que par la proximité des antennes de l'université de Besançon qui se situent à Montbéliard et Belfort.

- Proportion d'étudiants étrangers - rentrée 2006

Evolution de la proportion d'étudiants étrangers entre 2002/2003 et 2006/2007



En 2006, la proportion d'étudiants étrangers s'établissait à 13% pour l'UHA contre 20% pour l'ULP, 21% pour l'URS et 25% pour l'UMB.

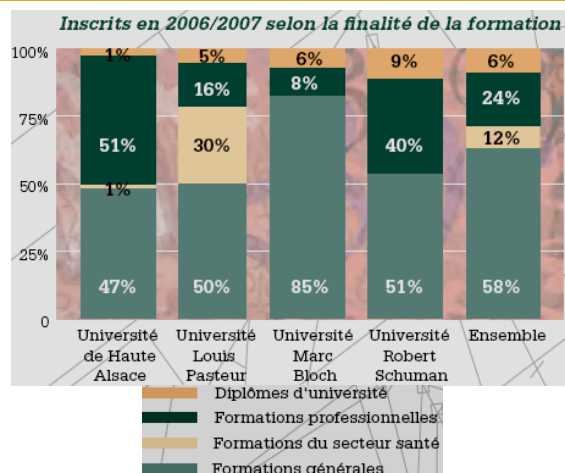
Ce constat, combiné avec le fait que le « recrutement » de l'UHA est plutôt local, pourrait être le signe d'un manque d'attractivité de l'Université mulhousienne.

• Finalité de la formation - rentrée 2006

L'UHA est une université pluridisciplinaire où les formations professionnelles sont dominantes (51% des étudiants : proportion la plus élevée d'Alsace).

• Diplômes délivrés en 2005

La prédominance des formations professionnelles à l'UHA est également visible via les diplômes délivrés (cf. annexe 10). En effet, 58,5% des diplômes sont délivrés au titre de la formation professionnelle (39,7% des diplômes de la formation professionnelle en Alsace), contre 17,6% pour l'ULP, 9,5% pour l'UMB et 39% pour l'URS.



3.2. Institut Universitaire et Technologique de Mulhouse

• Effectifs 2006 et 2007

Le nombre d'étudiants inscrits en DUT a diminué par rapport à 2006 (-1,2%) mais a augmenté en licence professionnelle (+7,9% - cf. annexe 11).

Au niveau des DUT, la diminution des effectifs ne concerne pas tous les diplômes. Les formations débouchant vers un emploi du secteur de l'industrie attirent moins d'étudiants qu'en 2006 (exemple : DUT Génie Industrie et Maintenance) alors que les formations telles que le DUT Gestion des Entreprises et Administrations ou le DUT Ressources Humaines voient leurs effectifs augmentés entre 2006 et 2007. Les formations de l'IUT de Mulhouse s'adapteraient donc à l'évolution du marché du travail (cf. Thème n°9 : Emploi total - Perte de plus de 5000 emplois en 5 ans pour le secteur de l'industrie).

Concernant les licences professionnelles (LP), l'augmentation des effectifs est en partie due à la mise en place en 2005 du dispositif LMD. Comme pour les DUT, la plupart des licences professionnelles du secteur de l'industrie, telles que la licence professionnelle de métrologie, voient leurs effectifs diminués entre 2006 et 2007 tandis que celles des autres secteurs voient leurs effectifs augmentés (licence professionnelle activités et techniques de communication, LP Webdesign, ...).

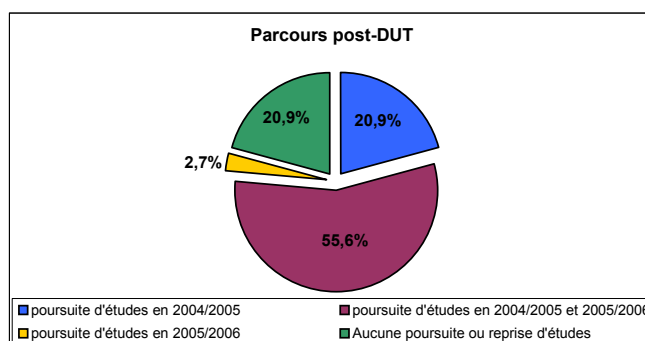
• Enquête d'insertion professionnelle à 2 ans des titulaires de DUT 2004 (187 réponses)

L'enquête sur les parcours post DUT 2004 montre que 79% des titulaires de DUT ont poursuivi leurs études, dont 55,6% au moins deux ans.

		Fréquences
Poursuite d'études	en 2004/2005 uniquement	20,9%
	en 2004/2005 et 2005/2006	55,6%
	en 2005/2006 uniquement	2,7%
Aucune poursuite		20,9%

Source : IUT de Mulhouse

Parmi ceux qui n'ont pas poursuivi leurs études (38 observations), 74% seraient en emploi stable (CDI) et 91% des emplois seraient occupés dans le Haut-Rhin. Seulement 54% des diplômés en 2004 pensent que leur emploi correspond à leur formation. Il y a donc un décalage entre formation et emploi.



Concernant les titulaires de DUT ayant poursuivi leurs études et ayant un emploi au moment de l'enquête (57 observations), 65% seraient en emploi stable (CDI ou fonctionnaire). Malgré la poursuite d'études et la mobilité (56% des emplois seraient occupés dans le Haut-Rhin), l'obtention d'un emploi stable est relativement faible. Néanmoins, 80% des interrogés pensent que leur emploi correspond à leur formation, contrairement à ceux qui ont arrêté leurs études après l'obtention de leur DUT.

SYNTHESE

Diagnostic

- La part des étudiants en Classes Préparatoire aux Grandes Ecoles (économique et commerciale) est importante sur le territoire du Pays de la région mulhousienne mais aucune école supérieure de commerce n'est présente sur le territoire.
Les étudiants en lycée se dirigent principalement vers les spécialités pluriscientifiques, le commerce et la vente, et l'électricité et l'électronique.
- L'apprentissage est fortement représenté (94% des effectifs du Haut-Rhin et 52% des effectifs alsaciens).
La part des BTS en alternance est importante : 44% sur le Pays et 18% en Alsace.
Les apprentis se dirigent également vers la filière commerce et vente et la filière électricité et électronique.
→ L'apprentissage est une caractéristique locale. Pour ceux qui choisissent de suivre un enseignement hors apprentissage, les formations proposées sont nettement professionnalisées (BTS, DUT, Licence Professionnelle).
- En comparaison des universités strasbourgeoises, le recrutement de l'UHA est plutôt local et il y a une faible proportion d'étudiants étrangers. L'UHA est donc une université de proximité.

Dimension prospective

- Les formations dispensées sur le Pays de la région mulhousienne ne sont pas toujours adaptées à la réalité du marché du travail local (cf. Thème n°9 : Emploi total).
Au niveau de l'IUT, les formations dispensées ont toujours un fort caractère industriel mais les effectifs inscrits dans ces formations sont en diminution.
Dans l'enseignement supérieur, certains secteurs sont très peu représentés. Moins de 1% des effectifs de l'UHA et seulement 3,2% des effectifs alsaciens étudient dans le domaine de la santé alors qu'il s'agit d'un secteur économique en plein développement.
Parmi les formations post bac en lycée, aucune ne relève du secteur de l'accueil/hôtellerie/restauration (secteur pourtant recruteur - cf. Thème n°9 et thème n°10 : Demande d'emploi).

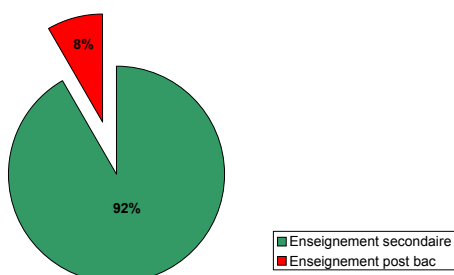
ANNEXE 1 : Part de l'enseignement post-bac dans les lycées

- Comparaison avec des échelles supérieures

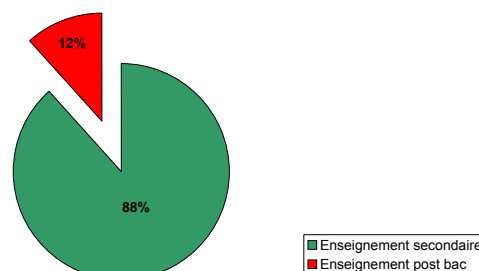
	Haut-Rhin	Alsace
Enseignement secondaire	25551	61061
Enseignement post bac	2289	8100
Total	27840	69161

Source : Région Alsace

Part de l'enseignement post bac en lycée Haut-Rhin



Part de l'enseignement post bac en lycée Alsace



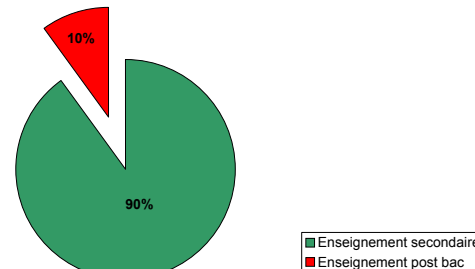
- Comparaison avec d'autres agglomérations

Zone d'emploi de Montbéliard:

	Effectifs 2006
Enseignement secondaire	5585
Enseignement post bac	615
Total	6200

Source : Région Franche Comté

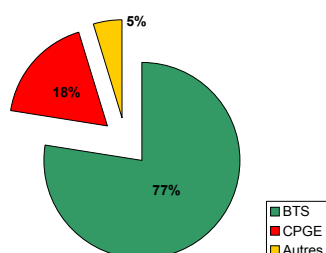
Part de l'enseignement post bac en lycée Zone d'emploi de Montbéliard



ANNEXE 2 : Effectifs post bac des lycées par filière

- Comparaison avec des échelles supérieures

Enseignement post bac en lycée par filière Haut-Rhin

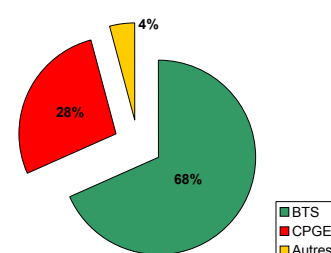


	Haut-Rhin	Alsace
Mise à niveau BTS	0	128
BTS	1771	5525
Conseiller en économie sociale et familiale	0	18
CPGE	413	2230
Prépa Etudes comptables et financières	23	47
Etudes comptables et financières	82	152
Total effectifs post bac	2289	8100

Source : Région Alsace

Autres : Prépa Etudes comptables et financières, Etudes comptables et financières, Mise à niveau BTS, Conseiller en économie sociale et familiale

Enseignement post bac en lycée par filière Alsace



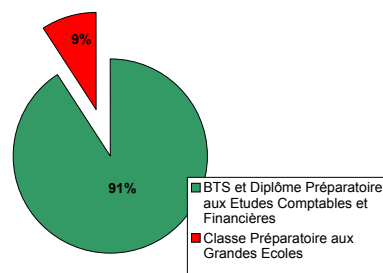
- Comparaison avec d'autres agglomérations

Zone d'emploi de Montbéliard:

	Effectif 2006
BTS et Diplôme Préparatoire aux Etudes Comptables et Financières	559
Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles	56
Total effectifs post bac	615

Source : Région Franche Comté

Enseignement post bac en lycée par filière
Zone d'emploi de Montbéliard



ANNEXE 3 : Effectifs des lycées par groupe de formation

Domaines disciplinaires	Haut-Rhin	Alsace
Spécialités pluriscientifiques	337	1532
Comptabilité, gestion	366	1008
Commerce, vente	185	657
Accueil, hôtellerie, tourisme	45	562
Secrétariat, bureautique	173	502
Spécialités pluridisciplinaires sciences humaines et droit	76	395
Technologies de commande des transformations industrielles	184	376
Santé	52	376
Spécialités littéraires et artistiques plurivalentes	0	303
Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité	92	285
Electricité, électronique	169	281
Technologies industrielles fondamentales	75	189
Informatique, traitement de l'information	57	176
Finances, banques, assurances	145	145
Agro-alimentaire, alimentation, cuisine	44	134
Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction	0	130
Spécialités plurivalentes de la communication	0	104
Transformations chimiques et apparentées	49	98
Travail social	0	80
Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie)	69	69
Production végétale (vin, vignes)	66	66
Plasturgie, matériaux composites	34	64
Techniques des images, son, spectacle	0	56
Techniques d'imprimerie et d'édition	0	54
Coiffure, esthétique et autres services aux personnes	0	53
Mines et carrières, génie civil, topographie	0	51
Moteurs et mécanique automobile	46	46
Transport, manutention, magasinage	0	45
Structures métalliques	25	44
Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	0	41
Technologie agricole	0	38
Spécialités pluritechnologiques matériaux souples	0	38
Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement	0	37
Travail du bois et de l'ameublement	0	33
Spécialités pluritechnologiques des transformations	0	32
Total des effectifs	2289	8100

Source : Région Alsace Formations comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays

ANNEXE 4 : Effectifs des CFA en 2005

COMMUNES	RATTACHEMENT	ETABLISSEMENTS	Effectifs 2005
MULHOUSE	CFA DE LA CHBRE DES METIERS	CFA DE L'ARTISANAT	67
MULHOUSE	CFA DE L'INDUSTRIE	CFA DE L'INDUSTRIE ALSACE	332
MULHOUSE	CFA PUBLIC EN	CFA DU LPC ROOSEVELT	2
MULHOUSE	CFA DES CCI	CFA SUD ALSACE	137
MULHOUSE	CFA UNIVERSITAIRE	CFA UNIVERSITAIRE ALSACE	393
TOTAL DES EFFECTIFS DU TERRITOIRE DU PAYS			931

Source : Région Alsace

	Haut-Rhin
CFA PUBLIC EN	20
CFA DE LA CHBRE DES METIERS	67
CFA DE L'INDUSTRIE	332
CFA DES CCI	137
CFA UNIVERSITE	393
CFA PUBLIC AGRI	45
TOTAL EFFECTIFS 2005	994

Source : Région Alsace

	Alsace
CFA PUBLIC EN	105
CFA ASSOCIATIFS	133
CFA DE LA CHBRE DES METIERS	140
CFA DE L'INDUSTRIE	332
CFA DES CCI	653
CFA UNIVERSITE	393
CFA PUBLIC AGRI	45
TOTAL EFFECTIFS 2005	1801

Source : Région Alsace

ANNEXE 5 : Effectifs en CFA de la rentrée 2005 par diplôme

Pays de la région mulhousienne

	Effectifs 2005
Niveau III	628
BTS	450
DUT	178
Niveau I+II	303
DECF	37
LIC PRO	116
MAITRISE	20
INGENIEUR	88
MASTER PRO	42
TOTAL	931

Source : Région Alsace

	Haut-Rhin	Alsace
Niveau III	691	1452
BTSA	45	45
BTS	468	1170
DUT	178	178
DIP.ETAT	0	59
Niveau I+II	303	349
DECF	37	78
DESCF	0	5
LIC PRO	116	116
MAITRISE	20	20
INGENIEUR	88	88
MASTER PRO	42	42
TOTAL	994	1801

Source : Région Alsace

ANNEXE 6 : Effectifs en CFA de la rentrée 2005 par groupe de formation

Formations comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays

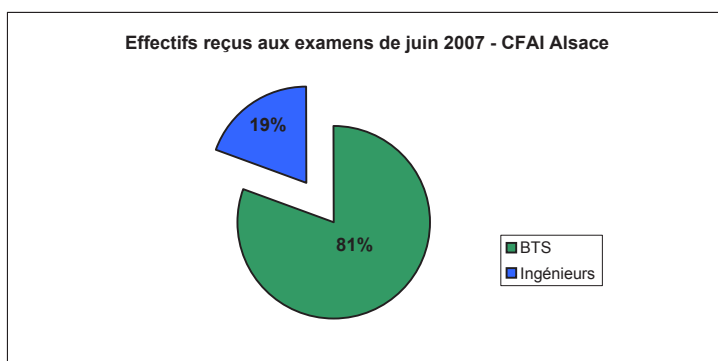
Domaines disciplinaires	Haut-Rhin	Alsace
Commerce, vente	157	328
Comptabilité, gestion	128	290
Technologies de commande des transformations industrielles	181	181
Techniques des images, son, spectacle	0	108
Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données	55	106
Moteurs et mécanique automobile	78	78
Electricité, électronique	57	74
Energie, génie climatique	0	73
Travail social	0	73
Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction	58	58
Mécanique générale et de précision, usinage	55	55
Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité	25	54
Technologies industrielles fondamentales	37	37
Ressources Humaines, gestion du personnel, organisation du travail	37	37
Finances, banques, assurances	0	32
Accueil, hôtellerie, tourisme	0	28
Aménagement paysager (parcs, ...)	26	26
Spécialités pluralentes des échanges et de la gestion	23	23
Santé	0	23
Bâtiment : finitions	21	21
Production végétale (vin, vignes)	19	19
Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie)	17	17
Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance	17	17
Travail du bois et de l'ameublement	0	17
Structures métalliques	0	14
Techniques d'imprimerie et d'édition	0	9
Transport, manutention, magasinage	3	3
Total des effectifs	994	1801

Source : Région Alsace

ANNEXE 7 : Taux de réussite par diplôme - session 2007 CFAI Alsace

Diplôme	Effectifs présentés	Effectifs reçus	Taux de réussite
BTS Electrotechnique	28	25	89,3%
BTS Mécanique et Automatismes Industriels	7	7	100%
BTS Maintenance Industrielle	60	51	85%
BTS Étude et Réalisation d'Outils	7	7	100%
BTS Conception de produits Industriels	12	10	83,3%
BTS Industrialisation des Produits Mécaniques	13	12	92,3%
Total BTS	127	112	88,2%
Ingénieur Mécanique	18	17	94,4%
Ingénieur Informatique Industrielle	12	10	83,3%
Total Ingénieurs	30	27	90%
Total enseignement supérieur	157	139	88,5%

Source : CFAI Alsace



ANNEXE 8 : Répartition des étudiants par type de diplôme en 2006/2007

	UHA	ULP	UMB	URS	Ensemble
DAEU et capacité en droit	227	42	92	122	483
DUT et DEUST	1 891	808	296	1 090	4 085
Licence	2 883	5 712	7 173	3 195	18 963
Licence professionnelle	512	422	140	367	1 441
Master	1 088	2 981	2 555	2 181	8 805
Doctorat et habilitation à diriger des recherches	158	1 310	823	462	2 753
Diplôme d'ingénieur, de l'Institut européen d'études commerciales supérieures et de l'Institut d'études politiques	512	804	-	1 267	2 583
Santé : diplômes d'état (Médecine, Pharmacie, Odontologie de la 1ère année à la thèse d'exercice)	-	4 158	-	-	4 158
Santé : sage-femme, orthophonie, orthoptie	-	233	-	-	233
Santé : autres diplômes	69	2 077	-	-	2 146
Préparation aux concours d'agrégation	-	42	129	-	171
Préparation aux concours administratifs	44	-	-	352	396
Diplômes d'université (hors santé)	118	70	757	911	1 856
Divers	-	188	-	-	188
Total	7 502	18 847	11 965	9 947	48 261

Source : ORESIPE

ANNEXE 9 : Part des bacheliers inscrits à l'université - rentrée 2006

Série du baccalauréat	UHA	ULP	UMB	URS	Ensemble
Economique et social (ES)	24,7%	12,6%	28,4%	41,7%	24,5%
Littéraire (L)	9,0%	2,8%	37,0%	10,4%	13,6%
Scientifique (S)	32,3%	74,1%	17,6%	29,5%	43,5%
Baccalauréat international	0,1%	0,2%	0,1%	0,5%	0,2%
Total baccalauréats généraux	66,0%	89,7%	83,1%	82,0%	81,8%
Sciences & techniques industrielles (STI)	9,6%	2,8%	2,0%	4,0%	4,3%
Sciences & technologies tertiaires (STT)	14,0%	2,2%	7,5%	9,4%	7,3%
Sciences médico-sociales	1,3%	2,3%	1,4%	0,1%	1,5%
Sciences & technologies de laboratoire	2,2%	1,7%	0,3%	1,0%	1,3%
Autres baccalauréats sciences & technologies	0,5%	0,2%	0,5%	0,1%	0,3%
Total baccalauréats sciences et technologies	27,7%	9,1%	11,7%	14,6%	14,7%
Baccalauréats professionnels	6,3%	1,1%	5,2%	3,3%	3,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Effectifs des néobacheliers	1 561	2 737	1 772	1 465	7 535

Source : ORESIPE

ANNEXE 10 : Nombre de diplômes délivrés en 2005

Type de formation	UHA	ULP	UMB	URS	Ensemble
Formations générales	1 322	4 646	3 740	1 751	11 459
DEUG (L2)	427	1 208	1 272	506	3 413
Licence (L3)	567	1 485	1 420	516	3 988
Maîtrise (M1)	217	1 154	764	515	2 650
DEA (Master recherche 2)	56	507	210	182	955
Doctorat et habilitation à diriger des recherches	55	292	74	32	453
Formations du secteur santé	9	1 440	-	-	1 449
Doctorat d'exercice de médecine, d'odontologie et de pharmacie	-	262	-	-	262
Diplômes d'orthophonie, d'orthoptie	-	3	-	-	3
Diplômes de sage-femme	-	26	-	-	26
Diplômes Universitaires (DU) du secteur santé	-	856	-	-	856
Autres diplômes du secteur santé	9	293	-	-	302
Formations professionnelles	2 203	1 324	479	1 540	5 546
DUT, DEUST	773	339	85	493	1 690
Licence professionnelle (L3)	338	94	80	96	608
Diplômes d'ingénieur, de l'IECS et de l'IEP	140	259	-	353	752
DESS (Master professionnel 2)	203	605	314	598	1 720
Autres formations professionnelles (dont IUP)	749	27	-	-	776
Diplômes d'université	139	72	847	483	1 541
Autres diplômes (DAEU, capacité...)	90	37	-	176	303
Total	3 763	7 519	5 066	3 950	20 298

Source : ORESIPE

ANNEXE 11 : Effectifs 2006 et 2007 par diplôme - Institut Universitaire et Technologique de Mulhouse

Inscriptions Principales	2007	2006	Evolution
Diplôme de comptabilité et de gestion 1e année (formation continue et apprentissage)	17	17	0,0%
Diplôme de comptabilité et de gestion 2e année (formation continue et apprentissage)	25	23	8,7%
Total DCG	42	40	5,0%
DUT S1 Génie Electrique et informatique Industrielle	66	54	22,2%
DUT S1 Génie Electrique et informatique Industrielle en apprentissage	9	20	-55,0%
DUT S1 Génie Industrie et Maintenance	53	59	-10,2%
DUT S1 Génie Industrie et Maintenance Trinational	36	23	56,5%
DUT S1 Science et Génie des Matériaux	24	27	-11,1%
DUT S2 Automatismes en apprentissage		14	-
DUT S2 Génie Electrique et informatique Industrielle (formation continue et apprentissage)	67	42	59,5%
DUT S2 Génie Industrie et Maintenance	29	43	-32,6%
DUT S2 Génie Industrie et Maintenance en apprentissage	10	17	-41,2%
DUT S2 Génie Industrie et Maintenance Trinational	17	27	-37,0%
DUT S2 Science et Génie des Matériaux	22	29	-24,1%
DUT T1 Gestion des Entreprises et des Administrations (formation continue et apprentissage)	150	142	5,6%
DUT T1 Gestion, Logistique et Transport	60	59	1,7%
DUT T1 Services et Réseaux de Communication	53	52	1,9%
DUT T2 Finances Comptabilité	35	35	0,0%
DUT T2 Finances Comptabilité en apprentissage	10	14	-28,6%
DUT T2 Gestion, Logistique et Transport	32	39	-17,9%
DUT T2 Gestion, Logistique et Transport en apprentissage	15	10	50,0%
DUT T2 petites et moyennes organisations	39	35	11,4%
DUT T2 Ressources Humaines	19	17	11,8%
DUT T2 Ressources Humaines en apprentissage	11	9	22,2%
DUT T2 Services et Réseaux de Communication	44	44	0,0%
Total DUT	801	811	-1,2%
TOTAL NIVEAU III	843	851	-0,9%
Licence Professionnelle Activités et Techniques de Communication	10	9	11,1%
Licence Professionnelle Gestion des Ressources Humaines (formation continue et apprentissage)	45	43	4,7%
Licence Professionnelle Information organisationnelle en apprentissage	2	1	100,0%
Licence Professionnelle Ingénierie simultanée	37	30	23,3%
Licence Professionnelle Ingénierie simultanée en apprentissage	41	27	51,9%
Licence Professionnelle Logistique	12	14	-14,3%
Licence Professionnelle Logistique en apprentissage	16	16	0,0%
Licence Professionnelle Management de production et qualité	12	16	-25,0%
Licence Professionnelle Management de production et qualité en apprentissage	28	21	33,3%
Licence Professionnelle Matériaux Polymères	13	16	-18,8%
Licence Professionnelle Métrologie	5	9	-44,4%
Licence Professionnelle Plasturgie en apprentissage	4		-
Licence Professionnelle Systèmes automatisés en apprentissage	20	17	17,6%
Licence Professionnelle Systèmes automatisés	17	26	-34,6%
Licence Professionnelle Webdesign en apprentissage	1	1	0,0%
Licence Professionnelle Webdesign	9	6	50,0%
Total Licence Professionnelle	272	252	7,9%
<i>Dossier en attente paiement</i>	15		-
TOTAL NIVEAU I+II	287	252	13,9%
TOTAL IUT MULHOUSE	1130	1103	2,4%

Source : IUT Mulhouse
Dernière mise à jour : 28/09/07



Observation
Economie - Emploi - Formation
du Pays de la région mulhousienne

Thème n° 16 :
Validations des Acquis de l'Expérience

Une voie d'accès
supplémentaire à la
qualification.

L'étude qui suit concerne la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) sur tout le territoire alsacien : il n'a pas été possible d'isoler les données de la VAE pour le Pays de la région mulhousienne.

1. VAE 2006 par valideurs

	Nombre dossiers recevables	Nombre candidats accompagnés	Nombre validations présentées	Validations totales	Validations partielles	Echecs
Emploi	401	142	92	52	21	19
E.N. – Dispositif Académique de la VAE	637	1 919	639 dont 125 DEES	462 dont 75 DEES	108 dont 31 DEES	54 dont 18 DEES
Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt	13	8	4	4	/	/
Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales	439	144	153	46	92	15
Direction Régionale Jeunesse et Sport	39	20	32	13	11	8
Université Haute Alsace	59	28	16	11	4	1
Université Marc Bloch	21	24	8	6	2	/
Université Louis Pasteur	65	28	13	9	3	1
Université Robert Schuman	31	15	12	7	3	2
Conservatoire National des Arts et Métiers	3	3	2	2	/	/
Chambre des Métiers d'Alsace	4	3	1	1	/	/
Chambre Régionale Commerce et Industrie	15	4	1	/	1	/
Total	1 727	2.338	973	613	245	100
Rappel 2005			696	436	177	83
Evolution 2006/2005			39,80%	40,60%	38,42%	20,48%

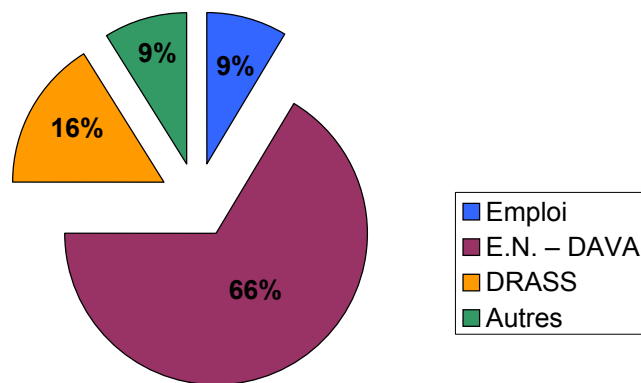
DEES = Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé
Source : DRTEFP

Validations totales et partielles par valideurs - 2006

En 2006, 1727 demandes ont été jugées recevables et plus de 56% des candidats sont passés au jury. Près de deux tiers des validations présentées sont totalement validées.

Par rapport à 2005, le nombre de validations présentées a augmenté de près de 40%.

Cette augmentation est notamment due à la mise en place de mesures incitatives mais surtout à l'évolution du rôle du diplôme sur le marché du travail (d'après l'ANPE, les trois quart des offres d'emploi comportent une mention de diplôme - cf. Thème n°11 : Offre et qualité de l'emploi).



La VAE est un tremplin pour le salarié, lui permettant de consolider son expérience passée. C'est en effet une nouvelle voie d'accès aux diplômes en cours de vie professionnelle. Ce dispositif lui permet d'accéder à des emplois plus qualifiés, de s'adapter aux évolutions de son métier et diminue son risque de chômage (cf. Thème n°10 : Demande d'emploi).

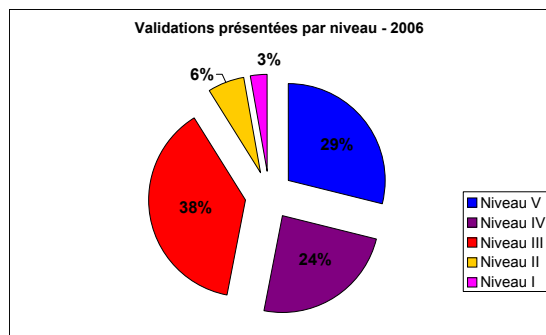
La proportion de VAE pour les diplômés d'Etat d'éducateur spécialisé (DEES) est forte. Elle représente 19,6% des validations présentées au Dispositif Académique de la VAE, 16,2% des validations totales et 28,7% des validations partielles.

L'Université Louis Pasteur (ULP), l'Université Marc Bloch (UMB), l'Université Robert Schuman (URS) et l'Université de Haute-Alsace (UHA) oeuvrent ensemble au développement de la VAE et ont constitué à cet effet le pôle VAE des universités d'Alsace grâce au soutien du Fonds social européen (FSE).

2. VAE 2006 par niveau

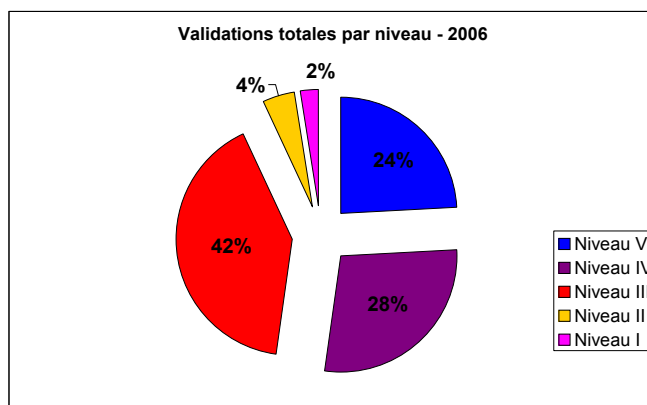
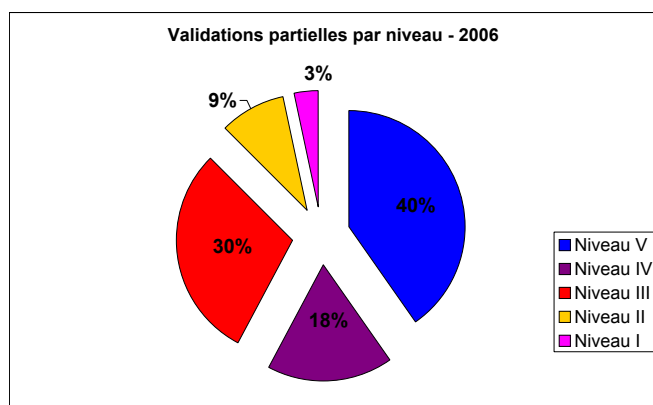
	Nombre de validations présentées	Nombre de validations complètes	Nombre de validations partielles	Echec	% validations complètes/v validations présentées
Niveau V	284	148	100	29	52,11%
Niveau IV	237	172	44	13	75,57%
Niveau III	373	251	74	45	67,29%
Niveau II	60	27	23	11	45%
Niveau I	26	15	8	2	57,69%
Total	980	613	249	100	62,55%
	100%	62,55%	25,41%	10,20%	

Niveau I-II	<i>BAC + 3 OU PLUS</i>
Niveau III	<i>BAC + 2</i>
Niveau IV	<i>BAC BTN BT BP</i>
Niveau V	<i>BEP CAP</i>
Niveau V bis	<i>BIS CEP SES</i>
Niveau VI	<i>1ER CYCLE 2EME DEGRE</i>



Les Validations des Acquis de l'Expérience concernent principalement les niveaux inférieurs au Bac +2 : III (Bac à Bac+2), IV (Bac BTN BT BP) et V (BEP CAP).

Même si la proportion de validations totales est plus importante pour les niveaux III (42%), les VAE de niveau IV ont le plus fort taux de validations complètes (75,57%).



SYNTHESE

- Les Validations des Acquis de l'Expérience sont en augmentation sur 2006. Cette croissance concerne essentiellement les VAE de niveaux inférieurs au bac+2.
- Les VAE permettent aux salariés comme aux demandeurs d'emploi de prétendre à des emplois plus qualifiés.
- La VAE diminue le risque de chômage.
- La VAE peut être un tremplin pour les personnes qui se destinent à l'enseignement du français (par exemple enseignement aux migrants, aux primo arrivants, ...). Elles peuvent suivre à l'UHA des formations sanctionnées par des diplômes de français langue étrangère (FLE), formations accessibles par la validation des acquis de l'expérience.

ANNEXE 1 : Définition de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

La « Validation des Acquis de l'Expérience » est un droit, pour toute personne, de faire valider son expérience professionnelle en vue de l'obtention d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification de branche à condition de justifier de 3 ans, au minimum, d'expérience en relation avec les exigences d'une certification enregistrée au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP).

La loi précise que « la validation des acquis produit les mêmes effets que les autres modes de contrôle des connaissances et des aptitudes ». Un diplôme obtenu par la VAE a donc la même valeur qu'un diplôme ou un titre obtenu à l'issue d'un parcours de formation initiale, universitaire, par l'apprentissage ou par la formation professionnelle continue.

Alors que l'élévation des niveaux de qualification est une demande sociale et économique forte, l'État et la Région Alsace ont décidé ensemble de favoriser l'accès à la VAE :

- en organisant un « dispositif régional d'information conseil » en VAE dans le cadre de l'orientation tout au long de la vie,
- en contribuant au financement de la VAE pour que cette possibilité soit ouverte à tous les adultes répondant aux conditions fixées par la loi.